

2m11.2892.6

Université de Montréal

**Le terrorisme avec armes de destruction massive;
analyse et évaluation de la menace dans la
perspective d'une réponse étatique**

Par François Légaré

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M.Sc.)
en science politique

Mars 2001

© François Légaré, 2001



2m11.28 P2.2

Université de Montréal

Le terrorisme avec armes de destruction massive;
analyse et évaluation de la menace dans la
perspective d'une réponse étatique

Par François Légaré

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

JA
39

N54

2001

N.017

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M. Sc.)
en science politique



Mars 2001

© François Légaré, 2001

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Le terrorisme avec armes de destruction massive; analyse et évaluation
de la menace dans la perspective d'une réponse étatique

présenté par :
François Légaré

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président du jury _____

Directeur de recherche _____

Membre du jury _____

Représentant du doyen _____

Mémoire accepté le : _____

SOMMAIRE

La menace terroriste d'utilisation d'armes de destruction massive suscite, depuis quelques années, une grande inquiétude sur le plan de la sécurité intérieure. C'est aux États-Unis, plus que partout ailleurs, que cette inquiétude atteint son paroxysme. À cet effet, l'administration américaine riposte au péril en implantant depuis les cinq dernières années divers programmes de contre-mesure et de préparation domestique. Ayant un rôle prépondérant sur le globe, les Américains se voient comme la cible toute désignée d'un tel terrorisme. Il est vrai qu'ils ont un certain nombre d'ennemis sur la planète et que leur hégémonie militaire ne permet pas à ceux-ci de s'engager dans une guerre conventionnelle contre eux. Pour certain, l'équation est donc simple : **suprématie américaine vs ennemis de l'ordre mondial = stratégie indirecte = terrorisme**. En outre, certains attentats terroristes perpétrés au cours de la dernière décennie ont alimenté la crainte d'une catastrophe prochaine, d'une destruction massive. Quelque chose susceptible de causer des dommages irréparables à la société. Il en résulte que l'idée d'une destruction massive, causée par des organisations ayant recours au terrorisme, se juxtapose à l'équation ci-dessus. Il en résulte une menace qui devient, aux États-Unis principalement, l'objet d'une «*Top national priority*» en matière de défense et de sécurité.

L'équation est-elle vraiment aussi simple toutefois? En fait non, on peut même dire que le raisonnement est biaisé. À ce propos, nous croyons que l'équation de la menace concernant le terrorisme avec armes de destruction massive est différente. Elle serait plutôt du type : **groupe particulier + conditions particulières = terrorisme avec armes de destruction massive**. Telle est l'hypothèse que nous voulons valider. À l'aide d'une analyse conceptuelle, d'une synthèse de la recherche scientifique et des études de cas, nous allons démontrer que le terrorisme avec armes de destruction massive doit être compris à partir de l'équation ci-dessus. En dernier lieu, nous allons conclure qu'une surévaluation de la menace entraîne une planification stratégique inadéquate, concernant l'élaboration et la gestion de politiques de défense et de sécurité. L'étude de l'exemple américain doit donc ici servir de modèle à d'autres États désireux d'aborder la question du terrorisme avec armes nucléaires, biologiques ou chimiques.

Table des Matières

Sommaire	iii
Table des matières	iv
Liste des tableaux	vi
Introduction	1
Chapitre I : Vouloir préciser le concept de «terrorisme» : cadre théorique et esquisse historique	4
1. Le terrorisme : un phénomène mal circonscrit.....	4
1.1- <i>Une multitude de définitions</i>	5
1.2- <i>La définition adoptée</i>	12
2. Les multiples visages du terrorisme.....	14
2.1- <i>L'origine du terme</i>	15
2.2- <i>L'action des anarchistes</i>	16
2.3- <i>Les luttes de libération coloniale et l'action terroriste</i>	16
2.4- <i>Le terrorisme moderne</i>	18
Notes.....	22
Chapitre II : État de la question sur le terrorisme et les armes de destruction massive	24
1. Le terrorisme depuis la fin de la Guerre froide.....	24
1.1- <i>Profil quantitatif des attaques terroristes dans les années 1990</i>	24
1.2- <i>Profil général du terrorisme au cours des dernières années</i>	29
2. Qu'est-ce qu'une arme de destruction massive?.....	32
2.1- <i>le nucléaire</i>	34
2.2- <i>l'arme biologique</i>	36
2.3- <i>l'arme chimique</i>	39
3. Deux écoles de pensée sur la menace potentielle du terrorisme NBC.....	41
3.1- <i>Les arguments prônant une menace imminente</i>	43
3.2- <i>Les arguments prônant une menace relative</i>	47
Notes.....	51

Chapitre III : De Aum Shinrikyo à CSA : étude de cas sur des tentatives de destruction massive	54
1. Le cas de la secte Aum Shinrikyo	55
1.1- <i>Bref historique de la secte Aum Shinrikyo</i>	55
1.2- <i>Caractéristiques de la secte</i>	57
1.3- <i>Le programme d'armement</i>	60
1.4- <i>Les attaques de la secte avec des armes biologiques et chimiques</i>	62
2. Autres cas de tentative de destruction massive	64
2.1- <i>Le cas de DIN (1946)</i>	65
2.2- <i>Le cas de R.I.S.E. (1972)</i>	66
2.3- <i>Le cas de CSA (1985)</i>	68
3. Conclusion sur les études de cas	70
Notes	77
Conclusion	78
1. Réagir à la menace de terrorisme avec ADM : l'exemple américain	78
2. Remise en question du « <i>worst-case scenario</i> » : vers la recherche d'un nouveau modèle	83
Notes	88
Bibliographie	89
Appendice I	94
Appendice II	95

Liste des tableaux

Tableau I : Fréquence d'éléments de définition répertoriés dans 109 définitions sur le terrorisme	11
Tableau II : Typologie générale	13
Tableau III : Nombre d'incidents terroristes recensés pour la période 1985-1987	25
Tableau IV : Nombre de victimes du terrorisme international, 1990-1999	28
Tableau V : Nombre d'incidents terroristes internationaux pour la période 1976-1999	28
Tableau VI : Facteurs caractérisant les agents biologiques	38
Tableau VII : Facteurs caractérisant les agents chimiques	40
Tableau VIII : Structure organisationnelle de la secte Aum	59
Tableau IX : Attaques biologiques et chimiques de la secte Aum Shinrikyo	63
Tableau X : Comparaison des facteurs de motivation	71
Tableau XI : Principales caractéristiques de la secte Aum Shinrikyo	74
Tableau XII : Structure fédérale américaine de lutte au terrorisme	81

À Léo et Jeanne, mes grands-parents

Je leur dois beaucoup

INTRODUCTION

Quatre siècles avant notre ère, Sun Tse écrit : «Tue un homme, fais peur à dix mille autres». Célèbre pour avoir saisi que la guerre est une affaire d'importance vitale pour l'État, le stratège chinois démontre qu'il a également compris très tôt le potentiel de la terreur lorsque employée à des fins de pouvoir. Cette maxime, qui était adressée aux princes et seigneurs de guerre, incarne admirablement l'esprit de la stratégie indirecte formulée par son auteur. En effet, dans *L'Art de la guerre* Sun Tse élabore une stratégie fondée sur des principes d'économie, de ruse, de connaissance de l'adversaire, d'action psychologique, destinée à ne laisser au choc sur le champ de bataille qu'un rôle de coup de grâce asséné à un ennemi désarmé (Chaliand 1990, 281). Sans établir un lien direct, on peut dire que la stratégie déployée par les nombreux groupes terroristes du XXe siècle s'appuie en grande partie sur ces principes. Mais, si le terrorisme est un phénomène relativement récent, il faut admettre qu'employer stratégiquement la terreur à des fins politiques n'est pas une grande nouveauté. L'histoire regorge d'exemples : du sort réservé à Spartacus et ses hommes aux purges staliniennes, en passant par l'action des *Hashāshin* ismailiens ou encore les conquêtes mongoles, etc.

Pour revenir au terrorisme toutefois, stratégie indirecte par nature, force est d'admettre que le phénomène préoccupe beaucoup de gens depuis environ une trentaine d'années. De fait, les années 70 marquent la prolifération de plusieurs groupes terroristes et c'est principalement à cette époque que les gouvernements mettent sur pied des contre-mesures. C'est aussi à ce moment que la question est saisie par l'ONU et qu'une quantité de chercheurs universitaires commencent à étudier le phénomène. Pourtant, c'est plus récemment encore que le terrorisme atteint véritablement la «célébrité», depuis la fin de la Guerre froide en fait. À partir de ce moment, après que la poussière soit retombée sur la guerre du Golfe, une tendance très nette se profile; le terrorisme préoccupe plus que jamais les chefs d'États occidentaux et tout particulièrement les États-Unis. Concrètement, des politiques sont énoncées, des fonds alloués, l'OTAN se penche sur ce problème de

«désordre mondial» et les «méchants» des films sortant des studios d'Hollywood sont dès lors des terroristes. Côté scientifique, on assiste en quelque sorte au même «engouement». Avishag Gordon, dans une étude récente, analyse la diffusion d'articles, dans une vingtaine de périodiques reconnus et autres journaux, portant sur le terrorisme. D'après ses résultats, entre 1988 et 1995, 1013 articles portant sur le sujet sont répertoriés. Pour la période cumulative de 1988 à 1998 ensuite, c'est 1441 articles répertoriés. Il observe donc une augmentation de 42% pour l'ensemble des années 1996, 1997 et 1998 dans la publication d'articles portant sur le terrorisme (Gordon 1998, 190-193).

Au même moment, s'accroît l'intérêt de la classe dirigeante et de la communauté scientifique vis-à-vis l'utilisation potentielle d'armes de destruction massive (ADM) de la part d'organisations ayant recours au terrorisme.¹ À ce sujet, un événement contribue grandement à confirmer l'inquiétude de tous : la propagation, le 20 mars 1995, de gaz sarin dans le métro de Tokyo par des membres de la secte Aum Shinrikyo. Pour plusieurs, une importante barrière psychologique et technique vient d'être franchie. Parallèlement, on assiste dans les années 1990 à des attentats dont l'ampleur de la destruction provoque un nombre record de pertes de vies humaines, en comparaison à l'activité terroriste des précédentes décennies. Dès lors, quelques questions surgissent : Est-ce que le terrorisme dans les années à venir va engendrer des attentats de destruction massive ou est-ce que le cas du métro de Tokyo demeurera un incident isolé? Quelles tendances faut-il voir dans la menace d'emploi d'ADM? Quelles réponses l'État doit-il orchestrer? Telles sont les questions centrales autour desquelles notre analyse du terrorisme avec armes de destruction massive s'articule.

Répondre aux questions posées ci-dessus nous amène à diviser notre travail en trois parties. Le premier chapitre est consacré aux concepts de base. Essentiellement, il y est question de définition et d'évolution historique du phénomène terroriste. Le deuxième chapitre aborde, lui, notre sujet de front. Ici, la question de l'emploi d'ADM par des organisations ayant recours au terrorisme représente la trame de fond. Nous voyons dans quel contexte cette question devient incontournable, en quoi consiste une arme de destruction massive et comment cette question est considérée par la communauté

scientifique. Le troisième et dernier chapitre de ce travail enfin sert à valider, sur une base empirique, notre constat sur le travail de la communauté scientifique, analysé au chapitre précédent. En d'autres termes, nous utilisons des études de cas pour nous positionner vis-à-vis le discours de la communauté scientifique quant à la question du terrorisme avec ADM. La conclusion de notre travail ramène, elle, la question de l'emploi d'ADM, par des organisations ayant recours au terrorisme, au niveau des réponses élaborées par l'État (ici les États-Unis). Plus précisément, nous voyons qu'elle est, d'après nos recherches, l'approche la plus appropriée aux problèmes soulevés par l'utilisation possible d'ADM.

Élaborer d'avantage deviendrait ici superflu mais, pour un portrait plus détaillé sur la teneur de ce travail de recherche, nous référons le lecteur à l'appendice I. Celui-ci présente une typologie de la recherche sur le terrorisme qui offre une perspective sans équivoque sur la position qu'occupe notre travail par rapport à la masse d'autres recherches sur ce phénomène.

L'objectif de cette recherche étant maintenant indiqué et notre démarche précisée, passons sans plus d'explications à notre sujet et entamons le chapitre I.

¹ La question de l'emploi d'armes de destruction massive par des organisations ayant recours à la méthode terroriste n'est pas propre aux années 1990. Nous pouvons remonter jusqu'au début des années 1970 pour voir certains spécialistes brandir le spectre du terrorisme nucléaire. La question de l'emploi d'armes chimiques ou biologiques dans un dessein similaire suscite des articles à la même époque. Mais, il faut attendre la fin des années 1970 et le début des années 1980 pour assister à une diffusion significative de ce thème. Toutefois, la question du terrorisme avec armes de destruction massive n'a pas, au cours de cette période, l'importance que lui accordent maintenant politiciens et chercheurs.

Chapitre I

VOULOIR PRÉCISER LE CONCEPT DE «TERRORISME» : CADRE THÉORIQUE ET ESQUISSE HISTORIQUE

1. Le Terrorisme : un phénomène mal circonscrit.

À première vue, une action dite terroriste nous apparaît comme le lien entre un acte politique (une motivation) et un acte de terreur (un moyen). Bien qu'applicable pour la majorité des incidents terroristes, ce raisonnement ne reflète pas adéquatement la réalité car qui emploie la terreur à des fins politiques n'est pas nécessairement *terroriste*. Il est généralement admis, même si cela donne encore lieu à une polémique entre les plus éminents spécialistes de la question, que le terme *terroriste* (ou *terrorisme*) fait référence à des individus ou à un petit groupe ne possédant aucune légitimité sur l'emploi de la violence. Ceci contraste, indépendamment du recours ou non à la terreur, avec l'État qui selon nos valeurs occidentales, doit être le seul légitime dans l'utilisation de la violence (guerres, maintien de l'ordre, châtiments basés sur le Droit).¹ Selon ce raisonnement, si certains bombardements stratégiques de la Deuxième Guerre mondiale (Dresde, Berlin, Tokyo, Coventry) ont eu pour but de terroriser la population ennemie afin de briser sa volonté de combattre, jamais les forces aériennes de cette guerre ne furent ou ne seront qualifiées de terroristes. De même pour les forces policières qui dispersent des manifestants par la force de leurs bâtons ou pour certains États qui appliquent encore la peine de mort. En ce sens, pour la majorité de la population et des spécialistes de la question, le terme *terrorisme* fait référence à un phénomène beaucoup plus circonscrit.

En contrepartie, il n'existe présentement aucun consensus sur la définition du terrorisme. Surprenant? À première vue, oui. Considérant l'ampleur de l'action terroriste dans la seconde moitié du XXe siècle — nous entendons ici sa diffusion plus que sa capacité de destruction — comment ne pas avoir cerné le phénomène avec précision? Est-

ce par manque d'exemples? Assurément, non. Alors peut-être est-ce par manque d'intérêt? À voir le nombre de publications sur le sujet depuis la fin des années soixante, encore une fois, la réponse est non. En fait, une partie du problème réside dans le terrorisme lui-même. Celui-ci n'est pas un phénomène constant; il a, au cours de son histoire, pris diverses formes et ce, pour différents desseins. Ses acteurs, c'est-à-dire les terroristes ainsi que leurs cibles, n'ont également pas été les mêmes. Nous reviendrons plus loin sur le caractère mutant du terrorisme. Concentrons-nous d'abord sur notre problème de définition, étape nécessaire dans l'élaboration de ce travail.

Chacun doit, dans le cadre d'une étude sérieuse, préciser ce qu'il entend par *terrorisme* avant de traiter du sujet car sinon tout le travail accompli risque de mener nulle part. Comment, en effet, un chercheur pourrait-il avoir de solides conclusions si une incertitude règne sur le cadre de l'objet étudié? Tout son travail en serait miné. En ce sens, éviter de définir avec précision le terrorisme équivaldrait à le concevoir simplement comme une action violente que nous réprouvons (Schmid & Jongman 1988, 3). Un tel cadre, basé exclusivement sur la subjectivité, n'est pas très utile en sciences sociales. Il faut assurément aller plus loin dans notre raisonnement, même si la tâche n'est pas aisée. Denis A. Pluchinsky résume avec justesse et humour les difficultés concernant l'étude du terrorisme: *«Terrorism is a jigsaw puzzle with many missing and deformed pieces that comes in a plain brown bag — there is no helpful picture on the box cover to show you what the completed puzzle should look like»* (Pluchinsky 1997, 7). Nous tenterons donc ici de solutionner ce «casse-tête» et d'offrir une définition pertinente du terrorisme. Mais auparavant, voyons le travail accompli par d'autres, question de ne pas tourner en rond inutilement.

1.1- Une multitude de définitions

Les initiatives de l'ONU, au début des années 1970, face au terrorisme illustrent bien les problèmes d'une définition imprécise. Le 18 décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte la Résolution 3034 (XXVII) intitulée «Mesures visant à

prévenir le terrorisme international qui met en danger ou anéantit d'innocentes vies humaines, ou compromet les libertés fondamentales, et étudie des causes sous-jacentes des formes de terrorisme et d'actes de violence qui ont leur origine dans la misère, les déceptions, les griefs et le désespoir et qui poussent certaines personnes à sacrifier des vies humaines, y compris la leur, pour tenter d'apporter des changements radicaux». Au paragraphe 9 de la dite Résolution est décidée l'instauration d'un Comité spécial composé de 35 États membres², avec représentation géographique équitable, afin de trouver des solutions aux problèmes du terrorisme. Rapidement, on constate que le travail du Comité (et de ses trois sous-comités) ne mène nulle part. Les pays occidentaux voient le terrorisme comme l'action de groupes sub-nationaux (prises d'otages, détournements, bombes, etc.). Les pays non-alignés quant à eux, c'est-à-dire en grande majorité ceux du Tiers monde, conçoivent plutôt le terrorisme sous l'angle du terrorisme d'État. Ils ciblent la domination du pouvoir colonial, ou en d'autres termes, la coercition des plus forts face aux désirs d'émancipation des plus faibles (Friedlander 1979, 334-341). En fait, plus que la volonté de régler un problème, c'est le contexte politique de l'époque qui guide les acteurs du débat. Chacun veut définir le terrorisme en fonction de ses intérêts politiques. Il n'est donc pas surprenant de voir les pays occidentaux et ceux du Tiers monde tentés d'imposer à l'autre la responsabilité des actions terroristes commises à l'époque.

Aujourd'hui encore, le contexte politique joue un rôle majeur dans ce qui est reconnu comme étant terroriste. Prenons l'exemple de certaines agences gouvernementales plus près de nous et voyons comment elles définissent le terrorisme et pourquoi :

- *Menace ou perpétration d'actes de violence grave pour forcer le Gouvernement canadien à agir d'une certaine façon. Les actes de violence grave sont ceux qui causent des lésions corporelles sérieuses ou entraînent la mort de personnes, ou qui endommagent sérieusement ou détruisent des biens publics ou privés, et qui sont contraires aux lois canadiennes ou le seraient s'ils étaient commis au Canada.*

Service canadien de Renseignement et de Sécurité

- *The unlawful use of force or violence against persons or property to intimidate or coerce a government, the civilian population, or any segment thereof, in furtherance of political or social objectives.*

Federal Bureau of Investigation

- *Premeditated, politically motivated violence perpetrated against non-combatant targets by subnational groups or clandestine agents, usually intended to influence an audience.*

U.S. State Department

Ces trois définitions présentent une ou des caractéristiques propres au terrorisme. Pourtant, après une analyse plus approfondie, nous constatons qu'elles diffèrent. Celle du SCRS, inspirée des règles de Droit, met l'accent sur le politique en opposant l'action terroriste au Gouvernement canadien. Le FBI, lui, perçoit le terrorisme comme une action politique ou sociale affectant aussi bien le gouvernement que la population en général. Enfin, la définition du U.S. State Department rappelle que le terrorisme tente d'influencer un public cible et qu'il est l'œuvre de groupes sub-étatiques. Bref, chacune des agences cherche à définir le terrorisme en fonction du mandat qu'on lui attribue (Hoffman 1998, 38-39). Notons aussi qu'une certaine latitude est maintenue dans l'interprétation du terrorisme; on est loin d'une définition ayant la précision du langage juridique.

Victor T. Levine, en se basant sur un acte de violence israélo-palestinien³, démontre également l'importance du contexte politique dans l'acceptation de ce qui est reconnu comme un acte terroriste (Levine 1995, 45-59). Dans le cas soulevé, où Abd el-Hadi Suleiman Ghneim précipite un autobus israélien dans un ravin, nous pouvons voir comment deux factions en opposition peuvent conclure à une action terroriste sans nécessairement procéder à une véritable analyse du geste posé sur le terrain. Ainsi, concernant le geste posé par Ghneim, si le Jihad islamique de Beyrouth et d'Amman revendiquent tous deux l'attentat et si le Gouvernement israélien conclut dès le début à un acte de terrorisme, Levine nous rappelle que la situation n'est pas aussi claire qu'il ne paraît. En ce sens, les véritables motivations de Ghneim seraient la vengeance d'un ami blessé puis la haine d'Israël et des Israéliens, ce qui ne représente pas pour l'auteur un

geste politique mais plutôt une vendetta personnelle (Levine 1995, 53). Aux yeux du politologue, la nature du geste posé par Ghneim ne concorde pas avec la motivation politique normalement présente lors d'une action terroriste. Ce qui fait dire à l'auteur :

«The point, of course, is that even in Israel, where a sizeable body of statute law and legal precedent has already honed definitions of terrorist acts, in general practice the term still tends to escape definitional precision because political considerations, more often than not, affect its official and unofficial uses» (Levine 1995, 51).

Du côté des universitaires, le débat autour de la définition du terrorisme se porte à un autre niveau. Pour l'ensemble de la communauté scientifique se spécialisant sur le sujet, le contexte politique ne représente pas un élément satisfaisant dans l'élaboration d'une définition précise du terrorisme. Puisque le contexte politique est très versatile par nature —et dans les faits—, il n'est donc pas surprenant de voir les chercheurs tenter d'établir des frontières plus précises au phénomène, dans le dessein d'appliquer une méthodologie scientifique à leur travail. Par contre, on constate qu'il ne suffit pas d'avoir des intentions nobles pour réussir à cerner le terrorisme...

Outre plusieurs divergences dans les éléments de définition (aspect que nous traiterons plus loin), la communauté scientifique étudiant le terrorisme se bute à un problème conceptuel fondamental. D'une part, certains perçoivent le terrorisme comme une action nécessairement commise par un groupe sub-étatique et d'autre part, certains l'entrevoient comme une action émanant à la fois d'un groupe sub-étatique ou de l'État lui-même, selon le cas. À première vue, cette dichotomie semble se rapporter au quiproquo onusien mentionné précédemment. Le débat toutefois dépend moins ici du monde des intérêts politiques que de l'environnement sociétal. De fait, ceux qui perçoivent le terrorisme comme l'action de groupes sub-étatiques le font surtout pour des raisons culturelles et pratiques. Culturelles, car depuis un siècle c'est principalement à l'action terroriste d'individus ou de petits groupes que les pays occidentaux ont été confrontés. Ce n'est donc pas un hasard si les spécialistes d'Amérique et d'Europe, tout comme leurs populations respectives d'ailleurs, ont tendance à cerner le terrorisme comme un phénomène exclusivement relié à d'obscures et radicales organisations politiques.

Pratique, car l'étude du terrorisme vise non seulement à comprendre mais aussi à combattre le phénomène. Cette nécessité pousse donc plusieurs spécialistes à se concentrer uniquement sur les événements auxquels les États occidentaux sont confrontés. Nous pourrions voir dans la définition offerte par Walter Enders & Todd Sandler un exemple type de la perception du terrorisme chez cette «école» : «[...] *We define terrorism as the premeditated use, or threat of use, of extra-normal violence or brutality to obtain a political objective through intimidation or fear directed at a large audience. [...] The terrorists intend their targets and the public at large to apply pressures on the government to concede to their demands*» (Enders & Sandler 1999, 147-148). Cette définition du terrorisme a l'avantage de circonscrire avec précision l'objet d'étude. Nous retrouvons cette même clarté chez d'autres auteurs offrant des définitions similaires⁴ (Mickolus 1980, xiii; Schwartz 1998, 485-486; Crenshaw 1995, 4; Hoffman 1998, 43-44; Wilkinson [dans Chaliand] 1999, 195-196). L'inconvénient par contre dans la pratique de cette «école» est que l'étude du terrorisme à travers certains groupes sub-étatiques peut sous-entendre ou encourager une forme de subjectivité. En effet, on y perçoit le phénomène terroriste strictement en opposition à l'État, ce qui implique du coup le cautionnement du dernier à l'encontre du premier. D'ailleurs, cette subjectivité donne au mot *terrorisme* une connotation négative plutôt qu'un simple terme décrivant un type d'activité spécifique. Dans cette optique, Ariel Merari soutient qu'il faut plutôt «considérer le terrorisme comme un mode de lutte [et même comme un mode d'expression d'après Walter Laqueur] plutôt que comme une aberration sociale ou politique et aborder ce phénomène d'un point de vue technique plutôt que moral» (Merari [dans Chaliand] 1999, 73).

La perception du terrorisme comme une action émanant à la fois d'un groupe sub-étatique ou d'un État, comporte aussi des forces et des faiblesses, et ce, dans une relation inverse au groupe ci-haut. Mentionnons d'abord les avantages. Le fait de concevoir ce qui est propre au terrorisme autant chez les individus, les groupes ou les acteurs étatiques, permet d'aborder le terrorisme de manière technique —disons une méthode ou une stratégie— et non comme un tout qui confondrait acteurs et actions. C'est aussi accepter l'idée que cette violence peut autant provenir de ceux qui ont le pouvoir comme de ceux

qui ne l'ont pas. Cette approche permet donc une plus grande objectivité.⁵ Toutefois, l'inconvénient de cette conception est de présenter une définition —ou une vision— qui ratisse large et qui offre un cadre très approximatif de l'objet d'étude (Chaliand 1999, 10-11; Clutterbuck 1994, 5; Wieviorka 1988, 461-468). Elle prête aussi le flanc à l'épineux problème de légitimité et de légalité concernant la latitude d'action de l'État (Sproat 1997, 139). Comme nous pouvons le constater, les embûches en vue d'établir une définition universelle du terrorisme sont sérieuses. L'autre lacune majeure dans l'étude du phénomène concerne les définitions en tant que telles, et ce, indépendamment des «écoles» conceptuelles que nous venons d'analyser. De fait, il est plutôt rare d'observer dans les études portant sur le terrorisme deux définitions identiques. Les éléments de définitions sont nombreux et varient d'un auteur à l'autre, ce qui peut paraître assez déroutant à première vue. Mais, c'est précisément cette variation qui rend possible l'exercice de synthèse. Le tableau I de la page suivante illustre deux choses à ce propos : premièrement, le fait qu'il y ait plusieurs éléments de définition et aucun consensus véritable est bien réel; deuxièmement, —et c'est ce qui nous intéresse— malgré le fait qu'il n'existe pratiquement pas deux définitions analogues, un nombre significatif d'éléments revient d'une définition à l'autre, un constat qui nous est fort utile dans le choix d'une définition satisfaisante.

Jusqu'ici, nous avons en première analyse reconnu que la perception du phénomène terroriste est directement influencée par le contexte politique dans lequel il s'insère. Nous avons aussi observé que les organisations gouvernementales confrontées au phénomène présentent des définitions laissant beaucoup de place à des interprétations personnelles. Cela pourrait être lié à un besoin de latitude opérationnelle en fonction, à la fois, du mandat de chacune de ces organisations et du contexte politique à l'intérieur duquel elles évoluent. En troisième lieu, nous avons souligné le travail des chercheurs universitaires qui tentent de cerner avec plus de précision le terrorisme, mais qui se butent en revanche à un désaccord sur la nature de leur objet d'étude et sur la définition à lui apporter. En dernière analyse, nous avons réalisé que malgré tout plusieurs éléments de définition sont partagés par nombre de spécialistes, ce qui laisse présager que nous ne

sommes pas dans un cul-de-sac et que les efforts en vue d'une définition universelle progressent. À partir de tout cela, précisons maintenant ce que nous entendons par *terrorisme* au cours de ce travail.

Tableau I : Fréquence d'éléments de définition répertoriés dans 109 définitions sur le terrorisme.

Éléments	Fréquences (%)
1- <i>Violence, force</i>	83.5
2- <i>Political</i>	65
3- <i>Fear, terror emphasized</i>	51
4- <i>Threat</i>	47
5- <i>(Psychological) effects and (Anticipated) reactions</i>	41.5
6- <i>Victim — target differentiation</i>	37.5
7- <i>Purposive, planned, systematic, organized action</i>	32
8- <i>Method of combat, strategy, tactic</i>	30.5
9- <i>Extra normality, in breach of accepted rules, without humanitarian constraints</i>	30
10- <i>Coercion, extortion, induction of compliance</i>	28
11- <i>Publicity aspect</i>	21.5
12- <i>Arbitrariness; impersonal, random character; indiscrimination</i>	21
13- <i>Civilians, noncombatants, neutrals, outsiders as victims</i>	17.5
14- <i>Intimidation</i>	17
15- <i>Innocence of victims emphasized</i>	15.5
16- <i>Group, movement, organization as perpetrator</i>	14
17- <i>Symbolic aspect, demonstration to others</i>	13.5
18- <i>Incalculability, unpredictability, unexpectedness of occurrence of violence</i>	9
19- <i>Clandestine, covert nature</i>	9
20- <i>Repetitiveness; serial or campaign character of violence</i>	7
21- <i>Criminal</i>	6
22- <i>Demands made on third parties</i>	4

Source: Alex P. Schmid, Albert J. Jongman et al. *Political Terrorism: A New Guide to Actors, Authors, Concepts, Data Bases, Theories and Literature*. New Brunswick (USA), Transaction Books, 1988, pp.5-6.

1.2- La définition adoptée

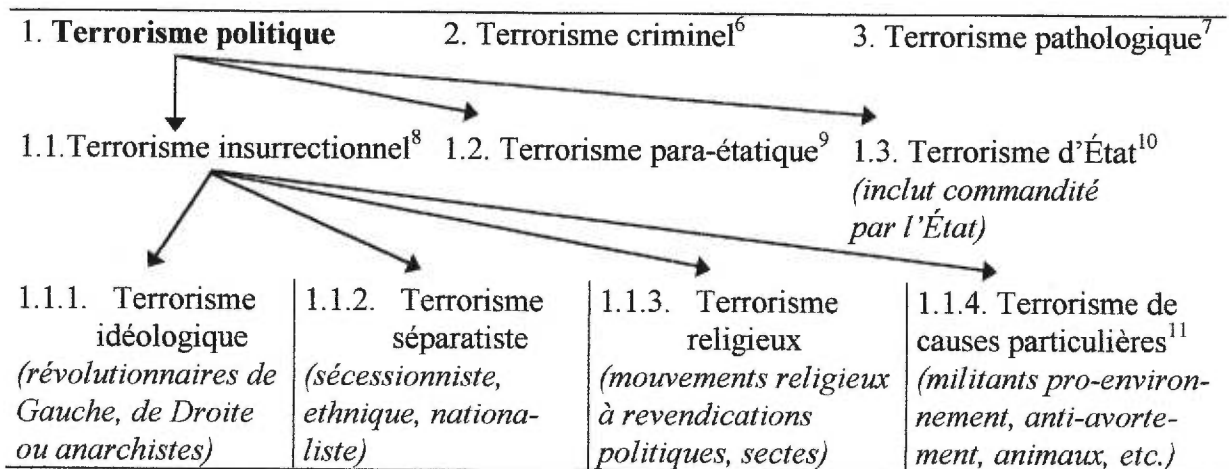
De prime abord et d'après les constats de l'analyse précédente, nous désirons que notre définition du terrorisme comporte ces caractéristiques essentielles : 1° Qu'elle aspire à l'universalité; 2° Qu'elle sous-entende que le terrorisme est avant tout une méthode (et non un ou des acteurs en particulier); 3° Qu'elle circonscrive avec précision le terrorisme, donc qu'elle comporte un nombre significatif d'éléments de définition; 4° Qu'elle ne soit pas trop longue ou effroyablement technique afin de faciliter son utilisation. Pour ces raisons, nous avons choisi la définition suivante :

«Terrorism is an anxiety-inspiring method of repeated violent action, employed by (semi-)clandestine individual, group, or state actors, for idiosyncratic, criminal, or political reasons, whereby—in contrast to assassination—the direct targets of violence are not the main targets. The immediate human victims of violence are generally chosen randomly (targets of opportunity) or selectively (representative or symbolic targets) from a target population, and serve as message generators. Threat—and violence—based communication processes between terrorist (organization), (imperiled) victims, and main targets are used to manipulate the main target (audience(s)), turning it into a target of terror, a target of demands, or a target of attention, depending on whether intimidation, coercion, or propaganda is primarily sought» (Schmid & Jongman 1988, 28).

Cette définition, bien qu'elle offre un cadre précis du terrorisme, ne peut suffire comme outil de travail sur le phénomène. Étant avant tout une méthode, le terrorisme peut être utilisé de différentes façons et pour diverses raisons. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire d'accompagner notre définition d'une typologie générale du terrorisme. Ainsi, notre cadre théorique illustrera avec plus de précision les diverses formes du terrorisme dont nous sommes témoins. De plus, en termes pratiques, le fait de catégoriser certaines unités selon des caractéristiques déterminées, nous permet de compresser une quantité d'informations afin de les rendre plus accessibles à l'exercice d'analyse (Schmid & Jongman 1988, 39). Pour que notre typologie générale soit compatible avec notre définition, celle de A. P. Schmid et J. de Graaf fut utilisée comme référence (Schmid & Jongman 1988, 48). Quelques ajouts ont toutefois été nécessaires.

Voici donc au tableau II la typologie choisie. Elle a pour bases de classification les motifs, l'orientation politique et les acteurs. Les motifs possibles sont au nombre de trois soit, politique (1), criminel (2) et pathologique (3). L'orientation politique, quant à elle, découle nécessairement d'un motif politique et regroupe l'ensemble des sections sous-jacentes à celui-ci (1.1; 1.2; 1.1.1; 1.1.3; etc.). En ce qui a trait aux acteurs, ils contribuent à mieux illustrer certaines sections associées à l'orientation politique (ex. : révolutionnaires de Gauche ou Droite illustrent le type de terrorisme dit idéologique).

Tableau II : Typologie générale



Avant de passer à la deuxième partie de ce chapitre, précisons deux derniers points à propos de notre typologie. D'emblée, on remarque qu'il n'y a aucune référence au terrorisme international ou transnational. Ceci n'est pas dû au hasard car la «catégorie» dite internationale ou transnationale n'est pas suffisamment définie pour posséder une quelconque utilité au niveau de l'analyse scientifique (Schmid & Jongman 1988, 42). En effet, on peut très bien qualifier d'international ou transnational tout acte faisant référence à des notions aussi disparates que la nationalité, les frontières, l'espace géographique, les fonctions gouvernementales, l'État, l'approvisionnement en ressources humaines ou matérielles, les conséquences (portée internationale), le lieu de l'attentat, etc. (Schmid & Jongman 1988, 41-42). Donc, malgré le fait que plusieurs auteurs utilisent le qualificatif *international* envers les groupes ayant presse à travers les journaux du globe, nous jugeons

que l'utilisation de ce qualificatif dans notre typologie entraînerait une confusion inutile sur le plan analytique. Car, de nos jours, presque tout acte terroriste peut d'une manière ou d'une autre être qualifié d'international (qui dirait, par exemple, avec leur vaste diffusion médiatique, que les attentats de l'IRA (PIRA) n'ont qu'un impact local...). L'autre point de notre typologie qui importe d'être abordé concerne son caractère subjectif. À ce sujet, soulignons qu'il faut considérer cette typologie comme un outil d'appoint nous permettant «d'organiser» notre compréhension du phénomène terroriste, non comme un substitut à tout effort de définition. Ceci est primordial puisque classer un groupe terroriste à l'intérieur d'une catégorie précise demeure un exercice discutable. Prenons à titre d'exemple le cas du Ku Klux Klan que nous associons au terrorisme para-étatique. Son caractère religieux nous permettrait aussi de le classer comme secte et encore, les idées d'extrême droite de ses membres nous permettraient d'associer l'organisation à un terrorisme idéologique. Bref, la réalité est plus complexe qu'un simple tableau. D'ailleurs, les divers groupes terroristes sont souvent multidimensionnels, d'où une certaine subjectivité lorsque vient le temps de classer un groupe dans une catégorie précise. Par contre, assumer cette subjectivité nous permet, comme nous le disions plus haut, de compresser une quantité d'informations en vues de rendre celles-ci facilement accessibles à l'exercice d'analyse, ce qui est fort utile dans l'étude du phénomène terroriste.

2. Les multiples visages du terrorisme

Ayant précisé ce que nous entendons par *terrorisme*, il est maintenant nécessaire, nous appuyant sur notre typologie, de démontrer rapidement comment le phénomène a évolué depuis l'apparition du terme *terrorisme* dans notre vocabulaire. Nous retirerons deux choses de cette gymnastique. Premièrement, la possibilité d'avoir une idée des diverses mutations que le phénomène a subies et de comprendre que celui-ci n'est pas stable et constant. Ce qui explique, entre autres, les raisons de l'inexistence d'une définition universelle du terrorisme, malgré les progrès en ce sens. Deuxièmement, la

possibilité d'offrir un contexte à notre question centrale, c'est-à-dire, de démontrer que le terrorisme est un phénomène qui évolue et de là, nous demander si celui-ci ne tendrait pas vers l'emploi d'armes de destruction massive. Ceci dit, voyons maintenant sous quels traits le terrorisme s'est présenté depuis l'apparition du terme.

2.1- *L'origine du terme.*

Dans quel contexte le terme *terrorisme* a-t-il dérivé du mot *terreur*? Comme nous l'avons souligné dans l'introduction de ce travail, si la terreur est depuis longtemps employée à des fins politiques, il faut cependant se reporter à une époque plus récente pour constater une connotation explicitement politique au concept de terreur. L'époque en question, c'est-à-dire le moment dans l'histoire où le mot *terrorisme* naît, est celle de la Révolution française, et plus particulièrement au moment de la Terreur qui survient peu de temps après.

En 1793, le Gouvernement révolutionnaire français, dirigé par les Jacobins avec à leur tête Maximilien Robespierre, face aux tentatives de conspiration des partisans de l'ancien régime monarchique, décide d'instaurer un régime de terreur afin de consolider les acquis de la Révolution de 1789. Ainsi, entre le 30 août 1793 et le 27 juillet 1794, 400 000 personnes sont arrêtées, 17 000 sont officiellement exécutées et plusieurs autres meurent en prison avant même leur procès (Parry 1976, 57). La campagne de terreur de Robespierre s'étend même à des membres de son propre gouvernement, partisans eux aussi de la Révolution mais dont les vues divergent d'avec celles des Jacobins. À la fin, même ceux qui appuyaient Robespierre à l'origine commencent à craindre pour leur vie. Cependant, ils ne peuvent accuser le dictateur de terreur car ils ont eux aussi, auparavant, déclaré que la terreur était un moyen légitime du gouvernement. Ils accusent alors Robespierre de *terrorisme*, un mot qui sous-entend une conduite illégale, ou abusive, dans l'exercice des fonctions de l'État (Laqueur 1979, 11). À la source donc, le terrorisme fut un moyen d'action déployé par l'État.

2.2- L'action des anarchistes

Au cours du siècle suivant, le terme *terrorisme* se répand à travers l'Europe et change de signification. Il passe de l'État à l'individu. Ainsi, le mot devient associé à l'action de certains militants anarchistes¹² —et plus tard socialistes— de la seconde moitié du XIX^e et début XX^e siècle. La terreur est alors utilisée comme outil de propagande (propagande par le fait ou propagande par l'action). En d'autres termes, le terrorisme devient insurrectionnel (contre l'État) et se cristallise autour d'une idéologie (ici anarchiste ou socialiste).

La France et la Russie eurent leur lot d'attentats anarchistes. Les terroristes de cette époque, opérant le plus souvent seuls, pratiquent surtout l'assassinat —à l'aide de revolvers ou plus drastiquement de bombes¹³— et leurs actions violentes visent divers membres des gouvernements. Ainsi, les terroristes espèrent, en s'attaquant au chef ou à des représentants de l'État, déstabiliser le régime visé pour ensuite provoquer une révolution sociale de masse (Crenshaw et Pimlott dir. 1997, 54-57). Bien que plusieurs attentats réussissent de manière spectaculaire¹⁴, jamais l'action terroriste de la *propagande par l'action* ne sera en mesure de produire un quelconque mouvement de masse vers une révolution.

2.3- Les luttes de libération coloniale et l'action terroriste.

La période allant de la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1960 est caractérisée par un terrorisme de type anti-colonial, c'est à dire que les conflits en question opposent surtout la France et la Grande-Bretagne —deux métropoles dont la puissance et l'autorité ont été amputées par l'effort de guerre— à des territoires coloniaux outre-mer. Les groupes terroristes de cette époque, également associés à la pratique de la guérilla, peuvent aussi être identifiés comme groupes insurrectionnels de type séparatiste dont l'action se justifie par des motifs sécessionnistes, et/ou ethniques,

et/ou nationalistes. Les cas juifs, chypriotes et algériens nous fournissent des exemples typiques, parmi plusieurs autres, de groupes terroristes anti-coloniaux.

Bien que présent et actif avant le début de la Deuxième Guerre mondiale, c'est surtout à partir de la fin de 1945 que le terrorisme juif se révèle.¹⁵ Pendant près de deux années, le terrorisme séparatiste juif va engendrer plusieurs attentats. Finalement, à l'été 1947, les Britanniques étant incapables de contrôler la situation (1° la campagne terroriste s'intensifie, 2° il y a une immigration massive de Juifs en provenance de toute l'Europe, 3° les conflits inter-ethniques entre Arabes et Juifs deviennent plus sanglants), ils laissent à l'ONU le mandat de trouver une solution (Hoffman 1998, 55-56). Peu de temps après, en 1948, est finalement créé l'État d'Israël, ce qui met un terme aux activités terroristes.

Dans les années suivantes, à l'image des actions spectaculaires accomplies par les terroristes Juifs, les militants radicaux de Chypre et d'Algérie emboîtent le pas. C'est donc dans les années 1950 qu'apparaissent l'EOKA (Ethniki Organosis Kypriou Agonistan) à Chypre et le FLN (Front de Libération Nationale) en Algérie. La stratégie déployée par le général George Grivas (EOKA) n'est surtout pas d'obtenir une victoire militaire conventionnelle contre les troupes britanniques numériquement supérieures.¹⁶ Elle s'appuie plutôt sur des actes de violence bien orchestrés, dramatiques et opportunistes, dans le but d'attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur les revendications chypriotes d'union avec la Grèce (Hoffman 1998, 58).

Parallèlement, la campagne algérienne de terrorisme urbain mise en branle en 1954 par le FLN, ne vise pas non plus une victoire militaire conventionnelle mais plutôt une victoire politique. Ramdane Abane —figure importante du FLN jusqu'à son exécution en 1957— explique la logique et la stratégie élémentaire mise au point par l'organisation nationaliste : «Est-il préférable de tuer 10 ennemis dans le désert à l'insu de tous, ou [ajoute-il], d'en tuer seulement 1 à Alger dont fera état la presse américaine le lendemain?» (Gaucher 1965, 262).

En somme, il faut retenir de cette période que les campagnes coloniales de terrorisme sont d'une importance critique pour comprendre l'évolution et le développement de l'activité terroriste dans les années subséquentes. Les Juifs, les Algériens et les Chypriotes ont été les premiers à reconnaître la valeur médiatique inhérente au terrorisme et à chorégraphier leurs actes de violence pour un auditoire bien au-delà des frontières géographiques de leur territoire respectif. L'Irgun a dirigé ses messages autant vers New-York et Washington, que vers Londres et Jérusalem. L'EOKA a visé l'opinion publique de New-York et Londres tout comme celle d'Athènes et de Nicosie. Le FLN, de son côté, a tenté d'influencer les politiques d'Alger et de Paris en passant par l'Amérique. L'habileté de ces groupes à diffuser leur message et à mobiliser des appuis en dehors de leur théâtre d'opération représente donc une grande leçon pour tous les peuples lésés. Pour ces derniers, le terrorisme devient un excellent moyen de donner à un conflit local des dimensions internationales (Hoffman 1998, 65). Ainsi, les bases sont jetées quant à la transformation du terrorisme à la fin des années 1960, il part d'une base principalement locale pour se transformer, rapidement, en un problème de sécurité à l'échelle mondiale.

2.4- Le terrorisme moderne

À partir du milieu des années 1960, la plupart des pays occidentaux sont le théâtre d'importants mouvements de contestation sociale. Dans le reste du monde, plusieurs régions, voire plusieurs groupes ethniques, revendiquent leur indépendance ou leur autonomie. Les années 1968-79 constituent l'apogée des luttes idéologiques ou nationalistes contre l'ordre établi. Cette période voit d'ailleurs l'éclosion de plusieurs groupes employant des moyens terroristes. L'année 1968, avec le détournement d'un Boeing israélien à Rome, marque pour certains spécialistes les débuts du terrorisme dit international ou transnational¹⁷ (Chaliand 1999, 7; Hoffman 1998, 67; Mickolus 1980, 935; Wilkinson [dans Chaliand] 1999, 201). Il est toutefois possible d'accorder encore plus d'importance à cette année charnière. Pour Gérard Chaliand, 1968 c'est aussi le

début du terrorisme moderne, avec d'une part, une «matrice» proche-orientale et d'autre part, une «matrice» latino-américaine (Chaliand 1999, 7).

C'est avec le Front Populaire pour la Libération de la Palestine de Georges Habache que la matrice proche-orientale prend naissance. Le 22 juillet 1968, le FPLP —groupe sous-jacent à l'OLP (Organisation pour la Libération de la Palestine)— détourne un Boeing 707 de la Compagnie Israéli El Al à Rome. Cet incident est considéré comme le premier acte de terrorisme international. À la différence des autres détournements précédents, les terroristes palestiniens ont pour but d'échanger les otages contre des confrères emprisonnés; l'avion représente non seulement un moyen de transport à détourner mais aussi, un symbole de l'ennemi (ici Israël). Le geste force le Gouvernement israélien, devant l'ampleur possible de la catastrophe, à négocier et l'événement suscite une couverture médiatique d'une importance inégalée jusqu'alors (Hoffman 1998, 67-68). L'exemple du FPLP sera rapidement repris par d'autres groupes arabes et musulmans, prenant même une tournure religieuse avec la Révolution islamique iranienne et l'apparition de groupes intégristes comme le Hezbollah, le Hamas ou le GIA (Groupe Islamique Armé).

La matrice latino-américaine, quant à elle, est portée à la fois par l'esprit libérateur et révolutionnaire du «Che», décédé depuis peu dans les montagnes boliviennes, et par les écrits de Carlos Marighella¹⁸. D'ailleurs le *Mini-manual* eut une influence profonde sur la plupart des groupes terroristes d'Amérique latine et d'Occident. Les années 1970, pour ces groupes, sont celles de la «guérilla urbaine», des idées de Gauche et des rêves d'une grande révolution socialiste, avec en plus pour certains l'espoir d'une libération nationale. L'action terroriste est dans leur cas principalement domestique¹⁹. Aux Marighella brésilien, Tupamaros uruguayens, Montoneros argentins se joignent bien vite les Weathermen américains, FLQ québécois, IRA irlandaise, Rote Armee Fraktion allemande, Brigades Rouges italiennes, Action Directe française, etc. (Chaliand 1999, 7).

Si les diverses branches de l'OLP produisent la majorité des incidents terroristes internationaux dans les années 1970 (Hoffman 1998, 68), les autres groupes attirent également l'attention avec leurs activités violentes. Ces groupes, pour la grande majorité insurrectionnels/séparatistes ou insurrectionnels/idéologiques (souvent les deux à la fois), perpètrent plusieurs attentats allant du kidnapping à la pose de bombes, d'assassinats à la prise d'otages et de vols à main armée aux détournements d'avion. Bref, tous les moyens violents suscitant une couverture médiatique semblent bons pour promouvoir leur cause. Durant les années 1970, les méthodes terroristes les plus populaires —les prises d'otages et les détournements— peuvent être classifiées comme «actions nécessitant la négociation» (Medd & Goldstein 1996, 282). C'est-à-dire que la plupart des actes terroristes produisent de longues séances médiatisées de négociations avec les autorités, où les revendications des agresseurs sont exposées à un vaste auditoire.²⁰ Dans les années 1980, en réponse à l'efficacité des commandos antiterroristes mis sur pied dans la décennie précédente, les méthodes terroristes reposent désormais le plus souvent sur les attentats à la bombe et les assassinats. Nous pourrions les classifier comme «actions immédiates» ou en d'autres termes, comme des actes de violence qui surviennent trop rapidement pour permettre l'intervention des forces contre-terroristes (Medd & Goldstein 1996, 283). Les autres principaux faits caractérisant cette période sont la Révolution islamique iranienne et l'apparition de terroristes financés par certains États. La Révolution islamique iranienne a d'ailleurs une incidence importante sur l'évolution du phénomène terroriste : elle influence directement la création de groupes dont les croyances religieuses sont utilisées pour la justification de leurs gestes. Des groupes comme l'al-Dawa ou le Hezbollah, voués à la «guerre sainte» contre les infidèles (non-musulmans) et en faveur de la libération du Liban, sont les pionniers du terrorisme religieux et en pavent la voie à d'autres groupes de même type (Hoffman 1998, 90). La montée du terrorisme commandité par l'État, au cours de la même période, introduit aussi une nouvelle facette du terrorisme jusqu'alors inconnue. L'action de pays comme l'Iran, la Libye, la Syrie, l'Irak et le Soudan, qui emploient indirectement des groupes terroristes pour des fins politiques, ramène sous les projecteurs le terrorisme qui vient «d'en haut».

Voilà pour notre aperçu général du phénomène terroriste, de sa manifestation jusqu'aux années 1980. Cette mise en contexte, en plus d'illustrer ses diverses formes, nous introduit aux terrorismes des années 1990, premier sujet de notre deuxième chapitre, qui lui soulève la question du terrorisme nucléaire, chimique ou biologique.

Nous avons délimité le cadre conceptuel dans lequel notre analyse évoluera. À ce titre, nous avons, au début de ce chapitre, défini ce qu'est le terrorisme. En plus, nous avons accompagné notre définition d'une typologie générale, à laquelle nous nous sommes référés et nous nous référerons au besoin. Mais quelle est la place du terrorisme NBC (nucléaire, chimique ou biologique) dans tout cela? À vrai dire, notre véritable objet d'étude a été consciemment mis de côté jusqu'à maintenant et la raison en est fort simple. Toute la question du terrorisme NBC est sous-jacente à celle du terrorisme lui-même, car l'emploi potentiel d'armes de destruction massive représente un choix stratégique qui doit être compris dans la perspective de l'utilisation *a priori* de la méthode terroriste. D'où l'importance accordée à la définition du terrorisme. Cela dit, il faut également préciser —histoire de nous situer par rapport à la définition choisie— que la question du terrorisme NBC fait principalement référence à l'action de groupes sub-étatiques. Non que théoriquement l'État en soit incapable, mais dans la littérature les questions liant État et armes de destruction massive font plutôt partie du domaine de la prolifération et de la non-prolifération ou encore des relations stratégiques. Malgré ce fait, nous jugeons notre cadre conceptuel adéquat, et si notre analyse du terrorisme NBC concerne surtout les acteurs non-étatiques, c'est d'avantage une question de disponibilité du matériel que d'idéologie.

Cette précision faite, c'est maintenant le moment d'aborder notre objet d'étude de front et de passer au second chapitre de ce travail. Nous analyserons, dans un premier temps, l'état du phénomène terroriste dans la dernière décennie. Nous examinerons ensuite les armes nucléaires, chimiques et biologiques auxquelles les terroristes pourraient s'intéresser, et dans un troisième temps, nous considérerons les vues des spécialistes sur la menace potentielle de cette nouvelle forme de terrorisme.

¹ Cette idée de légitimité de l'État en rapport à son emploi de la violence nous renvoie aux principes du *pacte social* élaborés par Rousseau dans *Du Contrat social; ou, principes du Droit politique*. Voir en particuliers § 70-80, Livre I, Chapitre VII.

² Liste des pays membres du Comité spécial : Algérie, Autriche, Barbade, Canada, Congo, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Iran, Italie, Japon, Mauritanie, Nicaragua, Nigeria, Panama, République arabe syrienne, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre et Zambie (Assemblée générale - documents officiels, suppl. n° 30, 27e session, Résolution 3034 (XXVII), p.128).

³ L'acte de violence en question est celui perpétré par Abd el-Hadi Suleiman Ghneim, le 6 juillet 1989, sur la principale route entre Tel Aviv et Jérusalem. Ghneim, un résident palestinien de la Bande de Gaza, voulait venger un ami qui fut gravement blessé par les forces de sécurité israélienne lors des premiers jours de l'*Intifada* à Gaza. Pour ce faire, il s'est soudainement emparé du volant de l'autobus n° 405 de la compagnie Egged dans lequel il prenait place et il le précipita dans un ravin aux abords de la route. Il y eut, en tout, 16 passagers de tués et 25 autres de blessés dans le capotage. Quant à lui, il s'en sortit avec des blessures mineures. Il est établi que Ghneim avait lui-même soigneusement planifié son attaque, prenant plusieurs fois l'autobus en question dans les semaines précédentes, et ce, dans le but d'établir le lieu, la façon et le moment propice pour passer à l'action. (Levine 1995, 45-46)

⁴ Il serait trop long ici de transcrire toutes ces définitions mais prenons tout de même celle de Hoffman en exemple : « [...] *define terrorism as the deliberate creation and exploitation of fear through violence or the threat of violence in the pursuit of political change. All terrorist acts involve violence or the threat of violence. Terrorism is specifically designed to have far-reaching psychological effects beyond the immediate victim(s) or object of the terrorist attack. It is meant to instill fear within, and thereby intimidate, a wider 'target audience' that might include a rival ethnic or religious group, an entire country, a national government or political party, or public opinion in general* » (Hoffman 1998, 43-44).

⁵ Concernant l'objectivité de cette approche du terrorisme, il y a bien sûr des exceptions notables. À titre d'exemple, Noam Chomsky dans *Pirates & Emperors* conçoit le terrorisme comme une pratique qu'on retrouve autant chez les groupes sub-nationaux (pirates) que chez les acteurs étatiques (empereurs). Pourtant le terrorisme y est défini d'une manière peu précise et surtout employé à toutes les sauces, principalement dans le but de critiquer la politique et le mercantilisme des États-Unis et leurs alliés.

⁶ Forme de terrorisme pratiqué à des fins criminelles ou encore par le Crime organisé ; le cas des narco-trafiquants colombiens et leurs attentats contre l'appareil gouvernemental est un exemple type.

⁷ Terrorisme émanant d'un ou des individus qu'on juge pathologique, c'est à dire «anormal et peu susceptible de s'améliorer (mentalement)» (Robert 1). Cette forme de terrorisme sous-entend donc un comportement pour le moins irrationnel de la part de ses acteurs. Certains évoquent le cas tristement célèbre du Unabomber comme exemple type.

⁸ Qui s'oppose à l'Ordre établi ou encore à des membres ciblés de la collectivité.

⁹ En anglais dit *vigilante terrorism*, c'est à dire qui fait référence à l'action d'un groupe (ou individu) agissant dans l'intérêt de l'*establishment* en place. Le Ku Klux Klan est un exemple type.

¹⁰ Pour A. P. Schmid, nous sommes en présence de terrorisme d'État lorsque ce dernier ne punit plus ceux qui violent les lois, mais en punit certains (coupables ou non) dans le but de dissuader les autres de violer les lois répressives établies. De plus, lorsque la Loi est devenue imprévisible dans son application, parce que la justice devient moins importante pour le régime que l'obéissance collective, il est clair pour Schmid que nous ne sommes pas, ici non plus, en situation de monopole légitime de la violence mais en présence de terrorisme d'État.

¹¹ Traduction libre de *single-issue terrorism*.

¹² Comme le note Bruce Hoffman, ce n'est pas tous les anarchistes de l'époque qui endossent la violence, plusieurs en fait demeurent de pacifiques intellectuels, prônant simplement des libertés plus étendues (Hoffman 1998, 208).

¹³ Les bombes deviennent plus prisées vers la fin du XIX^e siècle avec la diffusion de la technologie des bâtons de dynamites, qui sont beaucoup plus sécuritaires à manipuler que tous les autres explosifs de l'époque.

¹⁴ Nous faisons entre autres référence ici à l'assassinat du Tzar Alexandre II, le 1er mars 1881, par quatre membres du groupe anarchiste *Narodnaya Volya*, à l'assassinat du Président français Sadi Carnot par l'anarchiste italien Santo Caserio, ou encore, à l'assassinat du Président américain William McKinley, en 1901, par Leon Czolgoz.

¹⁵ Le 31 octobre de cette même année, les trois principaux groupes de nationalistes radicaux juifs, à savoir l'Irgun, le Haganah et le Stern Gang, unissent leurs efforts afin de combattre l'autorité britannique en Palestine, dans le but ultime de constituer un État juif dans la région. Ce sera le début d'une série d'attentats à la bombe contre du personnel et des édifices britanniques. Le plus célèbre de ces attentats sera l'attaque du 22 juillet 1946 sur l'Hôtel King David à Jérusalem. La bombe fera 91 morts et 45 blessés (Crenshaw & Pimlott 1997, 280).

¹⁶ À l'apogée du conflit, les forces de sécurité britanniques disposent de 40 000 hommes contre, grosso modo, 400 activistes terroristes appuyés par 750 sympathisants du côté chypriote.

¹⁷ Nous avons précédemment mentionné, en rapport avec notre typologie, que le concept de terrorisme «international» ou «transnational» peut porter à confusion. Le concept étant néanmoins utilisé par plusieurs, nous jugeons nécessaire de tenter de le préciser. Ainsi, lorsque nous utiliserons le terme *terrorisme international*, nous nous référerons à la définition du Département d'État américain qui dit : «*The term "international terrorism" means terrorism involving citizens or the territory of more than one country.*» En outre, lorsqu'un auteur étudié ne précise pas ce qu'il entend par *terrorisme international*, nous assumerons que sa vision du concept concorde avec celle du Département d'État américain.

¹⁸ Le *Mini-manual* de Marighella est un véritable guide de l'insurrection urbaine. Ouvrage au caractère utilitaire, voire normatif, et d'inspiration marxiste, ce guide enseigne au futur «guérillero» des villes pourquoi il combat, les qualités personnelles requises, comment et quels types d'attaques orchestrer, les armes à employer, etc. Rapidement banni dans les pays occidentaux, il n'est pas surprenant que cet ouvrage à la fois pratique et idéologique ait été prisé par les organisations terroristes à travers le monde. (Marighella [dans Laqueur] 1987, 159-168; Thackrah 1987, 145-146).

¹⁹ Il faut préciser ici que nous n'excluons pas une portée internationale à l'action domestique. Par exemple, l'enlèvement du Diplomate britannique James Cross par le FLQ peut entrer dans la catégorie *terrorisme international* car si l'enlèvement a lieu ici, Cross demeure un ressortissant britannique. Pourtant, à la différence des groupes palestiniens, jamais le FLQ ne transporte le gros de son action hors de ses frontières géographiques. C'est en ce sens que nous affirmons que les groupes de la matrice latino-américaine agissent surtout «chez-eux».

²⁰ La prise d'otages d'athlètes israéliens par le groupe Septembre Noir (OLP) aux Jeux olympiques de Munich en 1972 peut être utilisée comme exemple-type.

Chapitre II

ÉTAT DE LA QUESTION SUR LE TERRORISME ET LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

1. Le terrorisme depuis la fin de la Guerre froide

L'effondrement de l'URSS, au début des années 1990, modifie le paysage politique international; la bipolarité s'estompe et laisse soudainement dans l'histoire les 45 années de Guerre froide. Il est difficile, seulement dix ans après la disparition de l'URSS, de mesurer l'impact d'un tel événement car les pays membres du Pacte de Varsovie ont été bien plus qu'un simple rapport de force politique ou militaire. Malgré le rideau de fer, ils ont proposé une alternative idéologique et économique à l'Occident. Le triomphe du libéralisme, la «fin de l'histoire»¹ pour certains, marque assurément la naissance d'une époque dont nous n'assistons qu'aux premiers balbutiements. Comment, à la lumière de ce contexte, le phénomène terroriste s'est-il comporté? Au chapitre précédent, nous avons examiné l'évolution du terrorisme jusqu'aux années 1980, voyons maintenant la situation au cours des dix dernières années et découvrons sous quelles facettes le phénomène se présente. Notre analyse se divisera en deux volets : d'abord une appréciation quantitative, ensuite plus générale.

1.1- Profil quantitatif des attaques terroristes dans les années 1990

Habituellement, l'analyse de données statistiques permet de comprendre le sens d'une série de variables, variables qui prises isolément ne nous disent rien ou très peu. Elle permet, plus précisément, de découvrir une tendance, d'établir une corrélation (ou de l'invalider), de comparer, de prédire, bref, de saisir quelque chose sur une base objective. À l'image d'autres sujets de recherche, il existe pour le terrorisme des données statistiques sur lesquelles il est intéressant de se pencher pour mieux comprendre le phénomène. Cet exercice demande toutefois une grande prudence; l'objectivité mathématique est une chose, les bases de données une autre... Avant de se lancer dans l'analyse des données

statistiques du Département d'État américain concernant le terrorisme, il est donc primordial, afin de discerner les possibilités et limites de notre analyse, de mettre ces données en contexte.

Un premier bémol sur les données disponibles est l'emphase mise sur l'aspect «international» du terrorisme et ce, au détriment du «domestique». ² D'ailleurs, le Département d'État américain ne s'en cache pas :

«Domestic terrorism is a more widespread phenomenon than international terrorism. Because international terrorism has a direct impact on U.S. interests, it is the primary focus of this report. Nonetheless, the report also describes, but does not provide statistics on, significant developments in domestic terrorism».
(Department of State 1998, 4)

Afin d'avoir une meilleure idée de la part «internationale» et «domestique» des incidents terroristes, observons les chiffres au tableau III ci-dessous :

Tableau III : Nombre d'incidents terroristes recensés pour la période 1985-1987⁽³⁾

	<i>International</i>	<i>International et domestique</i>
U.S. State Department	1913 incidents	-
IMPRIMIS II	-	27 675 incidents

S'il est compréhensible que le mandat de l'organisme gouvernemental américain l'éloigne des préoccupations domestiques, il est par contre surprenant de constater ce fait chez les chercheurs universitaires. De ce côté, les deux plus importantes bases de donnée, celles d'ITERATE (International Terrorism : Attributes of Terrorist Events) et de la RAND Corporation, portent exclusivement sur le terrorisme international. Seule la plus récente —depuis 1985— IMPRIMIS (The Foundation for the Study of Terrorism in London) présente des données combinées sur l'activité terroriste (Jongman 1992, 33). Mais cette dernière est difficilement accessible. D'ailleurs, il n'existe pas vraiment de compilations pour le terrorisme domestique (Stern 1999, 12; Enders 1999, 149; Jongman 1992, 28) La cause de cette lacune se trouve peut-être dans les subventions que les chercheurs reçoivent.

Les gouvernements qui donnent ces subventions s'intéressent surtout à l'aspect international du terrorisme. Il faut dire que le terrorisme strictement domestique peut être tabou pour un État.⁴ Quoiqu'il en soit, nous ne nous attarderons pas ici sur les raisons de l'emphase mise sur le terrorisme international, nous voulons seulement souligner que les données statistiques présentées plus loin ne représentent qu'une catégorie spécifique d'actes terroristes et non l'ensemble.⁵ Le tableau III, bien qu'il n'illustre qu'une courte période dans le temps, démontre l'importance, en nombre d'incidents, de la part «domestique» dans le terrorisme. Grossièrement donc, près de 75% des incidents terroristes n'appartiennent pas à la catégorie dite «internationale». Cette constatation est importante dans la mesure où elle nous évite le piège d'interpréter les statistiques sur le terrorisme international comme nécessairement représentatives du terrorisme en général.

Un autre aspect à considérer concernant les statistiques sur le terrorisme est l'absence d'homogénéité entre les diverses bases de données. Dans son étude sur les tendances du terrorisme international et domestique pour la période 1968-1988, A.J. Jongman note que l'information sur le terrorisme est incomplète, éparse et les définitions du phénomène multiples. Il ajoute aussi que les compilations les plus fiables sont présentement celles des agences gouvernementales, et ce, malgré le fait qu'elles évacuent de leurs rapports toutes statistiques pouvant nuire aux politiques en vigueur (Jongman 1992, 27).⁶ En comparant les chiffres de plusieurs bases de données sur deux périodes (1970-1977 et 1985-1987), Jongman note des écarts allant jusqu'à 400% dans le nombre d'incidents rapportés (Jongman 1992, 34). Bien entendu, ceci soulève des questions sur la fiabilité, la méthodologie et la compatibilité des diverses bases de données.

Malgré les points soulevés ci-dessus, il ne faut pas rejeter les données statistiques. À notre avis, lorsqu'on les analyse avec précaution, leur utilité surpasse les risques d'y recourir. Elles permettent des conclusions solides, offrant un degré élevé d'objectivité dans l'analyse. Dans cette optique, nous avons choisi les données du Département d'État américain pour illustrer quantitativement l'évolution du terrorisme au cours des dernières années. Bien sûr, il ne faut pas perdre de vue qu'il est ici exclusivement question de terrorisme international. Néanmoins, à défaut d'être la forme de terrorisme la plus

répandue, nous pouvons affirmer que cette «sous-catégorie» du terrorisme, par l'importance médiatique et politique qu'on lui accorde ainsi que par les ressources matérielles de ses acteurs, représente le fer de lance de l'activité terroriste. Il est donc possible de voir dans le terrorisme international un bon indicateur des tendances et innovations pour l'activité terroriste en général. Enfin, pourquoi avoir choisi les données offertes dans les rapports annuels du Département d'État américain? Quatre raisons s'imposent, gardant bien sûr à l'esprit les mises en garde mentionnées plus haut : premièrement, ces rapports sur le terrorisme sont parmi les plus respectés dans le domaine, donc reconnus comme fiables (Jongman 1992, 27); deuxièmement, les données sont compilées régulièrement depuis plusieurs années selon les mêmes paramètres; troisièmement, le Département d'État américain possède de vastes ressources pour sa collecte d'informations —l'ensemble de l'appareil diplomatique américain entre autres— ce qui lui donne un certain poids par rapport à d'autres banques qui se fient uniquement aux rapports de presse (Jongman 1992, 30); quatrièmement, les rapports sont facilement accessibles, clairs et bien organisés.

Ayant maintenant précisé le contexte de notre analyse statistique, observons les tableaux IV et V à la page suivante et voyons quelle est la tendance du terrorisme contemporain. Ces deux tableaux indiquent une tendance nouvelle pour le terrorisme qui se caractérise par la juxtaposition des données sur le nombre de victimes et le nombre d'attentats. D'une part donc, nous avons une augmentation, par bonds spectaculaires et irréguliers, du nombre de victimes d'actes terroristes. D'autre part, nous assistons généralement, depuis la fin des années 1980, à une diminution du nombre d'attentats par années. En bout de ligne, les attentats perpétrés aux cours des dernières années sont donc plus violents que par le passé. Ceux qui pratiquent le terrorisme aujourd'hui font preuve de moins de retenue dans la force à employer pour arriver à leurs fins. Signe de changement dans les motifs et acteurs du terrorisme? Oui, comme le confirme d'ailleurs le profil général du terrorisme au cours des dernières années dans la suite de notre analyse.

Tableau IV : Nombre de victimes du terrorisme international, 1990-1999

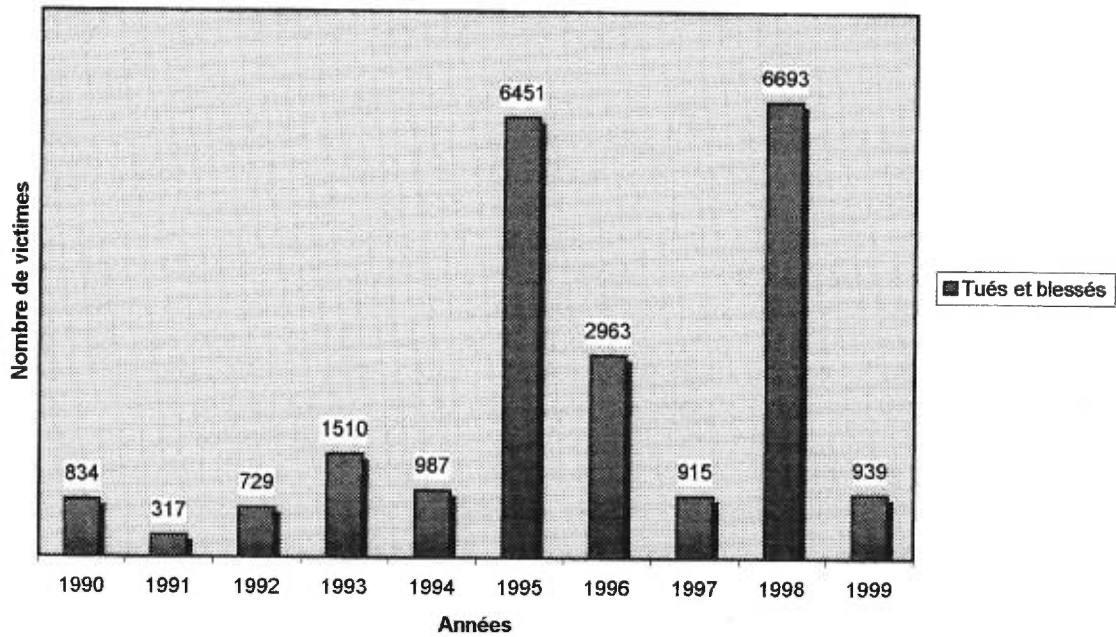
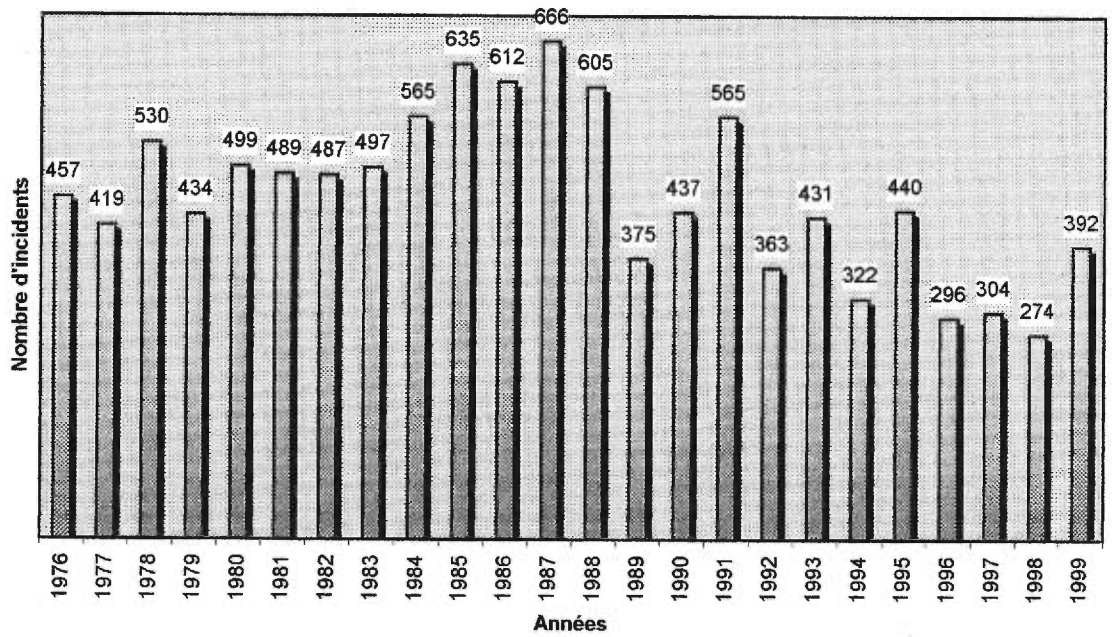


Tableau V : Nombre d'incidents terroristes internationaux pour la période 1976-1999



Source: Department of State, Office of the Coordinator for Counterterrorism. *Patterns of Global Terrorism*. Washington, Department of State Publication, 1993-1999.

1.2- Profil général du terrorisme au cours des dernières années

Dans les années 1990, les médias et certaines réactions ou commentaires émanant de gouvernements nous ont souvent donné l'impression que le terrorisme devient un problème croissant. Walters Enders et Todd Sandler qui étudient le phénomène à l'aide d'inférences statistiques complexes, arrivent plutôt à une conclusion inverse (Enders 1999, 165).⁷ Toutefois, comme nos deux tableaux précédents tendent à le démontrer, ce n'est pas tant le nombre et la fréquence des attentats qui inquiètent que le nombre de victimes produit lors d'une attaque. Plusieurs se sont penchés sur cette question et les différents constats abondent dans le même sens.

Quelques incidents particulièrement violents qui ont eu lieu ces dernières années canalisent presque à eux seuls l'inquiétude envers ce à quoi tend le terrorisme. Ils sont : l'attentat en 1988 du vol 103 de la Pam Am au-dessus de Lockerbie en Écosse (270 morts); l'attentat du World Trade Center de New-York en 1993 (6 morts et un millier de blessés); l'attentat du métro de Tokyo en 1995 (12 morts et un milliers de blessés); l'attentat du bâtiment fédéral d'Oklahoma City en 1995 (168 morts et plus de 500 blessés); les attentats simultanés de Nairobi et de Dar es Salaam sur les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 (respectivement 291 morts, 5000 blessés et 10 morts, 77 blessés). De ces attentats, deux retiennent l'attention par l'ampleur de la catastrophe qu'ils auraient causée s'ils avaient réussi tel que planifié à l'origine. C'est à dire les cas du métro de Tokyo et du World Trade Center.⁸ Pour ce dernier cas, si l'une des deux tours jumelles s'était effondrée, comme les terroristes le prévoyaient, les centaines et probablement milliers de morts auraient causé toute une commotion. Cela aurait été du jamais vu. Mais, pour le cas de l'attentat de Tokyo, l'objectif et les moyens sont encore plus préoccupants. Il va sans dire que nous parlons ici de tentative réelle de destruction massive, ce qui est tout à fait nouveau dans l'histoire de l'action terroriste. Brian Jenkins a dit que les terroristes veulent surtout attirer beaucoup d'attention et non pas provoquer beaucoup de morts.⁹ Cela est vrai pour la plupart des attentats mais pour les cas ci-dessus, on peut en douter.

Si la grande majorité des attentats qui ont eu lieu ces dernières années n'ont pas provoqué plus de morts ou de destruction que ceux des décennies précédentes, pourquoi alors voyons-nous, plus récemment, des cas ressortir d'une manière extrême du lot? Il semble que le degré de fanatisme soit en cause. Précisons que celui-ci est surtout de source religieuse, comme en font foi les attentats ci-hauts. Il est en effet important de noter que chacune de ces attaques cache des motivations religieuses : les délires de la secte Aum pour le cas de Tokyo, les idées très à Droite des Christian Patriots américains pour Oklahoma City et l'Islam fondamentaliste pour les autres.¹⁰ En 1968, date de l'apparition du terrorisme moderne, aucun des groupes terroristes internationaux répertoriés n'est classé comme étant à prédominance religieuse. Vingt-quatre ans plus tard, soit en 1992, onze groupes entrent dans cette catégorie. En 1995, année la plus récente pour ces statistiques, vingt-six des cinquante-six groupes terroristes internationaux répertoriés (46%) sont à prédominance religieuse (Hoffman 1998, 91). Il est donc clair que les années 1990 voient un essor du terrorisme religieux. Mais, le plus préoccupant avec cet essor est la proportion de mortalité qui lui est attribuée par rapport à l'ensemble des actes terroristes commis. Pour l'année 1995 par exemple, si seulement 25% des actes de terrorisme international sont perpétrés par des groupes à prédominance religieuse, il faut toutefois leur attribuer 58% des blessures mortelles subies (Hoffman 1998, 93). Selon toute évidence, foi, fanatisme et violence représentent un cocktail explosif.

Une autre question s'impose : Pourquoi le terrorisme religieux est-il plus violent que le terrorisme politique séculier? Pour y répondre, il faut s'arrêter à l'essentiel, c'est-à-dire ici à la motivation d'agir. Des groupes séculiers ayant pratiqué ou pratiquant encore le terrorisme comme l'IRA, l'ETA, le PKK, le FLQ ou divers groupes de libération nationale palestiniens, utilisent le terrorisme d'une manière politiquement théâtrale. Ils attirent l'attention des médias et du public sur leur cause, tentent d'empêcher des négociations, veulent se donner un certain pouvoir politique face à leur adversaire ou encore, désirent gagner les appuis d'une tranche de la population (Tucker 1996, 168). Cette dynamique plutôt «classique» du terrorisme ne s'applique pas pour les groupes à prédominance religieuse, pour deux raisons. D'abord, chez les acteurs de ces groupes, la violence devient un acte sacré, un devoir à remplir pour satisfaire des croyances spirituelles (Ranstorp [dans

Chaliand] 1999, 129-130 et 139). L'action terroriste transcende donc la simple réalité temporelle et n'est plus soumise à ses limites politiques, morales et pratiques. Ainsi, éliminer un grand nombre de gens pour des fanatiques religieux peut être justifié par «la volonté de Dieu» et prendre un sens moral particulier. Les moyens employés pour arriver à une fin se justifient moralement par un contexte spirituel où l'adversaire est déshumanisé, voir «démonisé». Chose difficile à envisager chez des groupes séculiers car pour eux, éliminer un grand nombre de gens ne peut s'accorder avec la poursuite d'objectifs politiques précis qui nécessitent des appuis chez un public-cible (Tucker 1996, 169). En outre, la mise en œuvre d'attentats chez les groupes séculiers prend surtout la forme que la fin (une nécessité) justifie les moyens (reconnus toutefois comme immoraux). La reconnaissance implicite d'une action immorale pose donc certaine limite à l'étendue de la violence employée. Une deuxième raison pour laquelle la «dynamique classique» du terrorisme ne s'applique pas aux groupes à prédominance religieuse est que la perception de la société diffère. Pris d'un fort sentiment d'aliénation face à l'ordre social existant, ces derniers voient la violence comme le moyen d'instaurer des changements fondamentaux :

«Where secular terrorists regard violence as a way of instigating the correction of a flaw in a system that is basically good or as a means to foment the creation of a new system, religious terrorists see themselves not as components of a system worth preserving but as 'outsiders', seeking fundamental changes in the existing order. This sense of alienation also enables the religious terrorist to contemplate far more destructive and deadly types of terrorist operations than secular terrorists, and indeed to embrace a far more open-ended category of 'enemies' for attack» (Hoffman 1998, 95).

Ainsi, dans un cadre politique, les groupes à prédominance religieuse pratiquant le terrorisme s'opposent à un gouvernement et à ses citoyens parce qu'ils n'épousent pas les mêmes valeurs qu'eux et qu'ils représentent un danger moral, voire une forme de décadence.¹¹ L'utilisation de la violence permet donc pour ces groupes de démontrer non seulement leur pouvoir, mais aussi leur légitimité. S'opposer à la notion webérienne que l'État détient le monopole de l'utilisation légitime de la violence, en sanctionnant eux-mêmes des actes de violence, permet aux terroristes religieux de prouver leur supériorité morale (Juergensmeyer 1997, 20).

Est-ce que les groupes religieux vont continuer à proliférer dans le domaine du terrorisme? Certains interprètent la conjoncture actuelle en ce sens : *«Increasingly we live in a multicultural world where a variety of views of nationhood are in competition. In a world that verges on cultural anarchism, religious answers to the questions of identity and meaning have extraordinary popular appeal»* (Juergensmeyer 1997, 21). D'autres affirment que c'est plutôt l'incertitude et l'imprévisibilité de l'environnement actuel —au sens de l'ordre planétaire et des conflits ethniques ou nationalistes nombreux—, qui «offrent à de nombreux groupes terroristes religieux l'occasion et les moyens de façonner l'histoire en fonction de la cause et du mandat qu'ils se sont fixés, tout en indiquant aux autres que la fin du monde est proche» (Ranstorp [dans Chaliand] 1999, 139). Quoi qu'il en soit, car ce n'est pas notre but ici de répondre précisément à la question de la prolifération du radicalisme religieux, nous sommes en mesure de conclure trois choses à propos du terrorisme dans les années 1990. Premièrement, comme pour les époques successives précédentes, le phénomène terroriste demeure imprévisible. Il se transforme, il présente parfois des nouvelles caractéristiques dominantes (ici l'aspect religieux), il adopte de nouvelles méthodes, il change de cibles... Deuxièmement, d'après les données disponibles, nous constatons que le terrorisme produit plus de victimes par attentats que pour les précédentes décennies. Enfin, nous observons, pour le terrorisme religieux, une nouvelle propension, quoique rare, pour les attentats extrêmement destructeurs et meurtriers.

C'est dans ce contexte, et en raison de la barrière psychologique brisée par l'attentat au sarin de la secte Aum Shinrikyo en 1995, que la question de l'emploi possible d'ADM par des groupes terroristes est sur toutes les lèvres des spécialistes du terrorisme, tant du côté la communauté scientifique que des agences gouvernementales.

2. Qu'est-ce qu'une arme de destruction massive?

Avant d'aller plus loin dans notre analyse sur l'emploi potentiel d'ADM par des groupes terroristes, il importe de préciser ce qu'on entend par des armes nucléaires,

biologiques ou chimiques car plusieurs questions surgissent. Par exemple, en quoi consiste ces armes et quelles sont leurs principales caractéristiques? Leur emploi signifie-t-il nécessairement destruction et victimes de manière massive? Et surtout, comment délimiter le concept de «masse»... Combien faut-il de morts? Quel doit être l'étendue des dégâts? Est-ce que l'impact psychologique doit être aussi considéré ou seulement les dégâts physiques?

C'est au concept de destruction massive que nous nous adresserons en premier. Ensuite, nous observerons les caractéristiques des armes NBC. En dernier lieu seulement, nous jugerons qu'est-ce qui doit être inclus dans le label «destruction massive».

Lorsqu'on invoque l'utilisation ou l'élaboration d'armes NBC, nous attribuons à ces armes le qualificatif «armes de destruction massive». Il importe de préciser ce qu'on entend ici par «destruction massive» car certains auteurs semblent diluer ce concept pour qu'il concorde mieux à l'activité terroriste. En effet, prenons le cas de Joseph W. Foxell. Pour lui, une destruction massive peut inclure un millier, voire des centaines de victimes au minimum (Foxell 1999, 98). Une bombe conventionnelle comme celle des attentats d'Oklahoma City ou du World Trade Center peut donc signifier une destruction massive selon ce raisonnement. L'auteur avance même les nombreux meurtres commis à la machette au Rwanda comme un autre exemple possible de destruction massive. Bref, selon lui, les modalités ne sont pas importantes, seule compte la capacité et la volonté de tuer des centaines ou milliers de personnes pour parler de destruction massive. Nous croyons pour notre part qu'un tel raisonnement nous éloigne de la spécificité de notre sujet et de la capacité particulière des armes NBC. En ce sens, nous soutenons, comme Ehud Sprinzak ou Richard A. Falkenrath, que «destruction massive» est plutôt quelque chose qui se chiffre en dizaine de milliers ou centaines de milliers de morts (Sprinzak 1998, 116; Falkenrath 1998, 48). De plus, outre un nombre élevé de victimes, une destruction massive nous apparaît comme quelque chose d'une portée exceptionnelle. Par exemple, une attaque de cette envergure aurait des conséquences psychologiques autrement plus importantes que le dégoût ou le choc engendré par les centaines de victimes d'une puissante bombe. Sans peine, nous pouvons imaginer des répercussions psychologiques de

deux ordres. D'une part, une panique immédiate dans la population avoisinante du lieu de l'attaque. Selon toute mesure, cela signifie des centaines de milliers ou même des millions d'individus fuyant en désordre le danger de contamination nucléaire, biologique ou chimique (Falkenrath 1998, 49). Ce serait sans aucun doute un véritable cauchemar qui signifierait, en plus de l'effet purement physique de l'arme de destruction massive utilisée, la dévastation d'une vaste zone d'habitation. D'autre part, il est possible d'imaginer des répercussions psycho-sociales profondes. Plusieurs construiraient leur agenda politique sur la paranoïa, la vengeance ou la xénophobie, des sentiments propices aux lendemains douloureux d'une dévastation massive causée par des facteurs non-naturels. Dans cette veine, l'incapacité de prévenir une attaque NBC ou d'y répondre efficacement pourrait amener la population à perdre confiance vis-à-vis le gouvernement et à changer drastiquement ses relations citoyen/État, voire même à exiger des gestes remettant en question les libertés civiles propre à la démocratie (Falkenrath 1998, 50). Bref, il est possible d'entrevoir nombre d'autres conséquences —économiques pour ne nommer que celles-là— qui auraient de profondes répercussions nationales et mondiales. Mais, spéculer d'avantage ne serait ici qu'une perte de temps ; laissons à Hollywood les scénarios catastrophiques... Ayant, pour l'essentiel, précisé l'ampleur d'une «destruction massive», il est maintenant possible de réaliser à quel point un attentat de ce type résiderait dans une catégorie à part, dans le même esprit que la différence entre un bombardier stratégique larguant une ogive nucléaire et un chasseur larguant une bombe conventionnelle... Ceci dit, voyons maintenant quelles sont les armes de destruction massive dans la perspective terroriste. Notre but ici n'est pas de juger le degré de faisabilité ou la possibilité d'utilisation mais, simplement illustrer de quoi il est question en fait d'utilisation potentielle d'armes de destruction massive. Nous passerons en revue l'utilisation du nucléaire, du biologique et du chimique.

2.1- Le nucléaire

L'arme nucléaire est probablement l'ADM la plus connue en raison de sa position prépondérante dans la course aux armements lors de la Guerre froide. Deux choses sont à craindre d'une réaction nucléaire : la puissance de l'explosion et la contamination

radioactive. Ces deux caractéristiques dévastatrices proviennent du fait qu'une réaction nucléaire se crée à partir de matériel fissile (isotopes radioactifs) qui, les bonnes conditions réunies, produit une réaction en chaîne dégageant d'énormes quantités d'énergie sous forme de chaleur et de radioactivité. La réaction nucléaire peut être de deux types : fission ou fusion. La fusion dégage beaucoup plus d'énergie mais est nettement plus compliquée à obtenir que la fission.

Dans le terme «terrorisme nucléaire», on conçoit habituellement un acte employant une arme nucléaire ou visant une centrale nucléaire. Certains vont aussi inclure dans cette catégorie tout acte de dispersion d'isotopes radioactifs (Kamp 1996, 30). Pour notre part, nous ne considérerons pas la dispersion d'isotopes radioactifs comme un acte de destruction massive. À moins d'avoir une énorme quantité d'uranium enrichi ou de plutonium et d'avoir les moyens de répandre ces matériaux sur une distance considérable, il est impossible de concevoir les effets de contamination d'une telle arme comme une entreprise de destruction massive.¹² Cette précision faite, trois avenues différentes s'offrent au terrorisme nucléaire : le vol et la détonation d'une arme déjà assemblée, la construction artisanale d'une bombe et le sabotage d'une centrale nucléaire. La première avenue consiste à subtiliser un engin militaire d'un des quelques pays possédant ce type d'arme et de le faire détonner à l'endroit voulu. Il existe trois types d'armes nucléaires chez les militaires : les missiles stratégiques à tête nucléaire, les munitions et bombes tactiques et les munitions de démolition atomiques. Les deux derniers types d'arme présentent des engins significativement moins puissants que les armes dites stratégiques et, à moins d'être employés en présence d'une population dense, ils peuvent être exclus de la catégorie destruction massive. La deuxième avenue quant à elle implique de rassembler l'expertise et les matériaux nécessaires pour la construction artisanale d'une bombe. L'appropriation du matériel fissile indispensable implique soit un vol, soit un achat sur le marché noir ou la fabrication même dudit matériel. Précisons aussi que dans l'optique terroriste, une bombe peut avoir un vecteur rudimentaire et aucune capacité de propulsion en elle-même. Le transport clandestin de l'engin par voie terrestre, aérienne ou maritime vient à l'esprit. Enfin, la dernière avenue possible pour le terrorisme nucléaire serait le sabotage d'une centrale. L'incident de Tchernobyl a démontré l'ampleur des dégâts causés

par l'explosion d'un réacteur et les capacités de contamination radioactive de celui-ci. Les centrales avoisinant les grands centres urbains sont les cibles les plus probables car la proximité d'une densité importante de population offre le potentiel d'engendrer une destruction massive. Le sabotage d'une centrale en vue de faire exploser un réacteur représente toutefois un acte très spécifique. L'explosion d'une voiture piégée près du bâtiment ne suffirait pas, il faudrait plutôt que les terroristes s'attaquent directement aux différents systèmes de refroidissement et qu'ils empêchent la fermeture du réacteur.¹³ Ce sont les conditions essentielles pour arriver à une surchauffe et envisager une catastrophe.

2.2- L'arme biologique

Moins bien connue que l'arme nucléaire, l'arme biologique entre également dans la catégorie des ADM.¹⁴ Les agents biologiques sont des organismes vivants, ou des produits infectieux dérivés d'eux, qui sont destinés à produire des maladies ou entraîner la mort chez les hommes, plantes ou animaux et qui dépendent pour cela de leur capacité à se reproduire et se multiplier à l'intérieur de l'organisme vivant attaqué (Stern 1999, 20). Entrent aussi dans la catégorie des agents biologiques les toxines qui, bien qu'elles ne se reproduisent pas dans l'organisme attaqué, sont des poisons synthétisés par des organismes vivants. Ces toxines sont des produits chimiques non-vivants qui varient de la grosseur d'une simple molécule à celle de protéines plus larges (Tucker 1996, 173). On peut dénombrer au total cinq catégories d'agents biologiques susceptibles d'être utilisés dans le but de causer la maladie ou la mort : les virus, les bactéries, les organismes fongiques, les rickettsioses et les toxines.

- Les virus sont des micro-organismes à structure bien définie possédant un seul type d'acide nucléique et qui utilisent des cellules d'organismes vivants pour se reproduire. La plupart des virus ne peuvent survivre très longtemps sans un «corps d'accueil» et leur degré de contagion et de létalité varient beaucoup. Par exemple, le virus de l'*influenza* (grippe) est très contagieux mais rarement mortel tandis que celui de l'*Ébola*, tout en étant moins transmissible, est l'un des plus mortels qui soit. Précisons toutefois que même les pires infections

virales (fièvre jaune, fièvre hémorragique, encéphalite, variole, etc.) présentent des taux de mortalité assez faible (Stern 1999, 164).

- Les bactéries sont des micro-organismes unicellulaires capables de vivre en saprophytes (dans le sol, l'eau) ou comme parasites de l'homme, des animaux ou des plantes. Les bactéries sont partout et présentent une impressionnante palette de formes et de variétés. Celles considérées comme ayant une toxicité suffisante, donc un potentiel d'utilisation militaire, se limitent généralement aux suivantes : anthrax, brucella, bacille de Yersin (la peste), bacille de la morve et bacille causant la tularémie. Des bactéries ci-dessus, l'anthrax se démarque par sa facilité relative de production, sa virulence, sa résistance aux antibiotiques et sa capacité d'apparaître sous formes de spores. De plus, le fait que l'anthrax ne soit pas contagieux, à l'inverse de la peste par exemple, rend cette bactérie plus attrayante à utiliser car il devient ainsi plus facile de contrôler l'étendue de ses effets (Tucker 1996, 173).
- Les organismes fongiques représentent une catégorie particulière d'arme biologique au sens où leur utilisation vise exclusivement à la destruction de végétaux. Diverses sortes de ces champignons peuvent ainsi s'attaquer à des plantes vitales comme le maïs, le riz, le blé, le café, la canne à sucre ou les pommes de terre (Stern 1999, 166).
- Les rickettsioses sont des micro-organismes parasites qui, bien que rarement mortels, n'en demeurent pas moins hautement infectieux. Ils présentent aussi une bonne résistance en cas de dispersion aérienne. Les parasites comme les *Coxiella burnettii* qui causent la «fièvre-Q» sont un exemple de cette catégorie d'armes biologiques (Stern 1999, 23).
- Les toxines sont des substances chimiques non-organiques produites par des organismes vivants.¹⁵ À la différence des éléments précédents, les toxines ne se reproduisent pas chez l'organisme attaqué, elles agissent plutôt comme un poison. Le bacille botulique produit la substance la plus toxique connue de l'homme et le botulisme en est sa manifestation. Dans cette catégorie, il y a aussi le ricin qui est un autre exemple de toxine particulièrement dangereuse (Stern 1999, 23).

Outre les catégories d'agents biologiques que nous venons de voir, différents facteurs servent à caractériser les armes biologiques. Le tableau VI résume ses facteurs. Nous utiliserons également les mêmes pour illustrer un peu plus loin les particularités des armes chimiques.

Tableau VI : Facteurs caractérisant les agents biologiques

Toxicité	Une très petite quantité d'agent biologique suffit pour tuer un homme. Les doses mortelles de toxines se mesurent en microgrammes (1×10^{-6} grammes) tandis que celles des virus et bactéries se mesurent plutôt en pictogrammes (1×10^{-12} grammes).
Rapidité d'action	Les toxines agissent immédiatement sur l'organisme avec lequel elles entrent en contact. Les autres agents biologiques quant à eux agissent plus lentement. Ils doivent d'abord se multiplier dans l'organisme qu'ils attaquent avant que la victime ne présente des signes d'infection. Ce processus que l'on nomme période d'incubation peut prendre plusieurs heures à plusieurs jours.
Spécificité	Les agents biologiques sont généralement spécifiques ; la plupart affectent exclusivement soit les hommes, soit les animaux ou soit les plantes.
Contrôlabilité	Les effets des agents biologiques sont très dépendants de variables difficiles à contrôler comme les conditions météo et la nature du terrain. De plus, pour plusieurs agents, l'étendue de la contamination est difficile à prévoir et à contrôler car les victimes peuvent en infecter d'autres et ainsi créer des épidémies.
Effets résiduels	La plupart des agents biologiques ne peuvent survivre très longtemps dans l'atmosphère. L'anthrax sous forme de spores par contre peut survivre dans les sols ou structures pendant plusieurs années.
Source: Jessica Stern. <i>The Ultimate Terrorists</i> . Cambridge, Harvard University Press, 1999. p.21.	

Pour être considérée comme une arme de destruction massive, les agents biologiques décrits ci-dessus doivent répondre à certains critères : ils doivent être très virulents; être relativement résistants à l'atmosphère; être suffisamment stables pour maintenir leurs attributs infectieux durant les étapes de production, d'entreposage, de transport et de dissémination; ils doivent enfin pouvoir être produits en grande quantité (Stern 1999, 22). Il faut aussi mentionner que pour être employés comme arme de destruction massive, les agents biologiques doivent être répandus sous la forme d'aérosol respirable. En effet, étant donné que les agents biologiques sont non-volatiles et, sauf en de rares exceptions, ne pénètrent pas la peau, il est donc nécessaire pour les disséminer de les amener à l'état de microscopiques gouttelettes ou particules, capables de se suspendre dans l'air. Ces particules devront en outre avoir entre 1 et 5 microns de diamètre. C'est la taille requise pour qu'ils puissent planer assez longtemps et ensuite pénétrer efficacement les poumons par voies respiratoires (Patrick 1996, 208). Les agents biologiques peuvent être amenés à l'état liquide ou solide (poudre). Pour être en possession d'un agent biologique d'application militaire, il faut soit le fabriquer, soit le voler à une nation possédant ce type d'arme.

2.3- L'arme chimique

Plus connue que son proche parent biologique, l'arme chimique ne date pas d'hier. Les premiers cas répertoriés d'utilisation d'agents chimiques lors d'un conflit remontent à la Première Guerre mondiale.¹⁶ D'autres cas furent aussi répertoriés au cours du XX^e siècle, comme lors de la Guerre Iran-Irak par exemple. Les composantes de ce type d'arme, au potentiel de destruction massive, sont des substances chimiques gazeuses, liquides, voire solides qui sont utilisées pour causer la mort ou la maladie chez les hommes, plantes ou animaux et qui dépendent directement de leur toxicité pour agir (Stern 1999, 21). Tout comme l'arme biologique, l'arme chimique n'a aucun effet sur les infrastructures d'une ville ou d'un État ciblé, elle s'attaque aux seuls organismes vivants. Pour être efficace et utilisable dans la perspective d'une ADM, l'agent qui compose une arme chimique doit être hautement toxique par unité de poids, relativement résistant à l'atmosphère et susceptible d'être produit en grande quantité. Dans la famille des armes

chimiques, on trouve quatre catégories de produits : les agents asphyxiants (phosgène, diphosgène, chlore), les agents nerveux (sarin, VX, soman, tabun), les agents irritants (lewisite, oxime phosgène, gaz moutarde) et les agents sanguins (arsenic, cyanure d'hydrogène, cyanure de chlore) (Stern 1999, 167).

Passons maintenant au tableau VII qui à l'image du précédent, nous indique quelles sont les caractéristiques clés des armes chimiques.

Tableau VII : Facteurs caractérisant les agents chimiques

Toxicité	Les doses rendant inaptes ou mortelles d'agents chimiques se mesurent en milligrammes.
Rapidité d'action	Les agents chimiques peuvent tuer en quelques minutes seulement.
Spécificité	Les agents chimiques ne sont pas spécifiques; ils affectent tous les organismes vivants en contact avec eux.
Contrôlabilité	L'effet de la dispersion d'un agent chimique dépend beaucoup de variables difficiles à contrôler comme les conditions météo et la nature du terrain. L'étendue de l'effet se limite toutefois à la seule dispersion du produit.
Effets résiduels	Certains agents plus volatils, comme le sarin ou le chlore, se dissipent en quelques minutes. D'autres beaucoup moins volatils, comme le gaz moutarde ou le VX, peuvent perdurer dans l'atmosphère pendant des heures ou des jours, ceci selon les conditions de leur dispersion.
Source: Jessica Stern. <i>The Ultimate Terrorists</i> . Cambridge, Harvard University Press, 1999. p.24.	

Pour pouvoir agir comme arme de destruction massive, les agents chimiques doivent être dispersés sur une étendue assez vaste. Ils sont de plus naturellement volatils; peu importe le produit utilisé, le résultat va nécessairement donner une transformation allant d'un état liquide (plus concentré) à un état gazeux. Idéalement, un agent chimique sera dispersé sous la forme d'un aérosol. Une quantité importante de produit est nécessaire pour produire une destruction massive. Dans un endroit clos toutefois, nettement moins de produit serait requis (Stern 1999, 51). Pour être en possession d'un agent chimique d'application militaire, il faut soit le fabriquer, soit le voler à une nation possédant ce type d'arme. Dans la perspective terroriste, mentionnons qu'il serait également possible de produire une destruction significative par le sabotage industriel.¹⁷

3. Deux écoles de pensée sur la menace potentielle d'acte terroriste NBC

Ayant spécifié ce qu'est une arme de destruction massive, nous pouvons maintenant revenir au contexte du terrorisme dans les années 1990 ainsi qu'à la barrière psychologique et technique brisée par l'attentat au sarin de la secte Aum Shinrikyo. Comme nous l'avons mentionné précédemment, plusieurs spécialistes se sont penchés sur l'évolution du terrorisme au cours des dernières années et plus précisément sur la question de la menace d'utilisation d'ADM lors d'un attentat. Comme pour tout champ d'étude, différents constats et conclusions surgissent et c'est précisément sur ce débat que nous allons porter notre attention en cette fin de chapitre.

La question de l'utilisation d'ADM par des groupes terroristes remonte assez loin. Le sujet apparaît toutefois graduellement. Les premiers articles datent de la fin des années 1960, début des années 1970. Ils ne s'adressent pas directement au terrorisme mais ils soulèvent plutôt le danger du vol d'une arme atomique et de son utilisation à mauvais escient (Mickolus 1980, 109-139). Dans la première moitié des années 1970, vient ensuite l'hypothèse de la construction artisanale d'une bombe et de la prolifération de cette technologie.¹⁸ À la même époque, quelques articles commencent toutefois à clairement associer l'arme nucléaire au terrorisme et à élaborer le concept de «terrorisme nucléaire».

C'est-à-dire, l'idée de l'utilisation de cette arme par des groupes sub-étatiques. Ce concept devient d'ailleurs très en vogue à partir du milieu des années 1970 et des chercheurs comme Louis René Beres et Brian Jenkins en deviennent des spécialistes. La question plus large de l'utilisation, par des terroristes, des armes non seulement nucléaires mais aussi biologiques ou chimiques paraît aussi dans les années 1970, d'une manière plus timide par contre. À cette époque, seulement quelques travaux osent sortir des sentiers du terrorisme nucléaire et traiter du terrorisme NBC.¹⁹

Si le concept de terrorisme nucléaire, élaboré voilà maintenant près de trente ans, porte le débat principalement sur des questions de prolifération et de probabilité de construction d'un engin atomique, les spécialistes s'entendent finalement pour dire qu'à la base, les terroristes veulent surtout attirer beaucoup d'attention et non pas provoquer beaucoup de morts. Comme nous l'avons constaté au début de ce chapitre, ce constat ne peut plus faire office de «règle générale» applicable à l'ensemble de l'activité terroriste. Notre dernière décennie a vu naître des attentats d'une autre nature. Ceci explique pourquoi le débat sur l'utilisation d'ADM par des terroristes a une telle ampleur aujourd'hui. Ce débat tourne autour de la question suivante : est-ce que la récente propension d'une minorité de groupes à perpétrer des attentats plus meurtriers signifie qu'à l'avenir nous risquons d'assister à une prolifération d'attentats avec ADM? Pour plusieurs, oui. Pour d'autres, il est impossible d'en arriver à une telle conclusion pour le moment. Ce débat est important —aux États-Unis surtout et dans une moindre mesure chez les autres pays occidentaux²⁰— car il influence directement l'élaboration de politiques de sécurité et l'allocation de ressources appropriées.

Face à la question de l'emploi d'ADM par des groupes non-étatiques, nous sommes donc en présence de deux camps : d'un côté il y a les arguments prônant une menace imminente et de l'autre, il y a les arguments prônant une menace relative. Nous avons choisi de catégoriser des arguments plutôt que des auteurs car ces derniers ne sont pas toujours distinctement en faveur de la thèse d'une «menace imminente» ou celle d'une «menace relative». Bien qu'ils tendent vers l'une ou l'autre de ces deux catégories, plusieurs naviguent dans la zone grise qui les séparent. Avoir tenté de catégoriser

distinctement des auteurs aurait nui à notre analyse. Nous aurions donné trop de place à l'approximation et à la subjectivité. Ceci dit, nous pouvons maintenant analyser le débat.

3.1- Les arguments prônant une menace imminente

Au centre de l'argumentation prônant une menace imminente, il y a la conviction que la probabilité d'utilisation d'ADM va en s'accroissant. Plusieurs facteurs conduiraient à cette conclusion :

- *Une plus grande capacité d'acquisition et d'utilisation*

Certains considèrent que les progrès technologiques, scientifiques et économiques permettent à un plus grand nombre de groupes non-étatiques d'acquérir et d'utiliser des armes NBC. D'abord, parce qu'un nombre croissant d'individus à l'intérieur de l'ensemble de la population maîtrisent des connaissances scientifiques en biologie, en chimie, en physique et en ingénierie (Falkenrath *et al.* 1998, 171). Des connaissances qui sont à la base de la fabrication et de l'utilisation d'armes NBC. Depuis les années 1960, le nombre de graduations à chaque année aux Baccalauréat, Maîtrise et Doctorat en science et en ingénierie a plus que doublé (Falkenrath *et al.* 1998, 172). En outre, la qualité ou le niveau d'enseignement a lui aussi progressé. Les connaissances accumulées et les nouveaux outils informatiques permettent aux étudiants et spécialistes d'aujourd'hui d'entreprendre des tâches plus complexes que leurs pairs trente ans plus tôt. Enfin, on souligne aussi l'apport de la «révolution de l'information» provoquée par Internet et qui permet de trouver facilement et rapidement une foule d'informations scientifiques et techniques, même des plans élémentaires pour des armes NBC (Campbell 1997, 28; Falkenrath *et al.* 1998, 176; Hoffman 1998, 204; Sopko 1997, 8).

Plusieurs pensent aussi que la production d'une ADM représente une entreprise relativement facile. Construire une arme chimique ne nécessiterait que très peu de connaissances spécialisés : «*Given the right precursors, and chemistry knowledge at the college level or sometimes less, a single individual could produce certain chemical warfare agents easily, in processes requiring very little specialized equipment or expertise*» (Falkenrath *et al.* 1998, 106). Les agents biologiques seraient, eux, à peine plus

difficiles à fabriquer. Quelques biologistes, 10 000\$ d'équipement commercial et un petit local suffiraient pour produire une quantité significative d'agents biologiques (Stern 1999, 50). En outre, la dispersion de ces agents chimiques et biologiques sur une population ne poserait pas un défi trop complexe, ceci en tenant compte de possibilités plus simples comme l'emploi de vaporisateurs commerciaux (Falkenrath *et al.* 1998, 108 et 121). L'arme nucléaire demeure par contre un cas particulier. La complexité d'un engin nucléaire pose des problèmes de taille. Mais, un groupe possédant les matériaux de base nécessaires —uranium hautement enrichi, Pu239 ou uranium de moindre qualité— et des ressources significatives, pourrait arriver à produire un engin artisanal. Les informations scientifiques de base pour fabriquer une telle arme sont offertes publiquement et les ressources nécessaires, utilisables pour qui peut avoir sous la main plusieurs millions de dollars, ainsi qu'une bonne équipe de scientifiques et d'ingénieurs (Falkenrath *et al.* 1998, 129; Foxell 1999, 104; Stern 1999, 58).

- *Un plus grand désir de violence chez les organisateurs d'attentats terroristes*

Comme nous l'avons souligné au début de ce chapitre, les attentats terroristes perpétrés dans les années 1990 tendent à créer plus de victimes que ceux perpétrés auparavant. Pour plusieurs, cette tendance signifie que ceux qui pratiquent le terrorisme risquent fort d'emprunter le chemin qui mène vers l'exécution d'attentats de masse (Campbell 1997, 29; Falkenrath *et al.* 1998, 179; Foxell 1999, 97; Hoffman 1998, 204; Stern 1999, 8). Au banc des accusés des utilisateurs potentiels d'ADM, ceux qui pratiquent la violence au nom de la religion ou qui sont fortement influencés par celle-ci. Ce sont les islamistes, les mouvements fondamentalistes de Droite, racistes et anti-gouvernementaux, les millénaristes ou encore, les groupes terroristes «amateurs».²¹

- *Le délabrement de l'ex-URSS*

Un autre argument favorisant l'emploi d'ADM par des groupes non-étatiques est le délabrement économique, politique et militaire de l'ancien Empire soviétique. Pour plusieurs, la Russie d'aujourd'hui représente un risque significatif de prolifération d'expertise ou de matériaux liés aux armes NBC. Le problème serait lié aux mesures de contrôle inadéquates, au sous-financement généralisé du personnel et des équipements, au manque d'entretien et d'effectifs, à la corruption et enfin, à des frontières poreuses (Campbell 1997, 28; Foxell 1999, 104; Stern 1999, 89-106; Sopko 1997, 10). On affirme

même qu'il existe un marché noir en Europe de l'Est pour se procurer du matériel illicite (Campbell 1997, 28; Hoffman 1998, 204).

- *L'existence de cas préoccupant*

Mis à part le triste exemple de l'attaque au sarin de la secte Aum, d'autres cas sont également identifiés comme préoccupants en raison de la présence de matières dangereuses. Ces cas, bien qu'aucun n'implique une tentative de destruction massive, sont considérés comme des indicateurs d'utilisation probable d'armes NBC à grande échelle.

Voici ceux qui reviennent le plus souvent dans la littérature :

- **Août 1994**, les autorités allemandes saisissent 363g de Pu239 sur un vol de la Lufthansa arrivant à Munich en provenance de Moscou (Sopko 1997, 5).
- **Décembre 1994**, la police de Prague saisit 2.72 kg d'uranium hautement enrichi et procède à l'arrestation d'un Russe, d'un Tchèque, d'un Biélorusse et même d'un officier de police tchèque. Ces individus ont des liens avec l'industrie nucléaire (Sopko 1997, 5).
- **Mars 1995**, deux membres d'une organisation d'extrême Droite américaine (*Minnesota Patriots Council*) sont condamnés pour avoir planifié l'empoisonnement, avec du ricin, d'un agent du revenu et d'un *deputy U.S. marshal* (Tucker 1996, 169)
- **Mai 1995 et février 1998**, Larry Wayne Harris, associé à l'extrême Droite américaine, est appréhendé une première fois pour s'être approprié, d'une manière frauduleuse, des échantillons de *Yersinia pestis*. En 1998, la police l'appréhende une seconde fois parce qu'il affirme être en possession d'anthrax. Il se trouve qu'il possède effectivement la bactérie, mais sous une forme non virulente (Stern [dans Tucker] 2000, 233 et 238).
- **Novembre 1995**, des rebelles tchéchènes menacent de faire exploser des engins radioactif dans Moscou (Sopko 1997, 4).
- **Décembre 1995**, Thomas Lewis Lavy, un homme de l'Arkansas lié au monde des groupes *survivalist*, est arrêté à la frontière séparant l'Alaska et le Canada. En possession de 130g de ricin, il est accusé d'avoir tenté d'en faire la contrebande (Tucker 1996, 169).

- *Prolifération d'armes NBC chez des États commanditant le terrorisme*

La prolifération d'armes NBC dans des pays comme l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord ou le Soudan assombrit d'avantage le spectre du terrorisme pour plusieurs (Stern 1999, 9). Ces pays, perçus par les Américains comme commanditaires de groupes terroristes, risqueraient de procurer à ces derniers les outils ou le matériel nécessaires à la mise au point d'armes NBC.

- *Les terroristes désirent des armes toujours plus puissantes*

Cette idée, *a priori* de l'action terroriste, apparaît chez certains comme un postulat. Ainsi, ceux commettant des attentats terroristes opéreraient selon une logique dictant des attentats toujours plus puissants. *«The reason for this is that terrorist violence, per se, is self-engorging, as the phenomenon is motivated by a logic that dictates ever more audacious, headline-grabbing actions to hone the full effects of its shock-value impact»* (Foxell 1999, 98). D'autres affirment aussi, dans une perspective un peu différente, que le credo *«more bang for the buck»* dicte l'action terroriste (Deutch 1997, 11; Sopko 1997, 11). Ce qui implique néanmoins le même résultat. Donc, pour suivre le raisonnement, si les terroristes désirent des armes toujours plus puissantes, cela ne peut être qu'une question de temps avant d'assister à des attentats impliquant des ADM.

- *Les motifs d'utilisation d'armes NBC*

Les armes NBC étant particulières par rapport aux armes conventionnelles, les raisons de les utiliser le seraient tout autant. Des spécialistes de la question ont donc réfléchi à cet aspect et spéculé sur les raisons pour lesquelles un groupe choisirait de telles armes (Falkenrath *et al.* 1998, 202-213). Ces raisons, à leur tour, représentent autant de motifs d'utilisation. Sans entrer dans les détails, les principaux motifs sont les suivants : 1° infliger beaucoup de morts; 2° créer et ensuite utiliser à sa cause un niveau de terreur inégalé jusqu'à maintenant; 3° imiter les agissements des États possédant eux-mêmes ces types d'armes, dans le but d'accroître la légitimité du groupe; 4° une fascination innée pour les armes exotiques et leurs effets; 5° le désir d'imiter ou de surpasser le précédent créé par l'attentat de la secte Aum.

Nous avons maintenant résumé les principaux éléments utilisés dans l'argumentation prônant la menace imminente du terrorisme NBC. Nous ne discuterons pas ici de leur validité ou non. Nous retenons par contre qu'ils incarnent des facteurs auxquels plusieurs se réfèrent pour affirmer que la menace d'utilisation d'ADM va en s'accroissant. En outre, cette argumentation conclut généralement que les gouvernements n'investissent pas suffisamment face à cette menace et qu'il est nécessaire d'y allouer plus de ressources. En ce sens, l'ampleur catastrophique des effets d'une attaque doit à tout prix être évité. Jessica Stern résume bien cette pensée dans son plus récent ouvrage :

«It is useful to think of the danger in terms of the concept of expected cost [...] While the probability of WMD terrorism is low, its expected cost—in lives lost and in threats to civil liberties—is potentially devastating. Government officials will be remiss—and will be blamed—if they do not take measures to reduce the likelihood and severity of the threat» (Stern 1999, 10).

3.2- Les arguments prônant une menace relative

En opposition avec l'argumentation précédente, les arguments prônant une menace relative adoptent un point de vue nettement moins dramatique par rapport au risque d'utilisation d'armes NBC. Ici, bien que l'utilisation d'ADM lors d'un attentat demeure quelque chose de possible, les probabilités qu'un tel scénario se réalise sont plus que minces, pour ne pas dire difficilement envisageables. Comme pour l'argumentation précédente, plusieurs facteurs sont aussi invoqués :

- *Très peu d'utilisateurs potentiels*

Les groupes susceptibles de concevoir l'utilisation d'ADM à une fin quelconque représenteraient des cas très isolés du phénomène terroriste. Tout groupe possédant des objectifs socio-politiques nécessitant des appuis, aussi minimes soient-ils, ne pourrait recourir à une destruction de masse pour atteindre ses buts. Toute faveur ou indifférence de la population pourrait alors facilement se transformer en révolte, suivie d'une sévère répression. De plus, il serait parfaitement inutile pour un groupe d'envisager des moyens drastiques et non-conventionnels pour atteindre des objectifs réalisables à l'aide d'armes conventionnelles (Jacobs 1998, 158). Concernant le terrorisme commandité par l'État, on conçoit difficilement qu'un État prenne le risque de léguer à un groupe n'étant pas directement sous son contrôle un pouvoir aussi considérable que celui conféré par une ADM (Gilmore *et al.* 1999, 27-28; Purver 1996-1997, 8; Tucker & Sands 1999, 52). Enfin, l'utilisation à grande échelle d'une arme nucléaire, biologique ou chimique apparaît comme un geste irrationnel où il serait impossible d'exploiter quelques dividendes. En ce sens, seuls certains groupes possédant des «logiques» très particulières pourraient penser à provoquer un tel scénario. On pense au terrorisme religieux, plus particulièrement à des sectes imprégnées de philosophie apocalyptique et violente; à des groupes brutalisés victimes d'extrême violence et qui veulent se venger; à des petites cellules terroristes

fortement extrémistes, c'est-à-dire des individus désaxés aux objectifs utopiques et au raisonnement chimérique (Sprinzak 1998, 114, Tucker 2000, 266).²² Ces groupes susceptibles de basculer dans une violence extrême envers autrui sont évidemment très rares au sein de la société. Encore plus rares, sont ceux suffisamment aliénés et capables parallèlement d'entreprendre avec crédibilité une entreprise de destruction massive (Tucker & Sands 1999, 52).

- *Des difficultés techniques significatives*

Une facette importante de l'argumentation prônant une menace relative est la conviction que la fabrication d'une ADM demeure une entreprise particulièrement ardue. À propos de l'arme nucléaire, plusieurs considèrent les probabilités de construction d'un tel engin comme pratiquement nulles (Gilmore *et al.* 1999, 40-41; Jacobs 1998, 152; Kamp 1998-99, 169-170). La conception théorique d'une arme nucléaire ne représenterait pas l'étape la plus difficile du processus de construction. La possession de matière fissile et l'ingénierie en seraient plutôt la clé. Ainsi, en dehors d'États industriellement et économiquement avancés, les ressources et l'expertise seraient hors de portée. Seule la possibilité d'envisager le sabotage d'une centrale serait à la limite du réalisme (Jacobs 1998, 156; Kamp 1998-99, 169). Du côté des armes biologiques et chimiques, elles sont considérées, surtout pour l'arme chimique, comme des options plus sérieusement envisageables pour des acteurs non-étatiques. La nuance toutefois est qu'on conçoit l'utilisation de telles armes à une échelle restreinte. L'utilisation massive de produits biologiques ou chimiques poserait, ici aussi, des problèmes techniques de taille. Dangereux à manipuler et difficiles à purifier, les produits biologiques et chimiques nécessiteraient une expertise avancée pour en faire des produits d'application militaire (Tucker 2000, 7). Le principal problème par contre résiderait dans la dissémination du produit. Cette étape, essentielle à tout projet de destruction massive, serait une entreprise complexe qui exige une machinerie perfectionnée et peu accessible, ainsi que le respect de paramètres infiniment précis (Patrick 1996, 208-210; Pearson 1996, 210-211; Tucker 2000, 7-8; Tucker & Sands 1999, 50-52; Zilinskas 1996, 237-238).

- *L'inexistence d'un marché noir nucléaire*

Ici, on affirme que les craintes concernant le délabrement du parc d'armement nucléaire russe sont exagérées et qu'il est impossible, malgré quelques petits cas de trafic,

de conclure à l'existence d'un marché noir de composantes pour ce type d'armement (Gilmore *et al.* 1999, 38-39; Kamp 1998-99, 170). En fait, les armes nucléaires russes, comme celles des Occidentaux, posséderaient divers systèmes de sécurité interne et d'autodestruction rendant leur utilisation non-autorisée impossible. La seule taille des engins poserait aussi problème, leur dimension les rendant peu commodes au transport clandestin. Enfin, seuls six véritables cas de trafic de matières fissiles ont été recensés entre 1992 et 1996 et aucun n'a impliqué des quantités suffisantes de matériel pour espérer construire une bombe (Gilmore *et al.* 1999, 39).

- *L'absence de corrélation*

Une autre facette de l'argumentation prônant une menace relative réside dans l'interprétation d'incidents dits préoccupants, souvent identifiés comme baromètres de la menace NBC. À l'inverse de l'approche prônant une menace imminente, les cas d'Oklahoma City, d'appropriation de ricin ou le programme biologique clandestin irakien par exemple, ne sont pas considérés comme des indicateurs d'utilisation probable d'ADM par des groupes terroristes. Simplement, ces cas et l'utilisation inopinée d'ADM appartiendraient à des catégories différentes de menaces; il n'y aurait pas de corrélation entre elles (Sprinzak 1998, 116). En ce sens, l'attentat de Tokyo demeurerait un cas spécifique et l'évolution du terrorisme dans les années 1990, dissociable de la menace d'utilisation d'ADM (Pilat 1996, 214). Outre l'analyse «cas par cas» de certains incidents, l'ensemble des données empiriques représenteraient un autre argument comme quoi certains incidents sont surestimés dans leur qualité d'indicateurs d'utilisation probable d'ADM. D'après l'étude de plus de 263 incidents terroristes impliquant des armes biologiques ou chimiques entre 1900 et mai 1999, il serait possible de conclure que le danger principal posé par ces armes ne résiderait pas dans une utilisation à grande échelle : «*Contrary to the conventional wisdom about the catastrophic nature of chemical and biological terrorism, actual attacks were few in numbers, small in scale, and generally produced fewer casualties than conventional bombs*» (Tucker & Sands 1999, 48).

- *La présence d'intérêts particuliers*

On avance aussi que la menace d'utilisation d'armes NBC serait, aux États-Unis, exagérée par certains dans le but de générer des profits personnels ou de toucher au généreux financement gouvernemental en matière de lutte au terrorisme (Sprinzak 1998,

117). C'est ni plus ni moins le spectre d'un nouveau complexe militaro-industriel-scientifique. Quelques cas existent où des membres de comités gouvernementaux, des fonctionnaires et des consultants auraient été en conflit d'intérêts par rapport à des politiques formulées ou des moyens proposés (Sprinzak 1998, 117). L'importance des fonds consentis par le Gouvernement américain et le nombre d'agences, de fournisseurs et d'individus liés aux efforts de lutte contre le terrorisme contribueraient à cette situation.

Nous avons maintenant résumé les principaux éléments utilisés dans l'argumentation prônant la menace relative du terrorisme NBC. Ici non plus nous ne discuterons pas de leur validité ou non. Donc, cette argumentation reconnaît aussi que la menace posée par les armes NBC existe. Par contre, elle demeure plus circonspecte dans l'évaluation de celle-ci. Les probabilités que des acteurs terroristes utilisent des ADM sont ici moins élevées. Derrière l'analyse, le principal souci de l'argumentation prônant une menace relative semble être l'adéquation des moyens aux fins. On se préoccupe du fondement des ressources attribuées par rapport à la menace et de la façon dont ces ressources sont utilisées. Le travail d'analyse a ainsi pour but d'offrir une base adéquate à l'élaboration de politiques de défense.²³

Pour conclure sur notre analyse de l'argumentation prônant une menace imminente et celle prônant une menace relative, nous réalisons que nous nous trouvons dans un cul-de-sac. Comment départager celle qui reflète le mieux la réalité? C'est à ce problème que nous nous attaquerons au prochain et dernier chapitre de ce travail. Pour sortir de l'impasse, nous allons recourir à l'étude de cas.

¹ Nous faisons référence ici aux célèbres articles de Francis Fukuyama, *The End of History?*, sur les conséquences de la victoire du libéralisme sur le socialisme/communisme (Fukuyama 1989, 5).

² «Domestique» sous-entend ici une activité circonscrite à l'intérieur du territoire d'un État tandis qu'«internationale» lui confère des ramifications extraterritoriales. Nous avons vu au premier chapitre que les sphères «internationale» et «domestique» portent à confusion sur le plan analytique. La distinction entre ces deux concepts n'est pas claire. Mais, étant donné que les bases de données évacuent ce problème, nous n'avons pas d'autre choix ici que de passer outre afin de poursuivre notre analyse.

³ Le nombre d'incidents recensés par le Département d'État américain est tiré du rapport annuel *Patterns of Global Terrorism 1998, Appendix C*. Le nombre d'incidents recensés par IMPRIMIS est par contre tiré de A.J. Jongman, «Trends in International and Domestic Terrorism in Western Europe, 1968-1988», *Terrorism and Political Violence*, 1992 vol.4, n°4 (Winter) : 26.

⁴ Prenons l'exemple du Département d'État américain qui fait état des massacres du GIA sur la population civile algérienne dans ses rapports annuels 1996-1998, mais qui curieusement passe pratiquement sous silence, dans son rapport de 1995, l'attentat extrêmement meurtrier d'Oklahoma City (Department of State 1995-1998).

⁵ Précisons que les actes terroristes recensés par le Département d'État américain dans son rapport annuel répondent aux critères suivant : «*The term "international terrorism" means terrorism involving citizens or the territory of more than one country*» (Patterns of Global Terrorism 1998, 4).

⁶ Observons ici par exemple les derniers rapports annuels du Département d'État américain. Depuis 1997, l'agence gouvernementale évite de préciser, parmi les victimes d'attentats terroristes, le nombre de morts et le nombre de blessés. D'après les précédents rapports, le nombre de morts est toujours significativement moins élevé que le nombre de blessés (38 blessés pour 1 mort en 1995; 13 blessés pour 1 mort en 1996). Cette omission ne peut être due au hasard; dire qu'il y a eu, par exemple, 500 victimes pour une telle année demeure toujours plus impressionnant que de rapporter 450 blessés et 50 morts... Ceci sachant que dans le système politique américain, les fonds alloués par le Congrès à la lutte au terrorisme sont proportionnels à la gravité apparente de la menace.

⁷ Précisons toutefois que cette conclusion est basée sur des variables comme le nombre d'attentats ainsi que le type (bombe, enlèvement, menace, assassinat, etc.).

⁸ Dans le cas du World Trade Center, l'objectif semble avoir été de provoquer l'écroulement de l'une des deux tours. En cas de succès, le nombre de morts et de blessés aurait grimpé en flèche. Le même constat s'impose pour l'incident du métro de Tokyo, mais avec des conséquences encore plus mortelles. Par exemple, si le gaz sarin avait été de meilleure qualité et le moyen de dispersion plus efficace, les morts se seraient comptés par milliers ou par dizaine de milliers. Nous reviendrons plus en détail au chapitre 3 sur le cas de Tokyo.

⁹ En anglais : «*Terrorists want a lot of people watching, not a lot of people dead*».

¹⁰ Précisons ici qu'il est parfois difficile de bien caractériser l'action de groupes islamiques. À l'inverse des Occidentaux, les sphères politique et religieuse ne sont pas clairement séparées dans l'Islam. Prenons les cas du Hezbollah ou du Hamas qui bien que gouvernés à la base par des principes religieux, n'entretiennent pas moins des objectifs politiques précis dans leurs combats au Sud Liban (Ranstorp, dans *Chaliand*, 1999, 117). Néanmoins, étant donné que l'éthique morale et les motivations des groupes terroristes islamiques sont basées sur la religion, nous retenons ce critère pour les situer dans la catégorie *terrorisme religieux*.

¹¹ Cette remarque s'applique autant aux groupes religieux radicaux appartenant à des religions majeures (Islam, Chrétien, Hindou, etc.) qu'à d'autres groupes identifiés comme étant une secte. En effet, de la même manière que les islamistes radicaux voient les Israéliens comme l'incarnation du mal, de la même manière que les Chrétiens fondamentalistes américains répudient leur gouvernement ou les étrangers, les membres de la secte japonaise Aum Shinrikyo percevaient leur gouvernement et la société comme un obstacle à «l'ordre nouveau». Dans chaque cas, le processus d'aliénation est similaire; ces groupes voient dans l'ennemi un danger ou un obstacle à leurs croyances, fondement de leur existence.

¹² «*The plutonium dispersal weapon is, simply, not a weapon of mass destruction. This is not to minimize the other characteristics of such a weapon which include radiological contamination and the potential for causing life-shortening through induction of cancers in individuals 15 to 30 years following exposures*» (Jacobs 1998, 154). L'auteur ne saurait si bien dire, la perturbation économique et les risques pour la santé, bien qu'inquiétants, ne sont pas des caractéristiques d'une arme de destruction massive. L'Armée américaine l'a d'ailleurs compris très tôt en constatant les difficultés rencontrées à disperser le produit dans des concentrations suffisantes pour causer la mort, l'irradiation ou le cancer (Stern 1999, 27). Le faible potentiel offensif d'une arme radiologique s'explique par plusieurs facteurs : le matériel requis (les produits suffisamment radioactifs sont rares et extrêmement difficiles à produire en grande quantité), les conditions climatiques (vents, pluies, etc.), la grosseur des particules voulue (entre 1 et 5 microns de diamètre) et les limitations balistiques pour disperser le produit (un explosif conventionnel dispersera le produit dans un rayon relativement limité) (Stern 1999, 26-27; Jacobs 1998, 153-154; Kamp 1996, 33).

¹³ «*If the primary, secondary and backup cooling systems fail, and the reactor is not shut down, the reactor undergoes a 'meltdown': the heat generated by the reactor will melt the nuclear fuel and ultimately the entire reactor. Although the reactor is enclosed within a containment chamber, it must withstand the heat and pressures accompanying the meltdown*» (Jacobs 1998, 156).

¹⁴ Précisons que l'arme biologique, tout comme chimique d'ailleurs, n'est pas obligatoirement une arme de destruction massive. Il est possible d'employer ces deux types d'agents dans un dessein beaucoup plus restreint, un simple assassinat par exemple.

¹⁵ Un débat existe sur la classification des toxines. Étant donné qu'ils présentent des caractéristiques les rendant très similaires aux agents chimiques (non-vivants, ne se reproduisent pas dans l'organisme attaqué), certains les classent comme tels (Geissler 1996, 205).

¹⁶ La mise au point du Gaz yperite (moutarde) est probablement l'exemple le plus tristement célèbre d'utilisation d'agent chimique à cette époque. Ce gaz tire son nom de la ville d'Ypres en Flandre où les Allemands essayèrent pour la première fois cet agent à base de sulfure d'éthyle.

¹⁷ En décembre 1984, en Inde, un employé mécontent d'une usine de pesticide ajoute de l'eau à un conteneur où est entreposé du *methyl isocyanate*. Ce geste engendre une puissante explosion qui entraîne à son tour la dispersion du produit sous forme gazeuse. Les autorités indiennes ont rapporté 4000 personnes tuées et 11000 autres rendues malades (Stern 1999, 20).

¹⁸ Le débat autour de la faisabilité pour un tout petit groupe d'individus, voire un seul homme, de fabriquer une bombe atomique culmina au milieu des années 1970 avec la commotion causée par un étudiant de Princeton. Ce dernier avait établi les plans théoriques pour la construction d'une bombe à partir d'ouvrages de référence publics (Phillips, John Aristotle and Michaelis, David. *Mushroom : The Story of the A-Bomb Kid*. N-Y, Morrow, 1978. 287p.)

¹⁹ Les ouvrages ou articles qui ont traité du terrorisme nucléaire furent largement plus nombreux que ceux ayant également abordé l'optique biologique ou chimique. Un simple coup d'œil à un ouvrage bibliographique le confirme. Les principaux travaux sur le terrorisme et l'utilisation d'ADM dans les années 1970 sont les suivants : Berkowitz, Bernard J., et al. *Superviolence : The Civil Threat of Mass Destruction Weapons*. Santa Barbara, ADCON Corporation, 1972. Mengel, Russell William. "Terrorism and New Technologies of Destruction: An Overview of the Potential Risk." *Report prepared for the National Advisory Committee Task Force on Disorder and Terrorism*. Vienna, Va., BDM Corporation, W-76-044-TR, 25 mai, 1976. ——. "Mass Destruction Terrorism: A Double Edge Sword." *Paper presented to the panel on Violence and Terror of the Conference on Complexity: A Challenge to the Adaptive Capacity of American Society, sponsored by the Society for General Systems Research*. Columbia, Maryland, 24-26 mars, 1977. Mullen, Robert K. "Mass Destruction and Terrorism." *Journal of International Affairs*, (Spring-Summer) vol. 32 n°1: 63-89.

²⁰ François Géré a remarqué que la question du terrorisme nucléaire est alimentée à 90% par les travaux d'auteurs américains (Géré [dans Chaliand] 1999, 224). Le même constat s'impose en ce qui a trait à la question plus large du terrorisme NBC. Le problème est-il donc, du fait de leur statut de superpuissance, seulement américain? Est-ce un mythe créé de toutes pièces par eux? Sont-ils plus prévoyants que le reste du monde? Ou plus paranoïaques? Quoi qu'il en soit, ils sont les premiers à étudier le problème en profondeur, à formuler des politiques et à adopter des mesures. L'étude de la question du terrorisme NBC passe donc par eux.

²¹ Le concept de terroriste «amateur» a été popularisé par Bruce Hoffman et Walter Laqueur. Il désigne la formation, plutôt spontanée, d'un groupe terroriste par quelques individus partageant les mêmes vues et dont les membres ne sont reliés à aucun groupe terroriste connu. La durée de vie de ce groupe terroriste *ad hoc* peut se limiter à la perpétration d'un seul attentat mais, n'exclut pas qu'il puisse aussi en produire plusieurs (Hoffman 1997, 4; Laqueur 1996, 34).

²² Pour faire un lien conceptuel avec notre typologie du chapitre 1, les catégories de terrorisme à risque d'entreprendre un attentat de masse sont : terrorisme religieux, terrorisme communautaire et terrorisme pathologique.

²³ Tucker et Sands expriment cette approche : «*This information should assist policy-makers in developing prudent, cost-effective programs for prevention and response*» (Tucker & Sands 1999, 48).

Chapitre III

DE AUM SHINRIKYO À CSA : ÉTUDE DE CAS SUR DES TENTATIVES DE DESTRUCTION MASSIVE

Nous avons constaté, à la fin du chapitre II, qu'évaluer la menace d'utilisation d'ADM par des groupes terroristes mène dans un cul-de-sac. Entre les visions prônant une menace imminente ou relative, il devient extrêmement difficile de trancher. Nous aurions pu essayer de confronter les divers arguments mis en cause. Mais, en plus d'être laborieuse, cette opération ne nous aurait pas nécessairement permis d'arriver à des conclusions satisfaisantes ; sur quelles bases aurions-nous évalué les arguments présentés? Chercher à savoir par exemple, sur le plan technique, si les armes NBC représentent une entreprise viable pour un groupe non-étatique demanderait un colossal travail de recherche. Les armes NBC regroupent des sphères scientifiques et techniques différentes (Physique, Biologie, Chimie, Ingénierie) dont les données complètes sont du domaine des secrets militaires. Sans compter qu'une bonne partie des données empiriques comptabilisées sur l'activité terroriste sont aussi gardées secrètes par les nombreuses agences de renseignements et de maintien de l'ordre, impliquées dans la lutte contre cette activité. Étant donné que nos moyens d'évaluer la menace terroriste sont limités, il devient important de chercher, dans les outils à notre disposition, une façon satisfaisante de jauger la menace d'utilisation d'ADM. Trancher arbitrairement en faveur des arguments prônant une menace imminente ou ceux prônant une menace relative n'est pas acceptable. Pour le moment, l'option la plus viable afin d'évaluer la menace demeure l'étude de cas.¹ Analyser les quelques rares cas d'utilisation —ou de projet d'utilisation— d'armes NBC et confronter ces résultats aux arguments en présence permettra de nous positionner.²

À maintes reprises au cours des précédentes pages, nous avons fait référence au cas de la secte Aum Shinrikyo. Il est maintenant temps de procéder à l'analyse de ce cas. L'attentat perpétré par cette secte est de première importance car jusqu'à aujourd'hui, c'est le seul exemple de planification et d'utilisation réelle d'armes NBC dans le but d'engendrer une destruction massive. Il existe aussi d'autres cas plus mineurs de projet

d'attentat de masse avec des armes NBC. Nous les passerons également en revue. Ceux-ci, en plus du cas de Aum, nous permettront de mieux comprendre les caractéristiques et mécanismes inhérents à une entreprise de destruction de masse de la part d'un groupe non-étatique.

1. Le cas de la secte Aum Shinrikyo

L'attentat au gaz sarin perpétré en 1995, dans le métro de Tokyo, par les membres de la secte Aum Shinrikyo est tristement célèbre. La nouvelle fit rapidement le tour du monde ; c'était la première fois qu'un groupe sub-étatique employait concrètement une arme au potentiel de destruction massive dans un attentat terroriste. Il est maintenant établi que l'attentat dans le métro représente l'aboutissement d'une suite d'attaques, ratées pour la plupart, impliquant d'autres agents chimiques et même biologiques. Les experts ont aussi découvert des acquisitions infructueuses de matériel destiné à des fins nucléaires. La secte était impressionnante; les membres furent nombreux, l'organisation complexe et les avoirs dignes d'une multinationale prospère. Pour tout dire, même le *Dr. No* n'aurait pu faire mieux...

La secte est-elle un cas particulier ou l'incarnation du terrorisme à venir? Comment le projet de destruction massive s'est-il développé? Nous décortiquerons l'organisation et les événements qui ont eu lieu pour répondre à ces questions. C'est-à-dire, résumer l'histoire de la secte, souligner ses principales caractéristiques et finalement porter une attention particulière à son programme d'armement.

1.1- Bref historique de la secte Aum Shinrikyo

La secte Aum Shinrikyo (Aum Vérité Suprême) est fondée en 1987, au Japon, par Chizuo Matsumoto, alias Shoko Asahara (Gourou Extraordinaire). Matsumoto est né le 2 mars 1955 sur l'île de Kyushu. Pratiquement aveugle de naissance, il fréquente en grandissant une école pour aveugles. Très tôt, il recherche pouvoir et prestige; à

l'obtention de son diplôme d'études secondaires, il a déjà amassé la coquette somme de 30 000 dollars et ce, grâce aux bourses accordées par le gouvernement aux handicapés ainsi qu'en arnaquant ses camarades de classes (Campbell 1997, 30). Même limitée, la vue partielle de Matsumoto lui offre un avantage sur ses «camarades» complètement aveugles. Plus tard refusé à la prestigieuse Université de Tokyo, il gradue tout de même d'un collège en 1975 et se lance dans l'étude de l'acupuncture, du yoga et s'intéresse aux croyances Nouvel Âge. En 1982, Matsumoto est arrêté pour vente de faux traitements médicaux dans une clinique d'acupuncture qu'il avait créée (Campbell 1997, 30). Deux ans plus tard, il ouvre sa première école de yoga (Aum Inc.) sous la bannière «Association Aum des Magiciens de la montagne». Ses écoles ont du succès et dans les années suivantes, il en ouvre plusieurs autres dans tout le Japon. Affirmant qu'il possède des pouvoirs mystiques (lévitation, lire la pensée des autres, prédire l'avenir, etc.), il répand aussi la nouvelle que Dieu l'a contacté pour qu'il guide son armée (Stern 1999, 61). Prédissant qu'il sera l' élu d'un petit groupe survivant à l'Apocalypse prochaine, il change, en 1987, le nom de sa compagnie pour Aum Shinrikyo et prend le nom de Shoko Asahara (Kaplan [dans Tucker] 2000, 209). C'est le début officiel de la secte.

Aux élections générales japonaises de février 1990, Asahara et 24 autres membres de la secte briguent 25 sièges à la Chambre basse du Parlement japonais. La campagne électorale de Aum est un échec retentissant ; Asahara et ses acolytes recueillent seulement 1783 votes sur un potentiel d'électeurs avoisinant le demi-million (Falkenrath *et al.* 1998, 19). C'est également à cette période qu'Asahara démontre une obsession croissante pour les ADM. À ses idées d'Apocalypse, il incorpore la croyance d'une attaque nucléaire imminente de la part des Américains sur le Japon. Le «Gourou Extraordinaire» et le noyau dur de la secte orientent donc leurs efforts vers un programme d'armement conventionnel et non-conventionnel pour faire face à l'Apocalypse et guider ce qui émanera des ruines de la société japonaise. Au début des années 1990, Aum Shinrikyo procède à une expansion rapide et fructueuse en Russie. Avant l'attaque du métro, les experts estiment que les avoirs de la secte se situent quelque part entre 300 millions et 1 milliard de dollars US, que celle-ci chapeaute diverses entreprises (import/export, restaurants, centres de conditionnement physique, cliniques médicales, compagnies d'informatique, etc.) et que

ses membres dépassent le nombre de 40 000 (approximativement 10 000 au Japon, 30 000 en Russie et quelques milliers répartis dans différents pays) (Falkenrath *et al.* 1998, 19; Hoffman 1998, 122; Kaplan [dans Tucker] 2000, 210).

De 1989 —date des premiers meurtres perpétrés par la secte— à l’arrestation de Asahara le 16 mai 1995, les fidèles de Aum commirent une série impressionnante de crimes violents (meurtre, séquestration, voie de fait) et d’attaques contre diverses cibles à l’aide d’armes conventionnelles, biologiques et chimiques (Campbell 1997, 37-39). Il semble, d’après certains chercheurs, que la relative impunité dont a pu jouir Aum entre 1989 et 1995, malgré les soupçons, serait reliée à la nature de la société japonaise d’après-guerre et au statut religieux officiel de la secte (Falkenrath *et al.* 1998, 20-21; Kaplan [dans Tucker] 2000, 223). L’actuelle Constitution japonaise, imposée par les Américains après la Seconde Guerre, garantit en effet des libertés religieuses à l’abri du contrôle de l’État et maintient un pouvoir limité au gouvernement central. Dans ce contexte, les Forces de l’ordre japonaises ont donc été hésitantes à investir la secte avant l’attentat du métro.

1.2- Caractéristiques de la secte

Il est évident que l’organisation mise sur pied par Shoko Asahara était hors du commun. Plusieurs éléments de la secte portent à cette conclusion. D’abord, au niveau du leadership, Asahara démontre qu’il est un dirigeant à la «personnalité narcissique, autoritaire et sociopathe» (Campbell [dans Chaliand] 1999, 181). Le charisme et la paranoïa du gourou affectent profondément les membres d’Aum. Celui-ci les convainc, malgré ses enseignements pacifistes, qu’ils sont la cible d’attaques chimiques continues de la part des gouvernements japonais, américain ou autres (Kaplan [dans Tucker] 2000, 222). Asahara s’assure aussi que son organisation demeure un système cellulaire fermé au sein duquel les actions sont accomplies pour le bénéfice du groupe, de son dirigeant et de Dieu. Le gourou fabrique donc une réalité parallèle pour ses fidèles :

«On inculquait aux croyants l’idée que les étrangers ne pouvait pas comprendre leur religion mystique unique et que, pis, ceux-ci ne cherchaient qu’à la détruire. [...] Une mentalité d’assiégé était façonnée et alimentée afin que les membres s’imprègnent du mythe selon lequel Aum se devait de défendre son existence même

vis-à-vis d'un monde ne désirant que sa perte. Ainsi, l'appareil dirigeant d'Aum, mené par Shoko Asahara, développa des arguments rationnels (qui entraînent néanmoins dans le cadre d'un système irrationnel et rempli d'illusions) selon lesquels la seule manière de se protéger était d'attaquer ceux qu'il considérait comme ses ennemis. La brutalité, les enlèvements, l'isolement, les violations flagrantes des droits de l'homme paraissaient alors naturels dans un tel contexte (Campbell [dans Chaliand] 1999, 186).

La fiction créée par Shoko Asahara représente un puissant moyen de manipulation qui, en fin de compte, accrédite l'idée de l'emploi d'une violence extrême. Il élabore un système de croyances dans le but exprès de recruter et de manipuler un groupe d'individus. Ceux-ci en viennent à penser, hors de tout doute, qu'ils peuvent «faire partie du petit nombre de ceux qui seront choisis pour survivre à l'Apocalypse et participer ainsi au nouvel ordre mondial dirigé par Aum» (Campbell [dans Chaliand] 1999, 182). Se réservant une position de dirigeant incontesté dans «sa» future société, Asahara vend ni plus ni moins à son entourage dévoué une vision de l'avenir comprenant non seulement la révélation spirituelle, mais une position de commandement privilégié. Tel est en fait la véritable idéologie de la secte.

Côté ressources, logistique et degré d'organisation, l'ampleur qu'atteint Aum Shinrikyo est déroutante. Asahara désire faire contrepoids à ses ennemis (les gouvernements japonais, américain et leurs alliés) et il se donne les moyens en conséquence. En plus des revenus que lui procurent les adhérents à la secte et les diverses entreprises commerciales sous son contrôle, Aum Shinrikyo est également impliqué dans la production et le trafic de stupéfiants, notamment de LSD, de PCP et d'amphétamines (Campbell [dans Chaliand] 1999, 173; Falkenrath *et al.* 1998, 19; Hoffman 1998, 125). L'organisation possède des bureaux au Japon, à Moscou et à New-York sous le nom de Maha Posya Inc., une entreprise d'import/export de produits agricoles et informatiques. Elle gère entre autre une plantation de thé au Sri Lanka et acquiert un ranch de moutons de 500 000 acres en Australie. Elle possède aussi une compagnie de commerce basée à Taiwan. Au Japon, la secte dispose d'une vingtaine d'installations présentes dans onze des quarante-sept préfectures du pays. Son quartier général est un imposant complexe situé à Kamikuishiki, au pied du mont Fuji, et qui comprend un laboratoire de trois étages baptisé Satian-7 (Campbell [dans Chaliand] 1999, 173; Hoffman 1998, 124-125; Kaplan [dans

Tucker] 2000, 209). Au niveau des ressources humaines, la secte est tout aussi impressionnante. Le recrutement vise les étudiants brillants mais quelque peu déséquilibrés. Une fois dans la secte, ceux-ci sont bien sûr encouragés à poursuivre des études dans les domaines de la physique, de la chimie et de la biologie. Le recrutement se concentre aussi sur les spécialistes en informatique, les avocats, les médecins, les membres des Forces d'autodéfense japonaise et de la police nationale. Bref, la secte cherche des adhérents intelligents et talentueux, prêts à donner un sens à leur vie et à combler un vide spirituel. Dans le Japon post-industriel et la Russie post-soviétique, ces adhérents ont apparemment été nombreux. Sur le plan organisationnel enfin, Aum Shinrikyo est hautement hiérarchisée et ses activités sont soigneusement circonscrites. En fait, l'organisation est calquée sur celle sur Gouvernement japonais, comme le démontre le tableau ci-dessous.

Tableau VIII : Structure organisationnelle de la secte Aum

La secte Aum Shinrikyo
Dirigeant d'Aum : Chizuo Matsumoto, alias Shoko Asahara.
Ministère des Nouveaux Croyants Est : Eriko Iido.
Ministère des Nouveaux Croyants Ouest : Kazuko Tozawa.
Ministère de la Construction : Kiyohide Hayakawa – n°2 d'Aum.
Ministère des Sciences et de la Technologie : Hideo Murai – diplômé de l'Université d'Osaka, titulaire d'un diplôme de physique spatiale; supposément le n°3 d'Aum.
Ministère de la Défense : Tetsuya Kibe – responsable de la sécurité. Kiyode Nakada – ancien Yakuza qui s'occupe du maintien de l'ordre et qui commande l'Équipe d'action.
Ministère de la Santé : Seiichi Endo – a étudié l'ingénierie génétique à l'École des hautes études de l'Université de Kyoto, spécialiste en génétique et en médecine.
Ministère de l'Intelligence : Katsuhiko Inoue.
Ministère de la Guérison : Ikuo Hayashi – physicien chef à l'hôpital d'Aum, diplômé du département de médecine de l'Université de Keio.
Ministère des Finances : Hisako Ishii.
Ministères des Affaires légales : Yoshinobu Aoyama – diplômé du département de Droit de l'Université de Kyoto.
Ministère des Postes et Télécommunications : Kazuko Matsumoto – femme de Shoko Asahara.
Ministère de l'Éducation : Shigeru Sugiura.
Ministère des Relations publiques : Hirofumi Joyu – diplômé de l'Université de Waseda, spécialisé dans l'intelligence artificielle.
Unité des armes chimiques : Masami Tsuchiya – doctorat en chimie organique à l'Université de Tsukuba.
Secrétariat à l'Intérieur : Reika Matsumoto – fille de Shoko Asahara.
Source : Gérard Chaliand, <i>dir.</i> «Les Stratégies du Terrorisme». Paris, Desclée de Brouwer, 1999. p.169

1.3- Le programme d'armement

Les efforts d'acquisition d'armes conventionnelles et non-conventionnelles de la secte Aum Shinrikyo débutent en 1990. Deux événements ont servi de catalyseur : l'échec des candidats d'Aum aux élections législatives de cette même année et des accusations de fraude foncière. À partir de là, les dirigeants de la secte sont convaincus que le Gouvernement japonais conspire contre eux et qu'ils sont victimes de persécution. La prise de décision au sein d'Aum étant très hiérarchisée et appuyée par divers incitatifs à l'obéissance —des punitions allant jusqu'à la mort si nécessaire—, les directives d'acquisition de matériel et d'armement émanent vraisemblablement d'Asahara lui-même (Kaplan [dans Tucker] 2000, 212). Le programme mis sur pied par le Gourou et ses disciples est ambitieux, mais surtout, imprégné d'une fascination pour les armes exotiques. Les scientifiques d'Aum étudient plusieurs avenues quant à l'acquisition d'armes :

«Both biological and chemical agents were manufactured, as were laser and microwaves devices. Cultists traveled as far as Belgrade to study the works of inventor Nikola Tesla in hopes of creating a seismological weapon, while others attempted to buy and to manufacture a nuclear weapon. [...] In addition, the cult engaged in international efforts to acquire conventional weapons, including automatic rifles, pistols, and knives. The most ambitious of these efforts was a sophisticated attempt to mass-produce the Russian AK-47 assault rifle using computer-controlled machine tools» (Kaplan [dans Tucker] 2000, 212).

Concernant l'acquisition d'ADM, les projets nucléaires d'Aum n'apparaissent pas très sérieux. Bien que la secte tente d'extraire de l'uranium de son ranch australien et d'acheter un appareil de mesure au laser, elle demeure très loin de la construction d'un engin nucléaire.³ Sur le plan des armes biologiques et chimiques par contre, la situation est tout autre; les efforts produisent des résultats plus concrets. Dès 1990, Aum tente de mettre au point sa première arme biologique, de la toxine botulique (Kaplan [dans Tucker] 2000, 213). Bien que l'équipe en charge du développement d'agents biologiques rencontre plusieurs problèmes de purification et de dispersion, les autorités japonaises croient que la secte parvient, au cours des cinq années qui suivent, à produire une certaine quantité de toxine botulique et d'anthrax. On croit aussi qu'elle travaille au développement de la fièvre Q et qu'elle s'intéresse au virus de l'Ébola (Kaplan [dans Tucker] 2000, 213). Lors des raids policiers sur ses installations, on découvre qu'Aum possède divers équipements

sophistiqués pour la culture de bactéries et de virus, une véritable librairie sur le sujet et un laboratoire de quatre étages en construction (Kaplan [dans Tucker] 2000, 213). Malgré tout, un véritable inventaire de l'arsenal biologique d'Aum demeure non disponible. Côté armement chimique, il semble que la secte opte pour cette avenue après les difficultés rencontrées avec les agents biologiques. À partir de 1993, Asahara ordonne qu'une équipe s'emploie à la production d'agents chimiques en vue d'une production de masse. Dans les mois qui suivent, les scientifiques d'Aum expérimentent divers agents : sarin, tabun, soman, VX, cyanure d'hydrogène, phosgène, cyanure de sodium et gaz moutarde (Kaplan [dans Tucker] 2000, 214). À cause de sa létalité, du matériel de base disponible et de sa relative facilité de production, c'est finalement le sarin qui est sélectionné comme principal agent chimique du programme d'armement. Au mois de novembre 1993, l'équipe de Aum réussit à produire une vingtaine de grammes du produit. Quelques mois plus tard, elle accumule approximativement trente kilogrammes et débute la construction de Satian-7, véritable «usine» destinée à la production de masse. Aum envisage de produire deux tonnes de sarin par jour, dans le but d'en accumuler environ 70 tonnes (Kaplan [dans Tucker] 2000, 214). Jamais par contre la secte n'est en mesure d'atteindre ses objectifs. Malgré le degré de sophistication de son usine —qui est gérée par ordinateur— les phases de production sont minées par plusieurs bris d'équipements. Notons que Satian-7 parvient néanmoins à produire plus de 10 tonnes de précurseurs chimiques pour son gaz de combat (Kaplan [dans Tucker] 2000, 214).

Mis à part la production d'agents biologiques et chimiques, Aum tente aussi de mettre au point divers systèmes pour les disséminer. À ce chapitre, la secte éprouve des difficultés majeures. Un des premiers systèmes élaborés par Aum consiste à sceller un appartement en plein cœur de Tokyo, situé au huitième étage d'un bâtiment de la secte, et d'y installer un ventilateur ainsi qu'un vaporisateur pour disséminer de l'anthrax (Kaplan [dans Tucker] 2000, 216). Ce système s'avère un échec. L'équipe scientifique imagine aussi d'équiper un camion réfrigéré avec un brûleur et un ventilateur pour disséminer du Sarin. Bien que ce mode de dispersion remporte un certain succès lors de l'attaque sur Matsumoto, il demeure inadéquat.⁴ Les autorités japonaises ont par ailleurs découvert que les scientifiques d'Aum ont également fabriqué des valises modifiées dans lesquelles est

inséré un mini-système de dissémination (Kaplan [dans Tucker] 2000, 217). Ces valises semblent toutefois ne jamais avoir été utilisées avec succès. D'une manière beaucoup plus ambitieuse, les dirigeants d'Aum se procurent aussi un hélicoptère russe Mi-17 ainsi que deux avions téléguidés, vraisemblablement pour les équiper de vaporisateurs, dans le but de disséminer des agents toxiques (Campbell [dans Chaliand] 1999, 175; Kaplan [dans Tucker] 2000, 216). Encore une fois, le projet n'aboutit à rien, la secte étant incapable de maintenir ces engins en état de marche. Finalement, lors de leurs attaques les plus récentes, celles dans le métro, les scientifiques d'Aum optent pour un moyen de dispersion des plus rudimentaire : de simples sacs de plastiques contenant du sarin et par la suite, du cyanure de sodium et de l'acide sulfurique.⁵ Somme toute, jamais la secte ne dispose d'un moyen sophistiqué et efficace de dissémination.

1.4- Les attaques de la secte avec des armes biologiques et chimiques

Notre analyse de la secte Aum Shinrikyo ne pourrait être complète sans nous attarder aux attentats qu'elle a perpétrés. À ce chapitre, la secte a été très active. Entre 1990 et 1995, les disciples d'Asahara exécutent pas moins de vingt tentatives de dissémination d'agents biologiques ou chimiques. Fait assez surprenant, les motifs à la base de ces attaques sont passablement variés. En apparence, la motivation première de la secte est de se défendre et d'émerger victorieuse de l'Apocalypse à venir, attitude concordant avec les croyances véhiculées par le gourou Asahara. Mais, selon toute évidence, il semble que d'autres considérations plus pragmatiques motivent aussi les dirigeants d'Aum. Par exemple, sur la vingtaine d'attaques perpétrées, au moins six sont des tentatives de meurtre en vue d'éliminer purement et simplement un ou des opposants. D'autres, comme les attaques de Matsumoto ou du métro de Tokyo, ont comme objectif direct d'enrayer la pression de l'appareil judiciaire et policier japonais sur la secte. Question d'illustrer clairement les différentes caractéristiques des attaques perpétrées, nous les avons réunies dans le tableau de la page suivante.

Tableau IX : Attaques biologiques et chimiques de la secte Aum Shimrikyo

<i>Date</i>	<i>Endroit</i>	<i>Agent</i>	<i>Victimes</i>	<i>Cible</i>	<i>Motif apparent</i>
Avril 1990	Centre-ville de Tokyo	Toxine botulique	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Avril 1990	Yokohama	Toxine botulique	Aucune rapportée	Base navale américaine	Preuve de prophétie
Avril 1990	Yokohama	Toxine botulique	Aucune rapportée	Base navale américaine	Preuve de prophétie
Avril 1990	Narita	Toxine botulique	Aucune rapportée	Aéroport de Tokyo	Preuve de prophétie
Juin 1993	Tokyo	Toxine botulique	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Fin juin 1993	Tokyo	Anthrax	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Juillet 1993	Tokyo	Anthrax	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Juillet 1993	Tokyo	Anthrax	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Juillet 1993	Tokyo	Anthrax	Aucune rapportée	Population civile	Preuve de prophétie
Mi-novembre 1993	Tokyo	Sarin	Aucune rapportée	Groupe religieux	Éliminer une organisation rivale
Mi-novembre 1993	Tokyo	Sarin	1 blessé	Groupe religieux	Éliminer une organisation rivale
Fin 1993 ou début 1994	Yamanashi (Préfecture)	Sarin	1 blessé	Avocat (anti-Aum)	Éliminer un ennemi
27 juin 1994	Matsumoto	Sarin	7 morts, 144 blessés	Juges	Enrayer l'appareil judiciaire
2 décembre 1994	Tokyo	VX	1 blessé	Personne âgée	Éliminer un ennemi
12 décembre 1994	Osaka	VX	1 mort	Employé de bureaux	Éliminer un ennemi
Janvier 1995	Tokyo	VX	1 blessé	Activiste (anti-Aum)	Éliminer un ennemi
Mars 1995	Tokyo (métro)	Toxine botulique	Aucune rapportée	Police/population civile	Court-circuiter une enquête policière / causer des ravages
20 mars 1995	Tokyo (métro)	Sarin	12 morts, plus d'un millier de blessés	Police/population civile	Court-circuiter une enquête policière / causer des ravages
5 mai 1995	Tokyo (métro)	Cyanure d'hydrogène	4 blessés	Population civile	Causer des ravages
4 juillet 1995	Tokyo (métro)	Cyanure d'hydrogène	Aucune rapportée	Population civile	Causer des ravages

Source : Jonathan B. Tucker, dir. «Toxic Terror : Assessing Terrorist Use of Chemical and Biological Weapons». Cambridge, MIT Press, 2000. p.221.

Mis à part la variété des motifs d'utilisation d'armes biologiques ou chimiques, deux autres aspects du tableau IX retiennent notre attention. D'abord, le faible taux de succès des attaques. En observant le nombre d'attentats perpétrés par la secte, le nombre de victimes et les cibles envisagées, on réalise que la secte n'a presque jamais réussi à atteindre ses objectifs, autant au niveau de la destruction massive que du simple meurtre. En fait, seules les attaques sur les juges à Matsumoto et sur un employé de bureau semblent atteindre les résultats escomptés. Ce dernier est mort comme prévu et l'attaque sur les trois juges, incommodés par le sarin, réussit elle à provoquer un retard significatif dans une cause portant contre la secte (Kaplan [dans Tucker] 2000, 218). Étant donné le degré d'organisation et les moyens déployés par la secte, le faible ratio entre le nombre d'attaques et les objectifs atteints est ici surprenant. Ceci nous laisse croire que l'emploi d'armes biologiques ou chimiques lors d'un attentat pose des difficultés techniques et opérationnelles sérieuses. Deuxième observation d'importance à propos des attaques orchestrées par Aum : la diversité des agents utilisés. Comme le démontre la troisième colonne du tableau IX, les scientifiques de Shoko Asahara ne se sont pas limités à la mise au point d'un seul agent. Plusieurs tentatives ont été faites allant de l'armement biologique à l'armement chimique. Fait à noter, toutes les tentatives d'utilisation d'agents biologiques ont été des échecs complets. Seuls les agents chimiques, en particulier le sarin, ont produit des résultats.

2. Autres cas de tentative de destruction massive

Dans l'histoire du terrorisme, il n'y a que très peu de cas de planification d'utilisation ou de tentative réelle d'utilisation d'ADM à part l'exemple d'Aum. En fait, ces rares cas se limitent aux trois groupes suivants⁶ : DIN (*Dahm Y'Israel Nokeam*)⁷ en 1946, R.I.S.E. en 1972 et CSA (*The Covenant, the Sword, and the Arm of the Lord*) en 1985. Ce qui nous amène à considérer les actions de ces trois groupes comme faisant partie de la catégorie «tentative de destruction massive» n'est pas tant les résultats de leurs plans —qui dans chaque cas n'ont pas abouti— que leurs motivations respectives.

2.1- Le cas de DIN (1946)

Au mois d'avril 1946, un petit groupe de Juifs survivants de l'Holocauste, empoisonne avec de l'arsenic les rations de pain de milliers de SS nazis emprisonnés à Stalag 13, un camp américain de prisonniers de guerre près de Nuremberg. D'après une agence de presse allemande, 2282 prisonniers sont malades et 207 hospitalisés, sans préciser toutefois le nombre de décès éventuels (Sprinzak & Zertal [dans Tucker] 2000, 17). Cette faction composée de sept hommes et deux femmes fait partie d'un groupe d'approximativement soixante anciens partisans anti-nazis ayant connu les ghettos juifs en Europe de l'Est, lors de l'avancée allemande. Ce groupe d'anciens partisans prend le nom de DIN (*Dahm Y'Israel Nokeam*).

Guidé par un brûlant désir de venger les souffrances endurées par leurs proches et l'ensemble du peuple juif aux mains des Allemands, les membres de DIN, malgré la défaite du régime Nazi, désirent poursuivre l'offensive contre l'ensemble du peuple allemand. Pour eux, c'est un principe d'égalité et de justice :

«The main principles according to which the acts of revenge were to be carried out defined the entire German people —men and women, soldiers and civilians, even children— as legitimate targets. The group rationalized that Germans had not discriminated among the Jews but had murdered everybody. Consequently, the revenge action had to be equally “indiscriminate” for history to record that justice had been carried out against the German people» (Sprinzak & Zertal [dans Tucker] 2000, 26).

Dirigé par Abba Kovner, chef brillant et charismatique, les membres de DIN prévoient, pour l'accomplissement de leur vengeance, l'utilisation de poison. C'est la seule arme qui selon eux, permet l'exécution d'un projet aussi ambitieux. Ainsi naît le Plan A de Kovner et ses hommes. Il consiste à infiltrer, rapidement après la capitulation des Nazis, les installations de distribution d'eau de quatre grandes villes allemandes (Munich, Hambourg, Frankfort et Nuremberg) et de contaminer leur réservoir d'eau et ce, avant l'arrivée des troupes d'occupation alliées qui elles ne sont pas ciblées.⁸ À cet effet, Kovner se procure 50 kilos d'arsenic (Sprinzak & Zertal [dans Tucker] 2000, 27-31). Malgré une véritable volonté d'agir, le Plan A doit être abandonné lorsque Kovner est arrêté par les autorités britanniques mais, pas avant de s'être débarrassé en catastrophe du poison.⁹ DIN va alors

passer au Plan B, de moindre envergure, et s'attaquer aux prisonniers SS du Stalag 13 avec le résultat que l'on connaît.

Pour conclure sur le cas de DIN, nous constatons que le groupe démontre une volonté assez explicite d'exécuter une entreprise de destruction massive. On peut affirmer que ce sont seulement des considérations techniques et organisationnelles qui ont empêché la réalisation du Plan A. Dans une certaine mesure, la mentalité des membres de DIN ressemble un peu à celle de groupes millénaristes ou autres cultes aux idées apocalyptiques : ils croient que le monde est tellement mauvais qu'il mérite qu'on lui inflige une catastrophe rédemptrice aux proportions démesurées (Sprinzak & Zertal [dans Tucker] 2000, 40). Là s'arrêtent toutefois les comparaisons car, à l'encontre d'un culte recherchant une renaissance vers un ordre nouveau, les membres de DIN, en tant que représentants d'un groupe extrêmement brutalisé, recherche exclusivement vengeance de même qu'un certain sens de justice. Ils sont donc bien ancrés dans la réalité, sans aucune influence de croyances mystiques. Telle est la grande particularité de ce groupe : le processus de rationalisation leur permettant de justifier l'exécution d'un attentat de masse est basé sur un événement très particulier —ici un génocide massif— qui nécessite, aux yeux des victimes, une vengeance de même amplitude (Sprinzak & Zertal [dans Tucker] 2000, 40).

2.2- Le cas de R.I.S.E. (1972)

Le 17 janvier 1972, la police de Chicago arrête deux collégiens, Allen Charles Schwandner (19 ans) et Stephen J. Pera (18 ans), lesquels sont accusés de planifier un attentat sur la ville à l'aide d'agents biologiques. Ces deux jeunes sont les deux seuls membres actifs de R.I.S.E.¹⁰, un petit groupe composé d'une dizaine d'autres étudiants, tous recrutés par Schwandner. D'ailleurs, si les autorités sont alertées des plans de ce dernier et de son comparse Pera, c'est grâce à la défection de quatre membres du groupe, préoccupés par les intentions singulières de leurs chefs (Carus [dans Tucker] 2000, 67).

La fondation de R.I.S.E. remonte à la mi-novembre de 1971, Schwandner élabore un court manifeste dans lequel il précise sa perception du monde : «*The manifesto started with an assertion that mankind was destroying itself and the planet, and that the only way to preserve the environment was for the human race to be wiped out except for a select group of people who would live in harmony with nature*» (Carus [dans Tucker] 2000, 58). Le but ultime du fondateur de R.I.S.E. consiste au repeuplement de la planète à partir de son groupe, composé de seize membres et structuré en huit paires homme/femme. En ce sens, on peut affirmer que la motivation de Schwandner est socio-écologique. La première recrue du fondateur de R.I.S.E. est Pera. C'est ce dernier qui jouera un rôle important dans les plans du premier car il est le seul à posséder une expertise scientifique. Pera, un individu apparemment doué, s'intéresse à la microbiologie et réussit, malgré une formation principalement autodidacte, à décrocher un poste de stagiaire dans les laboratoires de microbiologie du Presbyterian-St. Luke's Hospital de Chicago (Carus [dans Tucker] 2000, 56-57). Selon toute évidence, c'est probablement la relative expertise en microbiologie de Pera qui amène Schwandner à considérer l'utilisation d'une arme biologique parmi les choix possibles d'ADM. Seule en effet une ADM peut permettre au fondateur de R.I.S.E. d'éradiquer les milliards d'individus de la planète. Il faut dire aussi que l'arme biologique a l'avantage d'être spécifique et donc ici d'épargner l'environnement que Schwandner semble vouloir sauver.

Le plan imaginé par Schwandner pour arriver à ses fins consiste d'une part à produire une grande quantité de divers agents. Il croit que la dissémination simultanée de plusieurs agents empêchera les autorités d'identifier la source de l'épidémie (Carus [dans Tucker] 2000, 59). Pera s'intéresse ainsi à plusieurs sources biologiques : bacille *anthracis* (anthrax), *clostridium botulinum* (botulisme), *corynebacterium diphtheriae* (diphthérie), *neisseria meningitidis* (méningite), *salmonella typhi* (fièvre typhoïde), *shigella sonnei* (dysenterie), *vibrio cholerae* (choléra) et *yersinia pestis* (peste) (Carus [dans Tucker] 2000, 63). Les deux partenaires imaginent d'autre part la dissémination de leurs agents selon trois méthodes : dispersion aérosol, contamination de l'eau et contamination alimentaire. De ces trois, il semble que la dispersion aérosol soit la principale envisagée. Mais, à la lumière des moyens prévus, il est peu probable que le plan ait réussi à ce niveau : «*The*

plan called for using the aerosol device [une construction rudimentaire et artisanale de 14 cm de long] to disperse biological agents in supermarkets and large buildings. Schwandner also discussed the use of aircraft to disseminate biological agents. He claimed that a former girlfriend owned or had access to a jet aircraft, which he imagined could be operated like a crop duster to spread biological agents around the world...» (Carus [dans Tucker] 2000, 64).

En somme, les résultats du plan fomenté par Schwandner et Pera sont assez limités et très loin des objectifs fixés. Lors des perquisitions sur R.I.S.E., les policiers ne découvrent que six petits disques de cultures, trois tubes tests et six tubes de cultures contenant des pathogènes biologiques. Les autorités établissent que Pera possède, ou a possédé, les agents suivants en utilisant les laboratoires de son collègue et du Presbyterian-St. Luke's Hospital de Chicago : *clostridium botulinum*, *corynebacterium diphtheriae*, *neisseria meningitidis*, *salmonella typhi*, *shigella sonnei* (Carus [dans Tucker] 2000, 63 et 68). Outre les quantités limitées de produits, d'autres lacunes importantes apparaissent quant au sérieux de l'entreprise des deux adolescents. D'abord, les agents produits ne sont pas appropriés à la dissémination par voie aérienne et encore moins à la contamination de l'eau. Il apparaît ensuite que Pera n'a aucune idée des doses requises de produits pour provoquer des effets. Il n'a aucune idée non plus de la complexité associée à la dissémination d'agents biologique (Carus [dans Tucker] 2000, 70). Bref, si R.I.S.E. —du moins ces deux membres actifs— présente une motivation à commettre un attentat de masse à l'aide d'une arme biologique, l'organisation démontre clairement toutefois manquer d'expertise scientifique et de moyens techniques pour réaliser son but.

2.3- Le cas de CSA (1985)

Au milieu des années 1980, après le meurtre d'un policier de l'État de l'Arkansas, les autorités fédérales américaines investissent le repaire de The Covenant, the Sword and the Arm of the Lord (CSA), un groupe paramilitaire fortement imprégné de l'idéologie chrétienne fondamentaliste qui caractérise plusieurs mouvements d'extrême droite américain. Ils découvrent, en plus d'une quantité impressionnante d'armes de divers

calibres et d'explosifs, un baril de 30 gallons de cyanure de potassium qui devait apparemment servir à empoisonner les réservoirs d'eau de certaines grandes villes américaines.

Dirigé par James Ellison, pasteur associé au mouvement de l'Identité Chrétienne (*Christian Identity movement*), CSA se rapproche en fait beaucoup d'une secte. L'idéologie prônée repose sur une interprétation particulière des récits de l'Ancien Testament, le tout mélangé à une vision raciste et millénariste : «*Christian Identity is also a millenarian religion. The millenarian idea is that the present age is corrupt and that a new age will dawn after a cleansing Apocalypse. Only a lucky few (usually envisaged to be selected on the basis of adherence to a particular doctrine or ritual) will survive the "Endtime" and experience paradise*» (Stern [dans Tucker] 2000, 142-143). C'est dans cet état d'esprit qu'Ellison et une partie des membres de CSA —qui est en fait une communauté d'une centaine d'individus habitant un ranch isolé en Arkansas— envisagent de préparer l'Apocalypse à venir. En collaboration plus ou moins étroite avec d'autres mouvements d'extrême-Droite américains, le plan global élaboré consiste à provoquer une révolution aux États-Unis dans le but de constituer un État aryen. Pour ce faire, les fondamentalistes prévoient atteindre l'état de révolution ou d'Apocalypse à l'aide d'une série d'attentats terroristes contre le gouvernement. Ces attentats comprennent des assassinats, des mesures d'antisémitisme, des actes de sabotage, des attentats à la bombe ainsi que l'empoisonnement des réservoirs d'eau de grandes agglomérations urbaines (Stern [dans Tucker] 2000, 147).

Même après l'arrestation d'Ellison et ses acolytes, on sait peu de chose sur l'entreposage et l'accumulation et les plans d'utilisation du cyanure de potassium. Interviewé à propos des intentions de CSA sur l'utilité du poison, Kerry Noble, membre du culte, répond : «*We wanted to poison water systems, but we had no particular city in mind*». À la question de savoir si les membres de CSA auraient des scrupules moraux à l'idée d'employer une arme qui tuerait sans discrimination des Juifs et des non-blancs autant que des aryens, il ajoute : «*We felt that God would take care of this [and] that those who where meant to die would be poisoned*» (Stern [dans Tucker] 2000, 151). En ce qui a

trait à l'accumulation, le cyanure de potassium étant un produit chimique aux multiples usages industriels, on peut déduire que son acquisition n'a pas représenté un obstacle très sérieux. Son utilisation dans l'optique d'une ADM est par contre beaucoup plus problématique. Il semble qu'Ellison et les autres membres de CSA ont de beaucoup surévalué la létalité du produit et l'efficacité du moyen de dissémination prévu :

«Several studies have shown that contaminating a large reservoir would be both costly and futile because dilution would render the poison ineffective. According to a United Nations study, the amount of potassium cyanide needed to poison an untreated reservoir is about ten tons. In the United States, moreover, water in large reservoirs is routinely treated and tested» (Stern [dans Tucker] 2000, 154).

Pour conclure, nous pouvons retenir que même si CSA n'aurait pu réussir à empoisonner un ou des réservoirs d'eau avec seulement trente gallons de cyanure de potassium, le mouvement démontre quand même une certaine volonté à planifier et commettre un attentat de masse. La rhétorique biblique et millénariste du mouvement de l'Identité Chrétienne lui permet de justifier moralement un tel acte.

3. Conclusion sur les études de cas

Avant de nous pencher sur le seul cas de la secte Aum Shinrikyo et les leçons qu'elle offre par rapport à sa tentative de destruction massive, nous allons la comparer avec les trois cas soulevés ci-dessus et mettre en évidence plusieurs caractéristiques communes. Étant donné par contre que seule la secte japonaise est véritablement passée à l'action et démontré une capacité organisationnelle et technique sérieuse, nous allons circonscrire notre comparaison. Sur le plan des moyens mis en œuvre, il est clair qu'Aum fait bande à part. Dans les faits, les autres organisations étudiées sont demeurées très loin d'un succès opérationnel sur le terrain. En ce sens, seuls des facteurs de motivations à commettre un attentat de masse sont utilisés à titre comparatif. De cette façon, la comparaison entre les groupes impliqués devient possible et nous permet de découvrir quelles caractéristiques un groupe a le plus de chance de présenter dans un cas de tentative de destruction massive. Reportons-nous donc au tableau de la page suivante.

Tableau X : Comparaison des facteurs de motivation

Facteurs de motivation associés au terrorisme avec ADM					
Cas	Chef charismatique	Isolement social	Idéologie apocalyptique	Paranoïa et illusion de grandeur	Agression défensive
<i>DIN</i>	X	X		X	
<i>R.I.S.E</i>		X	X	X	X
<i>CSA</i>	X	X	X	X	X
<i>Aum Shinrikyo</i>	X	X	X	X	X

Source: Jonathan B. Tucker. «Toxic Terror: Assessing Terrorist Use of Chemical and Biological Weapons». Cambridge, MIT Press, 2000. p.263.

- Un chef charismatique

Importante, cette caractéristique permet au dirigeant d'un groupe, grâce à son charisme, de bénéficier d'une autorité incontestée et de jouir de l'obéissance, souvent absolue, des membres de son groupe. Ce statut particulier permet au chef, s'il en a le désir, de convaincre les individus sous son influence d'accomplir des actes de violence extrême qu'ils ne commettraient pas de leur propre chef.

- Un groupe socialement isolé

Une caractéristique probablement essentielle à toute entreprise de destruction massive. Un groupe désirant tuer un très grand nombre de gens doit nécessairement entretenir le moins de liens possibles avec ceux qu'il vise à détruire. Une très grande distance avec le reste de la société permet donc au groupe isolé de ne pas se soucier des normes sociales ou de l'opinion publique. Ce cloisonnement offre la capacité d'acquiescer le désengagement moral requis pour commettre un attentat de masse (Tucker 2000, 260).

- Une idéologie apocalyptique

La croyance en une fin imminente du monde tel qu'on le connaît donne à un groupe d'individus toutes les raisons possibles pour une action drastique. Aum, CSA et R.I.S.E prévoient la destruction du monde et voient cette étape comme le point de départ d'une renaissance. Convaincus de leur supériorité morale, ces groupes ont donc agi sans autre intérêt que pour eux et leur croyance.

- Paranoïa et illusion de grandeur

On trouve ces deux caractéristiques, l'une ou l'autre ou les deux à la fois, dans les quatre cas que nous avons étudié. La paranoïa se manifeste par la croyance en la persécution du groupe par des ennemis extérieurs ou la présence de «*conspiracy theories*» menaçantes pour expliquer certains événements. L'illusion de grandeur quant à elle se reconnaît dans l'importance démesurée que le groupe se confère et du rôle qu'il doit jouer. La paranoïa et les illusions de grandeur qu'un groupe exprime offrent à ses membres, tout comme pour l'idéologie apocalyptique, les bases d'un système «rationnel» grâce auquel il devient possible de justifier des actes de violence extrême.

- Agression défensive

Cette caractéristique reflète le sentiment de persécution du groupe et représente un incitatif à agir : «*terrorist may be more likely to employ extreme violence if they believe that they are locked in a struggle for survival against a demonized enemy that must be destroyed*» (Tucker 2000, p.260). Le résultat, assez ironique, est que l'attaque préventive provoque inévitablement une réelle répression. Le cas Aum et les gestes posés contre le Gouvernement japonais illustrent parfaitement ce point.

Les facteurs de motivation associés à une entreprise de destruction massive illustrés au tableau X démontrent qu'un groupe terroriste désirant produire des attentats de ce type présente des caractéristiques particulières. La plupart des groupes terroristes tels que regroupés dans notre typologie du chapitre I ne possèdent pas ces caractéristiques, du moins pas en majorité. Un agenda politique est normalement incompatible avec l'idée d'une destruction massive. Donc, bien que notre échantillon de cas soit limité, nous pouvons conclure que la motivation à acquérir et utiliser des ADM est un phénomène singulier dans la pratique terroriste de groupe non-étatique. De plus, il semble qu'un groupe attiré par les ADM doit s'apparenter à un culte plutôt qu'à tout autre modèle d'organisation. Seul DIN s'éloigne d'un tel modèle, mais le fait que ce groupe soit lié au génocide juif de la Seconde Guerre mondiale le rend plutôt unique en son genre. Il nous indique néanmoins qu'un groupe ethnique victime de violence extrême, peut à son tour désirer se venger en employant un niveau tout aussi extrême de violence.

Revenons maintenant au cas de la secte Aum Shinrikyo et à l'analyse que nous en avons faite au début de ce chapitre. Comme mentionné précédemment, l'organisation de Shoko Asahara est la seule, malgré son échec, à avoir véritablement été jusqu'au bout du processus afin de perpétrer un attentat de destruction massive. Quelles conclusions générales pouvons-nous en tirer?

D'abord, comme nous l'avons noté précédemment, les objectifs en matière de destruction massive n'ont pas été atteints et ce, malgré des moyens imposants et des scientifiques qualifiés. Ainsi, les efforts de développement nucléaire sont demeurés à un état embryonnaire, ce qui laisse croire à l'inexistence d'un marché noir pour cette technologie. D'un autre côté, Aum n'a pas été capable de produire des souches bactériologiques assez virulentes pour causer des dommages et n'a produit que du sarin de faible qualité. La secte a aussi éprouvé des difficultés majeures concernant la production de masse et la dispersion de ses agents chimiques et biologiques. Seuls des moyens de dispersion rudimentaire et peu efficace ont été utilisés. De plus, le pragmatisme nécessaire à toute entreprise complexe semble ici avoir fait défaut. La nature même de l'organisation a joué contre ses efforts : les scientifiques d'Aum, physiquement et socialement isolés, dirigés par un gourou aussi paranoïaque qu'empreint d'illusions de grandeur, ont perdu le sens de la réalité et n'ont pu effectuer des jugements adéquats dans leur démarche (Gilmore *et al.* 1999, p.57; Falkenrath *et al.* 1998, 23). Le cas d'Aum nous indique finalement qu'il est particulièrement ardu de construire une ADM et de perpétrer un attentat en ce sens. Si la secte de Shoko Asahara n'a pu réussir malgré ses vastes ressources, la thèse voulant que la construction d'une ADM soit quelque chose d'accessible, moyennant une qualification et des ressources limitées, n'est pas valide. En contrepartie, Aum démontre qu'une organisation vaste, riche et possédant du personnel qualifié, peut néanmoins conduire des attaques chimiques d'envergure, similaires en puissance à d'autres employant de puissants explosifs conventionnels.

Deuxième constat, en étudiant la secte Aum Shinrikyo de près, nous réalisons que sa combinaison d'expertise scientifique, de prétentions politiques, de ressources et d'idéologie apocalyptique est plutôt unique (Pilat 1996, 214). James K. Campbell dans

son analyse de la secte fait ressortir ce point. Il s'attarde sur certains attributs qu'on retrouve très rarement dans d'autres groupes, du moins pas tous réunis. Le tableau XI qui suit résume les attributs particuliers de l'organisation du gourou japonais :

Tableau XI : Principales caractéristiques de la secte Aum Shinrikyo

- Le groupe désire avoir un pouvoir suffisant afin de contrebalancer l'État-nation.
- Le groupe fait preuve d'une grande sophistication dans l'utilisation des armes ou dans sa tactique.
- Le dirigeant du groupe est l'exemple d'une personnalité sociopathe, narcissique et charismatique.
- Le groupe comprend des membres disposant de compétence en matière d'armes de destruction massive.
- L'idéologie de la secte défend l'idée de l'utilisation de l'extrême violence.
- Le groupe possède des ressources lui permettant de financer un programme d'armes de destruction massive.
- Le groupe s'engage dans la violence extrême.
- Le groupe a accès à de la technologie et à des matériaux utilisables dans un programme d'armement conventionnel et non-conventionnel.
- Le groupe est une cellule fermée dotée d'une grande cohésion. Ses membres jurent loyauté à la cause.
- Le groupe est indifférent aux réactions externes.
- Le groupe est prêt à prendre de gros risques.

Source: James K. Campbell «Excerpts from research Study 'Weapons of Mass Destruction and Terrorism: Proliferation by Non-State Actors'». *Terrorism and Political Violence*, 1997 vol.9, n°2 (Summer): p.46.

Est-ce que toutes les caractéristiques figurant au tableau XI représentent les conditions essentielles pour qu'un groupe s'engage sur le chemin du terrorisme nucléaire, biologique ou chimique? Certainement elles sont importantes. Dès lors, quels autres groupes pourraient également les réunir? Ceci élimine beaucoup de candidats et nous laisse croire que cette forme de terrorisme représente avant tout la manifestation de cas spécifiques.

Finalement, les plans d'Aum Shinrikyo ont évité d'alerter les autorités jusqu'au tout dernier moment. Malgré l'étendue du culte, malgré ses ressources, malgré ses opérations internationales—incluant des achats d'armes en Russie et des tentatives d'achat

aux États-Unis d'équipements spécialisés—, malgré la propagande du culte à la radio, sur l'Internet, dans diverses publications ou lors de séminaires concernant l'avènement de l'Apocalypse, malgré enfin plusieurs tentatives de dissémination et une attaque au sarin sur un bâtiment (Matsumoto), aucune agence de renseignement locale ou internationale ne se soucie de cet obscur culte avant l'attaque fatidique du métro (Falkenrath *et al.* 1998, 22). Même la police japonaise qui enquête sur le culte avant l'attaque du métro n'a donné aucun signal d'alarme. En effet, le système décentralisé des forces policières japonaises a laissé entre les mains de la police locale de Matsumoto le soin d'enquêter sur l'attentat au gaz. Celle-ci, non qualifiée pour élucider des cas d'utilisation d'armes exotiques, n'a pu conduire une enquête efficace (Falkenrath *et al.* 1998, 22). Est-ce que l'incapacité des agences de renseignement et des forces policières dans ce cas-ci signifie que d'autres tentatives éviteront systématiquement d'être repérées? Même si Asahara a compté sur les informations de quelques-uns de ses membres faisant partie des Forces de l'ordre japonaises, rétrospectivement, on ne peut pas dire que l'organisation du gourou était imperméable à la détection. Il est plus raisonnable de croire que c'est le caractère unique et avant-gardiste des opérations du culte—de même que ses objectifs—, joint aux faiblesses du système d'enquête japonais qui lui a permis de confondre les autorités aussi longtemps. Assimiler le précédent qu'a créé Aum et apporter les ajustements appropriés au niveau du Renseignement et du travail policier, c'est prévenir la possibilité qu'une autre organisation emprunte le même chemin.

Pour conclure ce dernier chapitre de notre travail, il semble, d'après l'analyse du cas Aum et des précédents cas de tentatives d'utilisation d'ADM, que l'argumentation prônant une menace relative présentée au chapitre II reflète le mieux la réalité de la menace posée par les groupes terroristes et les armes de destruction massive. Comme le soutient cette argumentation, il semble que l'utilisation d'ADM n'implique que très peu de candidats potentiels. La motivation pour employer une telle arme, les difficultés techniques que cette entreprise implique, les ressources et l'organisation nécessaires sont autant de facteurs qui nous permettent de conclure que seuls des groupes présentant des caractéristiques spécifiques oseraient envisager cette avenue. En ce sens, la prolifération du terrorisme religieux au cours de la dernière décennie n'est pas un indicateur d'une

tendance vers l'emploi d'ADM par des groupes terroristes. Les attentats plus meurtriers que nous avons récemment expérimentés ne doivent pas être confondus avec l'intention d'infliger de véritables attentats de masse. Si la violence terroriste provoque dans certains cas plus de dommages collatéraux ou encore, qu'elle est moins discriminatoire que par le passé, ceci n'indique pas que les grandes agglomérations urbaines sont vouées, plus que jamais, à subir des attaques mettant leur existence même en péril.

Ce constat a des implications profondes sur les ressources qu'un gouvernement doit consacrer à la prévention du terrorisme. Bien que la menace d'utilisation d'ADM doit tout de même être considérée, réaliser qu'elle est circonscrite dicte une approche adaptée à la réalité. C'est sur ce dernier point que nous clôturerons ce travail dans les prochaines pages.

¹ L'étude de cas demeure, par rapport à notre problématique, la seule approche scientifique viable car l'analyse quantitative est impraticable (manque de données), les techniques d'entrevues mal adaptées à notre sujet (difficile d'interviewer des terroristes) et l'expérimentation éthiquement impossible (inadmissible de réunir un groupe pour lui faire entreprendre la construction d'une ADM).

² Il faut malgré tout être conscient que l'étude de cas comporte ses forces et ses faiblesses. Par exemple, elle aura l'avantage d'être gratifiante vis-à-vis d'un sujet dont on ne connaît que très peu de choses; l'analyse permettra de réunir plusieurs caractéristiques et de les prêter à l'analyse et à la catégorisation. Par contre, ses propriétés prédictives restent limitées ; on ne peut jamais être sûr qu'un seul événement, ou même une suite d'événements distincts, comportera toutes les caractéristiques de l'événement à venir. Pour plus de détails voir les chapitre 11 et 12 de : Singleton, Royce A. *et al.* «Approaches to Social Research». New-York, Oxford University Press, 1993.

³ La voie choisie par Aum pour la construction d'une bombe apparaît être la méthode de l'enrichissement au laser, destiné à un engin de type implosif. Cette avenue est loin d'être la plus évidente et les efforts d'Aum en ce sens semblent, au pire, contradictoires et au mieux incomplets. Selon Gavin Cameron, le choix et les efforts d'élaboration d'une arme nucléaire de la part de la secte dépendent plus de la fascination d'Asahara pour les lasers que de la méthode la plus pratique envisageable (Cameron 1999, 287).

⁴ Les premiers essais de ce système ont presque entraîné la mort d'un membre de la secte (Kaplan [dans Tucker] 2000, 217). L'attaque de Matsumoto a précédé l'attaque du métro de Tokyo de près d'un an. Elle visait trois juges habitant un même édifice.

⁵ Mélangés ensemble, le cyanure de sodium et l'acide sulfurique engendrent un nuage hautement toxique de cyanure d'hydrogène.

⁶ Certains auteurs considèrent l'attentat à la salmonelle du culte *Rajneeshees* (1984) comme une tentative de destruction massive. Pour notre part, si cet attentat demeure un acte de terrorisme et qu'il implique l'utilisation d'un agent biologique, nous ne considérons pas qu'il entre dans cette catégorie car les auteurs ne désiraient pas infliger une destruction massive au sens de notre définition au chapitre II (Carus [dans Tucker] 2000, 123).

⁷ «*Dahm Y'Israel Nokeam*» signifie en hébreu le mot jugement ou encore, l'acronyme pour «venger le sang d'Israël».

⁸ Il est intéressant de noter que les membres de DIN envisagent d'utiliser une méthode similaire aux Zealots juifs qui deux mille ans plutôt harçèlent l'occupant romain en contaminant l'approvisionnement en eau de certaines villes de Palestine. Cette méthode de lutte contre l'ennemi par les Juifs peut également remonter encore plus loin et revêt un aspect religieux et culturel. En effet, selon la Bible, dès l'époque de Moïse, le peuple juif est vengé des Égyptiens par nul autre que Dieu qui contamine les eaux du Nil.

⁹ Précisons néanmoins que même si Kovner n'avait pas eu à se débarrasser de l'arsenic, 50 kilos du produit n'auraient jamais suffi à contaminer massivement et en concentration assez létale les réservoirs d'eau des villes ciblées. Le facteur de dilution aurait été trop grand.

¹⁰ Il n'a jamais été établi quels mots sous-entend l'acronyme *R.I.S.E.*

CONCLUSION

Nous avons, au cours de ce travail, analysé le phénomène terroriste et porté une attention toute particulière au risque inhérent d'utilisation d'armes de destruction massive. Les résultats de notre recherche permettent de conclure que le danger qu'une organisation ayant recours au terrorisme s'engage sur la voie d'un attentat avec ADM est minime. Nous n'avons décelé aucune tendance du phénomène terroriste en ce sens. Ainsi, l'argumentation prônant une menace relative, dont l'interprétation veut que le désir d'emploi à grande échelle d'armes NBC demeure l'apanage de cas spécifiques et isolés, reflète à nos yeux la réalité. En d'autres termes, cela signifie que cette menace, bien qu'impossible à éliminer, demeure peu probable. Elle est relative au sens que les probabilités qu'elle se concrétise sont extrêmement faibles, voire presque nulles. Seuls des attentats chimiques ou biologiques de petite envergure seraient plus facilement envisageables et encore là, les terroristes choisiraient, plus souvent qu'autrement, des armes conventionnelles pour ce faire.

1. Réagir à la menace de terrorisme avec ADM : l'exemple américain

Les résultats de notre recherche contrastent nettement avec la présente politique américaine sur les risques associés au terrorisme. Comme nous l'avons précédemment mentionné, les États-Unis exercent une sorte de monopole dans le domaine des préoccupations liées au phénomène terroriste avec ADM. Aucune autre nation ne s'est sentie à ce point concernée au cours des cinq dernières années et n'a consenti autant d'efforts pour tenter de faire face au problème. Les intentions de nos voisins du sud à ce sujet sont claires : *«President Clinton has made defending the United States against chemical and biological weapons a top national priority. The possibility that outlaw nations and terrorist groups will seek to use these weapons represents one of the greatest threats to American security in the 21st century»* (Office of the Press Secretary 1999, p.1). Cette citation reflète parfaitement l'esprit des Directives présidentielles 39 et 62 qui

proposent d'entreprendre des efforts multiples et significatifs afin de lutter contre le terrorisme NBC.¹ Dès lors, une question se pose : Pourquoi les États-Unis voient-ils la menace terroriste d'utilisation d'ADM comme un danger «clair et immédiat», nécessitant des mesures prioritaires à l'échelle de tout le pays? Pour y répondre, il faut comprendre que c'est la vision de l'argumentation prônant une menace imminente, décrite au chapitre II, qui prévaut au sein du Gouvernement américain :

«Most of the executive and legislative branch activities to counter terrorism seems based on the vulnerability of American society and forces abroad, not on an assessment of the threat. Given the openness of American society, the country is potentially infinitely vulnerable to terrorist use of WMD. [...] Understandably, executive and legislative branch activities seem designed to meet the threat forcefully enough to address genuine needs and send signal to the American people and the World that the US government is taking action to thwart the WMD terrorism problem should it present itself. (Parachini 1999, 3).

Un autre signe que l'idée de la «menace imminente» prévaut à Washington : les nombreuses références, dans les discours officiels, aux attentats du World Trade Center, d'Oklahoma City et de Tokyo. Comme nous l'avons déjà noté, plusieurs voient dans ces attentats une tendance vers l'emploi d'ADM. On les utilise ainsi comme des symboles indiquant l'urgence d'agir.

L'approche de la «menace imminente» propose une interprétation du risque en fonction de la vulnérabilité des cibles potentielles. Cette approche amène bon nombre d'hommes d'État américains à considérer le pire des scénarios. C'est à dire qu'ils n'analysent pas la menace à partir du danger potentiel qu'elle représente, mais plutôt à partir des conséquences qu'elle aurait si elle se matérialisait. Ceci implique de se préparer au pire ou, en d'autres termes, à une véritable attaque massive sur n'importe lequel site d'intérêt pour un tel type d'attentat. Cette approche a de profondes répercussions sur l'appareil gouvernemental américain car elle dicte l'étendue des mesures de contre-terrorisme et le niveau de ressources nécessaires pour leur mise en place. Voyons donc brièvement le résultat : deux répercussions sautent aux yeux.

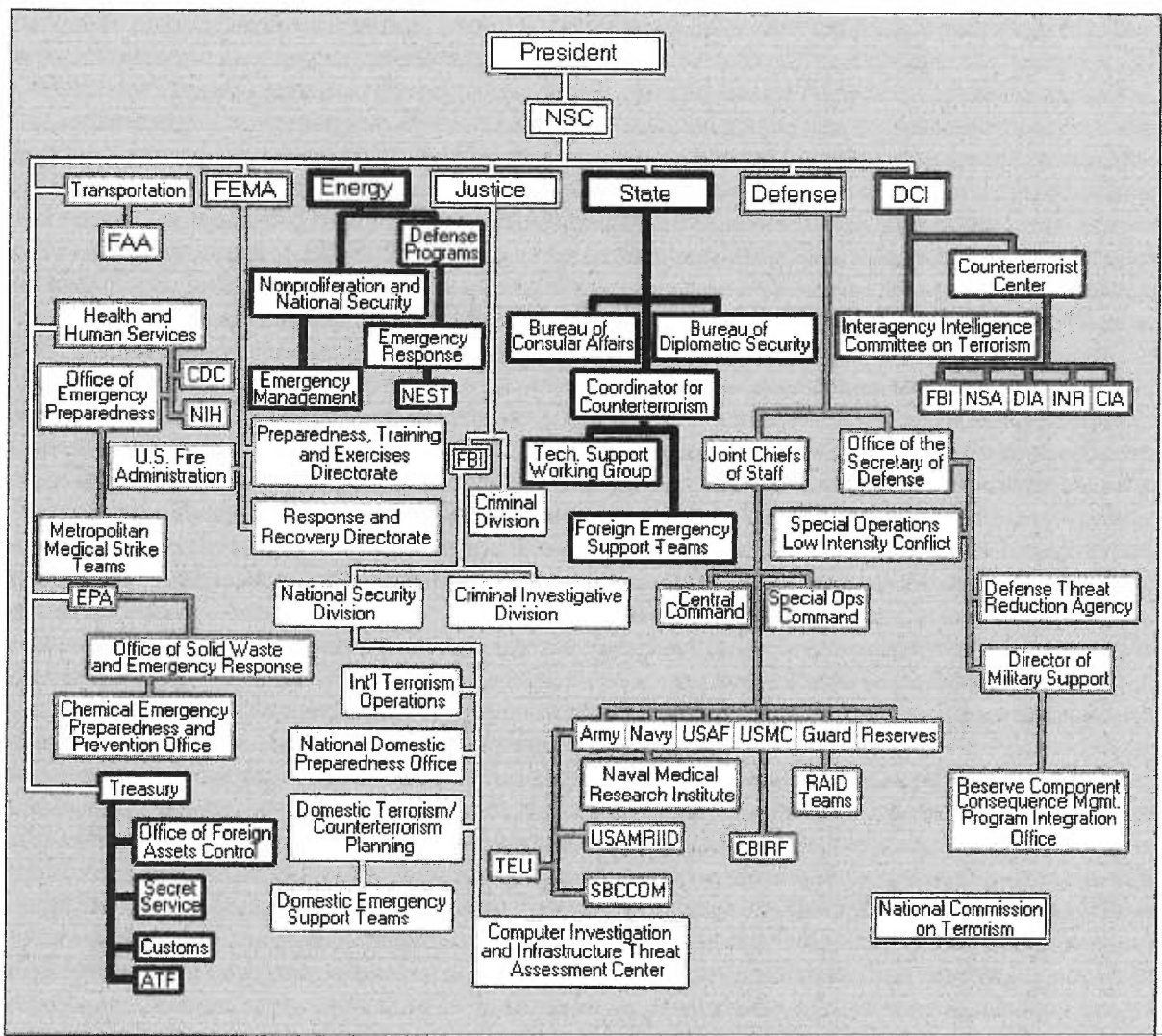
La première répercussion de l'approche basée sur la vulnérabilité se résume à une augmentation rapide des ressources allouées afin de faire face à la menace. Pour lutter

contre le terrorisme en général, le Gouvernement fédéral américain dépense 6 516.1 millions de \$ en 1998 et prévoit en dépenser 9 311.3 millions en 2001, ce qui équivaut à une augmentation globale de 43% de son budget en trois ans. Pour la seule menace du terrorisme avec ADM maintenant, les chiffres augmentent plus rapidement encore. De la part des budgets alloués ci-dessus, le Gouvernement fédéral américain dépense, en 1998, 645.3 millions de \$ pour contrer cette menace. Il compte en dépenser 1 555 millions en 2001, ce qui équivaut à une augmentation de 141% du budget alloué, en trois ans, à la lutte contre le terrorisme avec ADM (CNS 2000, tableau sur les dépenses fédérales).² La cause de cette inflation galopante réside surtout dans la création de divers programmes de préparation civile. Ces programmes, destinés à former, équiper et encadrer les autorités métropolitaines et les premiers répondants (pompiers, police, services médicaux, etc.), partent la plupart de zéro et nécessitent des investissements massifs. Par exemple, le HHS (*Dept. of Health and Human Services*) prévoit dépenser 265.4 millions de \$ en 2001 pour ce type de programme alors que cette même dépense était de 15.9 millions en 1998. Même situation pour la FEMA (*Federal Emergency Management Agency*) qui prévoit dépenser 34.5 millions de \$ en 2001 alors qu'elle en dépense 5.9 millions, trois ans plus tôt. Précisons aussi que ces deux branches du Gouvernement ne sont pas les seules à mettre en oeuvre des programmes de préparation civile. Les départements de la Justice, de l'Énergie et de la Défense ont également les leurs. Au total, les dépenses de préparation civile passent de 42.6 millions de \$ en 1997 —attribuées essentiellement au Département de la Défense sous l'impulsion de la loi Nunn-Lugar-Domenici— à près de 1.3 milliard de \$ en 2000, réparties dans plusieurs programmes (GAO 1999, 9).

L'augmentation prodigieuse des dépenses budgétaires s'accompagne donc d'une prolifération de programmes. Ceci représente la deuxième répercussion de l'approche américaine basée sur la vulnérabilité. La prolifération de programmes et d'agences impliquées dans la lutte au terrorisme a pour résultat de créer des effets pervers de duplication des tâches et de confusion dans leur application (GAO 1999, p.8). La «manne» terroriste a provoqué une véritable bousculade des composantes de l'appareil gouvernemental américain aux portes des rôles de défense et de sécurité. Pour avoir une idée de la complexité structurelle des départements, agences et bureaux impliqués dans la

lutte au terrorisme, il suffit d'observer l'organigramme de la *National Commission on Terrorism*³ au tableau XIII ci-dessous. Cette commission exprime l'effort américain de lutte au terrorisme. En plus d'impliquer un nombre impressionnant d'acteurs, il faut également souligner que chaque branche de cette commission, directement sous l'autorité présidentielle et de son *National Security Council*, possède une part de responsabilité en matière d'ADM, ce qui veut dire des budgets alloués.

Tableau XII : Structure fédérale américaine de lutte au terrorisme



Source: Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies. *Organizational Chart for Terrorism Response*. Monterey CA, site web: Chemical & Biological Weapons Resource Page, 2000.

Donc, outre un nombre excessif d'intervenants en matière de lutte au terrorisme avec ADM, on assiste à une duplication des programmes mis en oeuvre. C'est principalement au niveau de la préparation civile que cela se manifeste. Selon le GOA (*United States General Accounting Office*), le *Department of Defense*, le *Department of Justice*, le *Department of Energy*, le *Department of Health and Human Services*, le *Department of Veterans Affairs*, le *FEMA* et la *Environmental Protection Agency* offrent tous des programmes visant à encadrer, former et équiper les autorités locales et les premiers répondants en cas d'attaque (GAO 1999, 8). Cette situation provoque confusion et frustration au niveau des autorités locales, en plus de susciter de sérieux doutes sur les objectifs et la préparation du Gouvernement fédéral à l'égard de ses initiatives de préparation civile (GAO 1999, 8). Outre les problèmes liés aux programmes de préparation civile, la *National Commission on Terrorism* est également aux prises avec la croissance et la duplication de ses éléments de réponse. Ces éléments consistent en des laboratoires d'analyse et des équipes de choc destinées à intervenir sur le terrain. Ainsi, les dépenses, l'élaboration d'équipes de choc et l'acquisition de matériel se font d'une manière décentralisée et non-coordonnée :

«Individual agencies' initiatives include adding teams or capabilities that can identify and analyze various chemical and biological materials or agents; contain or handle the weapon, device, or area of an incident; and provide medical support or response for dealing with potential casualties of an incident. We have pointed out that the growth in these capabilities and assets has not been based on soundly established requirements or a comprehensive inventory of existing federal, state, and local assets that could be leveraged.» (GAO 1999, 9)

Bref, ce qu'il faut retenir de l'alourdissement des dépenses budgétaires et des programmes de lutte au terrorisme avec ADM, illustré ci-dessus, c'est que malgré l'observation d'un accroissement rapide, personne n'est en mesure de dire jusqu'où il faudra aller. Au mieux, on réalise que le tout manque de coordination et qu'il reste par ailleurs beaucoup d'éléments de la société à protéger. En fait, il faut surtout comprendre qu'étant donné l'étendue des libertés démocratiques américaines, le degré de vulnérabilité au terrorisme est presque infini... On peut ainsi déduire qu'un degré de vulnérabilité infini équivaut à des dépenses infinies. C'est en réaction à ce piège que le GAO souligne que le problème de l'approche du Gouvernement fédéral vis-à-vis du concept de terrorisme avec

ADM est qu'aucune analyse de la menace ou évaluation des risques ne suggère des priorités ou ne dicte des contre-mesures appropriées.

2. Remise en question du «*worst-case scenario*» : vers la recherche d'un nouveau modèle

L'approche américaine basée sur la «menace imminente» provoque donc une véritable flambée budgétaire dans plusieurs secteurs d'activité du Gouvernement fédéral. Pire encore, il est impossible d'évaluer si les programmes existants, en l'absence d'une véritable analyse de la menace du terrorisme NBC, sont en mesure d'offrir une protection adéquate. Chercher à rendre les agglomérations urbaines invulnérables, en elles-mêmes, aux effets potentiellement désastreux des armes NBC ressemble donc à un gouffre sans fond dans lequel des ressources humaines et matérielles ne cessent et ne cesseront de se précipiter.

Les premiers à remettre en question la politique américaine de défense et de sécurité vis-à-vis le terrorisme appartiennent à la branche législative du Gouvernement. Rien de plus normal car ce sont les budgets galopants qui attirent d'abord l'attention. Ainsi, c'est le *Office of Management and Budget* (OMB) et le *United States General Accounting Office* (GAO) qui sonnent l'alarme et avisent la Chambre des Représentants (*House of Representatives*). Bientôt toutefois l'Exécutif n'est pas en reste et le *Advisory Panel to Assess Domestic Response Capabilities for Terrorism Involving Weapons of Mass Destruction* soulève à son tour le problème. Que disent ces organismes? Notons d'abord que leurs remarques, à contre-courant de la politique en vigueur, tendent vers l'approche prônant une menace relative, décrite au chapitre II. Voici des échantillons essentiels :

- «*Because the United States is very much an open society, it always will be vulnerable to terrorism. Nevertheless, it does not necessarily follow that, just because a particular locality or facility is vulnerable to terrorist attack at any point in time, a credible threat exists that can exploit that vulnerability*» (Advisory Panel... 1999, 59).

- *«Many federally funded programs and initiatives have been established to better prepare for dealing with a possible large-scale chemical or biological terrorist incident, but no federal agency has defined what constitutes mass casualties» (GAO 1999, 6).*
- *«...[W]e have noted that rapid program growth, particularly in domestic preparedness programs and public health initiatives, has occurred in the absence of soundly established requirements based on assessments of the threat and risk of terrorist attack involving CBRN [chemical, biological, radiological, nuclear]» (GAO 1999, 13).*
- *«The Panel has indicated its concern about a preoccupation with the “worst-case scenario,” and the attendant assumption that any lesser incident can be addressed equally well by planning for the most catastrophic threat –ignoring the fact that higher-probability/lower-consequence attacks might present unique challenges of their own. As noted, this approach may not be the best means of setting budgetary priorities and allocating resources» (Advisory Panel... 1999, 60).*

Ces extraits nous démontrent clairement que la conception de la «menace imminente», présentement en vigueur, est sérieusement remise en question.

Mais, outre leurs critiques, le GAO et l'Advisory Panel proposent des solutions nouvelles face au problème du terrorisme avec ADM. Ces solutions conduisent, selon notre analyse, à une interprétation plus relative de la menace. Ainsi, les contours d'un nouveau modèle se dessinent à travers des recommandations précises. Par exemple, le GAO recommande au NSC à la tête de la Commission sur le terrorisme, ainsi qu'à l'ensemble des agences fédérales subordonnées, des prendre des initiatives pour s'assurer que des priorités gouvernementales dans la lutte au terrorisme soient établies, que les programmes et besoins des agences soient étudiés en relation avec ces priorités et que les ressources allouées le soient en fonction d'une analyse du risque associé à la menace. Du même souffle, le GAO recommande aussi que l'OMB utilise des données sur les fonds budgétés et dépensés par les départements et agences fédérales, ceci pour garantir que les programmes mis en œuvre reposent sur une analyse exhaustive de la menace et des risques associés (GAO 1999, 14). Nous observons que le GAO, dans ses recommandations, met l'accent sur le besoin d'analyser la menace et les risques associés. En fait, il tente

d'aiguiller le Gouvernement américain sur la voie des principes associés à la gestion de risque. Ces principes de gestion se résument ainsi :

«Risk management principles acknowledge that (1) while risk generally cannot be eliminated, it can be reduced by enhancing protection from validated and credible threats and (2) although many threats are possible, some are more likely to be carried out than others. Risk management form a deliberated, analytical approach that result in a prioritized list of risks (i.e., threat-asset-vulnerability combinations) that can be used to select countermeasures to create a certain level of protection or preparedness (GAO 1999, 6).

La gestion de risque que propose le GAO cadre en tout point avec l'approche de la «menace relative» concernant l'utilisation d'ADM à des fins terroristes. L'Advisory Panel propose quant à lui de matérialiser ce que le GAO avance. L'élément central des recommandations de l'Advisory Panel est que *«more attention should be directed to assessments of the higher probability, lower consequence end of the potential terrorist threat spectrum»* (Advisory Panel... 1999, 60). Bien entendu, l'Advisory Panel ne demande pas d'abandonner l'analyse de la menace et des risques associés à la question du terrorisme avec des ADM. Simplement, il reconnaît que la meilleure stratégie dans ce cas-ci serait celle qui concentre la plus grande partie des ressources sur la menace la plus probable, sans pour autant ignorer le problème soulevé par celle de type faible probabilité/conséquences graves (Advisory Panel... 1999, 61).

Pour résumer, en réaction à l'approche de la «menace imminente» prévalant à Washington, il apparaît que plusieurs commencent à douter du bien-fondé d'investir massivement contre la menace de terrorisme avec ADM. Cette analyse critique provient du fait qu'on ne peut savoir dans quelle limite les fonds alloués rapporteront des dividendes (une protection efficace). De plus, l'on se rend compte que se préparer au pire ne permet pas nécessairement de l'être face aux événements plus probables, mais de moindre envergure, comme des attaques à plus petite échelle avec des armes conventionnelles.

Un paradoxe important est soulevé; le Gouvernement américain cite de tristes événements comme ceux d'Oklahoma City ou du World Trade Center pour justifier l'urgence d'agir, sans pour autant offrir en contrepartie une stratégie spécifiquement

destinée à se prémunir contre ce type d'attentat. L'analyse offerte dans les chapitres précédents nous a permis de comprendre que les attentats visant à faire beaucoup de victimes et de dommages —une tendance contemporaine du terrorisme, significativement associée au radicalisme religieux— représente une catégorie à ne pas confondre avec le terrorisme visant à provoquer une véritable destruction massive. En ce sens, et à la lumière des recommandations du GAO et du Advisory Panel, nous croyons que le Gouvernement américain va, dans les années à venir, entamer un virage philosophique et stratégique dans sa préparation vis-à-vis la menace terroriste. Ce virage, selon toute évidence, se fera au détriment de l'approche basée sur la «menace imminente». Ce constat est d'importance pour tous les alliés américains qui sillonnent, souvent avec quelques années de retard, les initiatives de ce pays. L'exemple américain offre la chance à toute nation désireuse d'aborder la question du terrorisme avec ADM d'éviter d'engloutir des ressources dans des programmes inadaptés. Les ressources d'un État ne sont jamais infinies et l'emploi d'une quantité de ressources A dans un secteur X signifie nécessairement qu'un secteur Y, indirectement affecté par la quantité de ressources A du secteur X, aura une quantité de ressources B moins élevée à sa disposition. Cette interrelation générale des ressources étatiques doit être au centre des préoccupations d'un gouvernement dans sa quête incessante de la mise en œuvre du bien-être commun de ses citoyens. L'approche qui découle de l'argumentation prônant une menace relative devrait donc être adoptée afin d'éviter autant que possible de passer à côté des dangers les plus imminents de la menace terroriste et de pénaliser d'autres secteurs à cause de ressources mal employées, destinées à parer une menace surévaluée.

En terminant, revenons sur la menace terroriste d'utilisation d'ADM et portons une attention sur les conclusions du chapitre III. Bien que très peu probable, la perpétration d'un attentat de masse, comme nous l'indiquent les caractéristiques des groupes l'ayant envisagée, doit être comprise dans la perspective de groupes ou d'organisations présentant des attributs hors normes et en très nette marge de la société. Ce constat nous fournit les premières armes intéressantes pour l'élaboration d'une stratégie visant à nous prévenir des risques d'attentats, réussis ou non, utilisant des ADM. Se donner les outils pour repérer les groupes à risque —ils sont assurément peu nombreux— et rendre l'acquisition de

matériaux au potentiel de destruction massive difficilement accessible, c'est favoriser l'utilisation de moyens pro-actifs (à l'inverse de réactifs). Une telle approche, si elle nécessite un niveau élevé de collaboration domestique et internationale, a au moins l'avantage de ne pas attirer les ressources étatiques dans un gouffre sans fond et surtout, propose de prévenir au lieu de guérir...

¹ Les *Presidential Decision Directive 39* (1996) et *62* (1998) sont des énoncés de politique — documents partiellement «déclassifiés» pour le public— qui illustrent la volonté du Gouvernement américains de parer à la menace d'utilisation d'ADM par des groupes terroristes ou des États délinquants. Ils servent de base et de guide à l'élaboration des lois, des politiques et des plans d'actions du Gouvernement, de même qu'à tous les organismes impliqués dans la lutte au terrorisme et relevant de l'autorité de la branche Exécutive.

² Les chiffres sur les dépenses fédérales américaines dans la lutte contre le terrorisme ne sont comptabilisés en détails que depuis 1998, sous l'impulsion de l'OMB (Office of Management and Budget. *Annual Report to Congress on Combating Terrorism*. Pursuant to FY 1998 National Defense Authorization Act (Public Law 105-85) May 18, 2000, p. 47-51, 58-65.)

³ Pour plus de détails sur les divers intervenants de cette commission et la signification de leur acronyme, voir l'appendice II.

Bibliographie

Monographies :

Chaliand, Gérard, dir. *Les Stratégies du Terrorisme*. Paris, Desclée de Brouwer, 1999.

Chaliand, Gérard. *Anthologie mondiale de la stratégie*. Paris, Éd. Robert Lafont, 1990.

Chaliand, Gérard. *Terrorismes et guerillas*. Paris, Flammarion, 1985.

Clutterbuck, Richard L. *Terrorism in an Unstable World*. New-York, Routledge, 1994.

Crenshaw, Martha. *Terrorism in Context*. University Park; PA., Pennsylvania State University Press, 1995.

Crenshaw, Martha & John Pimlott, dir. *Encyclopedia of World Terrorism*. New-York, Sharpe Reference, 1997.

Falkenrath, Richard A.; Newman, Robert D.; Thayer, Bradley A. *America's Achilles Heel*. Cambridge (Mass.), MIT Press, 1998.

Friedlander, Robert A. *Terrorism : Documents of International and Local Control*. Dobbs Ferry, N-Y, Oceana Publications, 1979-1984.

Gaucher, Roland. *Les Terroristes*. Paris, Éditions Albin Michel, 1965.

Hoffman, Bruce. *Inside Terrorism*. New York, Columbia University Press, 1998.

Laqueur, Walter. *Le Terrorisme*. Paris, PUF, 1979.

Laqueur, Walter. *The terrorist Reader: A Historical Anthology*. New-York, NAL Penguin, 1987.

Mickolus, Edward F. *Transnational Terrorism : a Chronology of Events, 1968-1979*. Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1980.

Parry, Albert. *Terrorism: From Robespierre to Arafat*. New-York, Vanguard Press, 1976.

Rapoport, David C. *Inside Terrorist Organisations*. New-York, Columbia University Press, 1988.

Schmid, Alex P., Albert J. Jongman et al. *Political Terrorism: A New Guide to Actors, Authors, Concepts, Data Bases, Theories and Literature*. New Brunswick, Transaction Books, 1988.

Singleton, Royce A. et al. *Approaches to Social Research*. New-York, Oxford University Press, 1993.

Jessica Stern. *The Ultimate Terrorists*. Cambridge, Harvard University Press, 1999.

Thackrah, John Richard. *Encyclopedia of Terrorism and Political Violence*. New-York, Routledge and Kegan Paul, 1987.

Tucker, Jonathan B., dir. *Toxic Terror: Assessing Terrorist Use of Chemical and Biological Weapons*. Cambridge (Mass.), MIT Press, 2000.

Wieviorka, Michel. *Sociétés et terrorisme*. Paris, A. Fayard, 1988.

Périodiques :

Ashton, Carter; Deutch, John; Zelikow, Philip. «Catastrophic Terrorism: Tackling the New Danger». *Foreign Affairs*, vol.77, n°6 (November/December 1998) : 80-94.

Campbell, James K. «Excerpts from Research Study ‘Weapons of Mass Destruction and Terrorism: Proliferation by Non-State Actors’». *Terrorism and Political Violence*, vol.9, n°2 (Summer 1997): 24-50.

Center for Nonproliferation Studies (CNS). «Federal Funding to Combat Terrorism, Including Defense Against Weapons of Mass Destruction FY 1998-2001». *Chemical & Biological Weapons Resource Page; Center for Nonproliferation Studies*, site web, Monterey Institute of International Studies 2000, 19 p.

Deutch, John. «Terrorism: Think Again» *Foreign Policy* (Fall 1997) : 10-22.

Enders, Walters & Todd Sandler. «Transnational Terrorism in the Post-Cold War Era». *International Studies Quarterly*, (1999) 43 : 145-167.

Falkenrath, Richard A. «Confronting Nuclear, Biological and Chemical Terrorism». *Survival*, vol.40, n°3 (Autumn 1998) : 43-65.

Foxell, Joseph W. «The debate on the Potential for Mass-Casualty Terrorism: The Challenge to US Security» *Terrorism and Political Violence*, vol.11, n°1 (Spring 1999): 94-109.

Fukuyama, Francis. «The End of History». *The National Interest*, n°16 (Summer 1989).

Geissler, Erhard. «Joint International action is Necessary to Counter the Threat of Chemical/Biological Terrorism». *Politics and the Life Sciences*, vol.15, n°2 (September 1996) : 205-207.

Gordon, Avishag. «The Spread of Terrorism Publications: A Database Analysis». *Terrorism and Political Violence*, vol.10, n°4 (Winter 1998): 190-193.

Jacobs, Stanley S. «The Nuclear Threat as a Terrorist Option». *Terrorism and Political Violence*, vol.10, n°4 (Winter 1998): 149-163.

Jongman, Albert J. «Trends in International and Domestic Terrorism in Western Europe, 1968-1988». *Terrorism and Political Violence*, vol.4, n°4 (Winter 1992) : 26.

Juergensmeyer, Mark. «Terror Mandated by God». *Terrorism and Political Violence*, vol.9, n°2 (Summer 1997): 16-23.

Kamp, Karl-Heinz. «An Overrated Nightmare». *The Bulletin of the Atomic Scientists*, (July/August 1996) : 30-34.

Laqueur, Walter. «The New Face of Terrorism». *The Washington Quarterly*, vol.21, n°4 (Autumn 1998) : 169-178.

Laqueur, Walter. «Postmodern Terrorism». *Foreign Affairs*, vol. 75, n°5 (September/October 1996) : 24-36.

Levine, Victor T. «The Logomachy of Terrorism : On the Political Uses and Abuses of Definition». *Terrorism and Political Violence*, vol. 7, n° 4 (Winter 1995) : 45-59.

Medd, Roger & Frank Goldstein. «International Terrorism on the Eve of a New Millenium». *Studies in Conflict and Terrorism*, vol.20, n°3 (July-September 1997) : 281.

- Parachini, John. «US Government Spending to Combat Terrorism: Chart and Analysis». Chemical & Biological Weapons Resource Page; Center for Nonproliferation Studies, (CNS) site web, Monterey Institute of International Studies 2000, 7 p.
- Patrick, William C. «Biological Terrorism and Aerosol Dissemination». *Politics and the Life Sciences*, vol.15, n°2 (September 1996) : 208-210.
- Pearson, Graham S. «Chemical/Biological Terrorism: How Serious a Risk?». *Politics and the Life Sciences*, vol.15, n°2 (September 1996) : 210-212.....
- Pluchinsky, Dennis A. «The Terrorism Puzzle: Missing Pieces and No Boxcover». *Terrorism and Political Violence*, vol. 9, N° 1 (Spring 1997) : 7-10.
- Purver, Ron. «Chemical and Biological Terrorism: New Threat to Public Safety?», *Conflict Studies*, n° 295 (Dec. 1996/Jan. 1997), London Research Institute for the Study of Conflict and Terrorism.
- Schwartz, Daniel M. «Environmental Terrorism: Analyzing the Concept». *Journal of Peace Research*, vol. 35, n° 4, 1998 : 483-496.
- Sopko, John F. «The Changing Proliferation Threat». *Foreign Policy*, n°105 (Winter 1996-1997) : 3-20.
- Sprinzak, Ehud. «The Great Superterrorism Scare». *Foreign Policy*, (Fall 1998) : 111-123.
- Sproat, Peter Alan. «Can the State Commit Acts of Terrorism? : An Opinion and Some Qualitative Replies to a Questionnaire». *Terrorism and Political Violence*, vol. 9, N° 4 (Winter 1997) : 117-150.
- Tucker, Jonathan B. «Chemical/Biological Terrorism: Coping with a New Threat». *Politics and the Life Sciences*, vol.15, n°2 (September 1996) : 167-183.
- Tucker, Jonathan B. et Sands, Amy. «An Unlikely Threat» *The Bulletin of the Atomic Scientists*, (July-August 1999) : 46-52.
- Vegar, Jose. «Terrorism's New Breed». *The Bulletin of the Atomic Scientists*, (March/April 1998) : 50-55.
- Zilinskas, Raymond A. «Aum Shinrikyo's Chemical/Biological Terrorism as a Paradigm?». *Politics and the Life Sciences*, vol.15, n°2 (September 1996) : 237-239.

Publications officielles :

Department of State, Office of the Coordinator for Counterterrorism. *Patterns of Global Terrorism*. Washington, Department of State Publication, 1993-1999.

Gilmore, James S. *et al.*, Advisory Panel to Assess Domestic Response Capabilities for Terrorism Involving Weapons of Mass Destruction. *First Annual Report to the President and the Congress*. Washington, 1999. source internet: www.rand.org/organization/nsrd/terrpanel/terror.pdf

ONU / Assemblée générale - documents officiels, suppl. n° 30, 27e session, Résolution (XXVII), p.128.

United States General Accounting Office (GAO), National Security and International Affairs Division. Testimony Before the Subcommittee on National Security, Veterans Affairs, and International Relations, Committee on Government Reform, House of Representatives. *Combating Terrorism: Observations on Federal Spending to Combat Terrorism*. GAO/T-NSIAD/GGD-99-107.

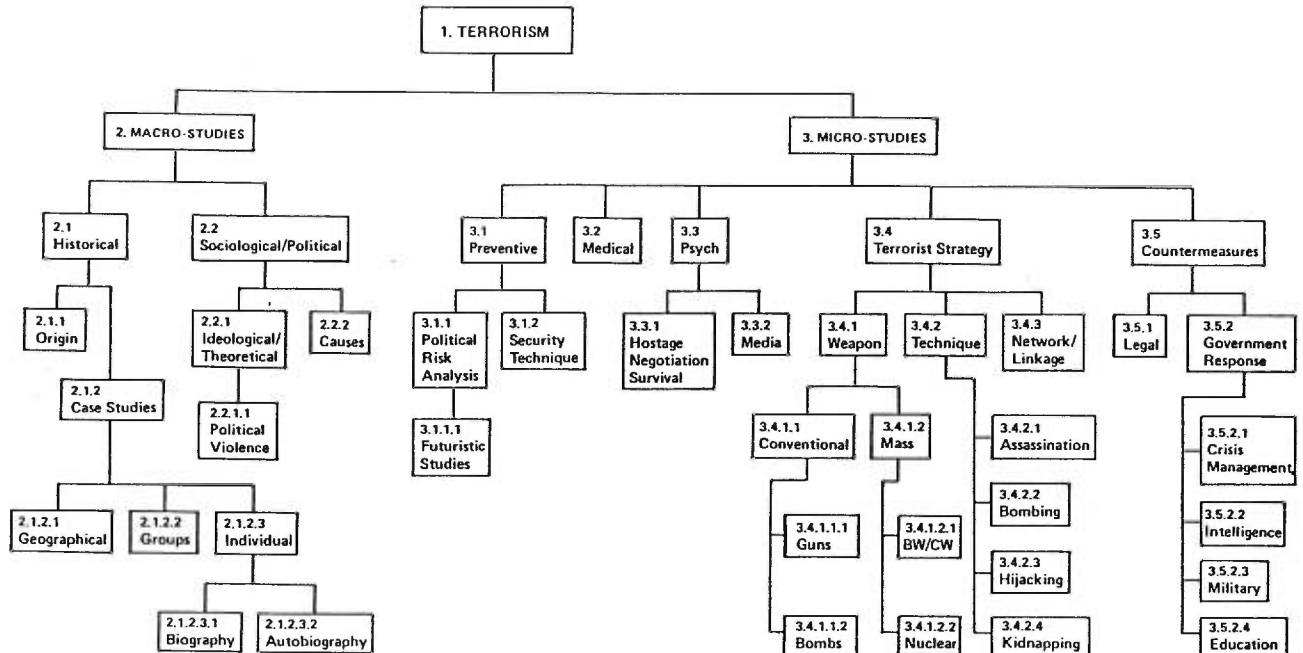
United States General Accounting Office (GAO), National Security and International Affairs Division. Testimony Before the Subcommittee on National Security, Veterans Affairs, and International Relations, Committee on Government Reform, House of Representatives. *Combating Terrorism: Observations on Growth in Federal Programs*. GAO/T-NSIAD-99-181.

United States General Accounting Office (GAO), National Security and International Affairs Division. Report to Congressional Requesters. *Combating Terrorism: Need for Comprehensive Threat and Risk Assessments of Chemical and Biological Attacks*. GAO/NSIAD-99-163.

* * *

Appendice I

Typologie de la recherche sur le terrorisme



Source : Alex P. Schmid & Albert J. Jongman *et al.* *Political Terrorism: A New Guide to Actors, Authors, Concepts, Data Bases, Theories and Literature.* New Brunswick, Transaction Books, 1988. p.178.

Appendice II

Structure fédérale américaine de lutte au terrorisme

Source: Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute of International Studies. *Federal Structure for Terrorism Response*. Monterey CA, site web: Chemical & Biological Weapons Resource Page, 2000.

THE PRESIDENT

- Presidential Decision Directives 39 and 62 direct the federal government to strengthen its abilities to combat weapons of mass destruction terrorism.

NATIONAL SECURITY COUNCIL (NSC)

- The overall interagency coordinator for U.S. policy on "combating terrorism for federal efforts to respond to terrorist incidents abroad or domestic incidents with foreign involvement."
- Established the Office of Transnational Threats in July 1998. This office is headed by the National Coordinator for Infrastructure Protection and Counterterrorism which integrates the Government's policies and programs on unconventional threats to the United States and Americans abroad.

DEPARTMENT OF STATE

- In conjunction with the Attorney General and the Secretary of the Treasury may identify foreign terrorist organizations.
- Lead agency for managing and coordinating counterterrorism policy and operations abroad.
- Supports law enforcement efforts of FBI and Department of Justice officials in pursuit of terrorists abroad, including extradition and rendition of terrorist suspects.
- Maintains INR/TNC, the Office of Terrorism, Narcotics, and International Crime of the Bureau of Intelligence and Research, which collects all-source intelligence on terrorism for the Office of the Coordinator for Counterterrorism.
- Administers the International Terrorism Information Rewards Program which rewards individuals for providing information leading to the apprehension of terrorists.
- The Coordinator for Counterterrorism serves as the chair of the Interagency Working Group on Terrorism.

Coordinator for Counterterrorism (S/CT)

- Focus of counterterrorism efforts at the Department of State.
- Lead interagency teams (FBI, DOJ, CIA, DOD, FAA, etc.) in consultations and cooperation with foreign countries.
- Works with intelligence community to identify state sponsors of terrorism.
- Lead FEST teams (see below).
- Oversees the Technical Support Working Group (TSWG) (see below).

Foreign Emergency Support Teams (FEST)

- An emergency response team led by an officer from the Office for Counterterrorism and staffed by representatives of DOD, CIA, FBI, and other agencies.
- A team may be dispatched within hours via a specially dedicated airplane (supplied by DOD) and is intended to be a small and flexible team of experts to assist an Ambassador and host government in resolving a terrorist crisis.

Technical Support Working Group

- An interagency team funded mostly by DOD.
- Conducts counterterrorism technology R&D and prototyping, focusing on explosives detection and technologies that will detect and protect against WMD terrorism.
- Coordinates and manages the National Counterterrorism Research and Development Program. The TSWG is made up of representatives from 8 federal departments and over 50 agencies. It also has cooperative programs with Canada, the United Kingdom, and Israel to develop counterterrorism technologies.

Bureau of Consular Affairs

- Works with the S/CT, INR/TNC, DS, the intelligence community, and consulates abroad to maintain systems to deny suspected terrorists entry to the United States.
- Issues warnings and travel advisories pertaining to terrorist threats.

Bureau of Diplomatic Security (DS)

- Protects U.S. personnel and facilities abroad from terrorists.
- Investigates passport and visa fraud which may accompany terrorist acts.
- Operates the Overseas Security Advisory Council which maintains a security and terrorism related electronic bulletin board for non-official U.S. citizens overseas.

DEPARTMENT OF DEFENSE

- Provides transportation for support teams to the site of terrorist activity.
- Provides training for first responders at the State and local levels. To date, nearly 10,000 first responders in 30 cities have received training.

Joint Chiefs of Staff

Special Operations Command

- Special Mission Units are manned, equipped, and trained to deal with transnational threats, including WMD. Includes members from Army Delta Force, Navy SEAL Team 6, Air Force Special Tactics Squadron 1. Also can include the Army's 75th Ranger Regiment and the 160th Special Operations Regiment. The Special Mission Units are under the command of the Joint Special Operations Command (JSOC) at Fort Bragg, North Carolina.

Central Command

- Central Command's area of responsibility extends to the Middle East and much of Africa.
- Within this area, this command must assure the security of Americans and their property abroad from acts of terrorism.
- Central Command acts as the military's forward deployed eyes, ears, and arms to counter acts of terrorism within its area of responsibility.

Army

United States Army Medical Research Institute of Infectious Diseases (USAMRIID)

Conducts research to develop technologies, procedures, and training programs for medical defense against biological warfare threats and naturally occurring infectious diseases.

Technical Escort Unit (TEU)

- Army unit that handles, dismantles, and disposes of chemical and biological weapons and munitions. Based at Aberdeen Proving Ground, Maryland.

Soldier and Biological Chemical Command (SBCCOM)

- Formerly Chemical and Biological Defense Command.

Navy

Navy Medical Research Institute

- Conducts research, development, tests, and evaluations for the Navy and Marine Corps, on infectious diseases, casualty care, and provides biomedical research capabilities to support field laboratories and hospitals.

Air Force

- the provision of crisis response aviation support for critical national security, law enforcement and emergency response agencies

Marines

Chemical/Biological Incident Response Force (CBIRF)

- Building the capacity to identify chemical and biological agents, "assess downwind hazards, conduct advanced lifesaving support, and decontaminate patients."
- Provide communications and enhance transportation capability.

National Guard

- the Reserve Component Consequence Management Program Integration Office has been established under the command of the Director of Military Support in order to integrate Reserve and Guard components into the national domestic preparedness strategy. This office will coordinate training, equipping, and exercising of Reservists and Guard components.

Rapid Assessment and Initial Detection (RAID) Teams

- 22 member teams in 10 States.
- RAID teams act in support of first responders at the request of the State or federal government.
- On alert to respond to a suspected or actual WMD attack, assess the situation, provide advice to the local incident commander, and facilitate the arrival of requested DOD equipment, services, and people in the after-effects of an event.

Military Reserves

- Reservists, like the Guard, will be utilized to train first responders in their community and be mobilized in the event of an attack. The DOD plans to establish 170 reconnaissance and decontamination teams, drawn mostly from existing chemical companies, to train and be equipped to support the rapid response teams.
- the Reserve Component Consequence Management Program Integration Office has been established under the command of the Director of Military Support in order to integrate Reserve and Guard components into the national domestic preparedness strategy. This office will coordinate training, equipping, and exercising of Reservists and Guard components.

Office of the Secretary of Defense

- According to the Nunn-Lugar-Domenici Act, the Secretary of Defense leads the Emergency Response Assistance Program to train first responders.
- To carry out the program, the Secretary of Defense must consult with the Director of FEMA, the Secretary of Energy, and the heads of any other federal, State and local agencies with expertise and responsibilities in the area of emergency response.

Special Operations/Low-Intensity Conflict (SO/LIC)

- Has overall policy and resource oversight for domestic preparedness.
- Maintains the Counterterror Technical Support Program (CTTS) which is a fast-track R&D program for multi-agency and international aspects of terrorism.

Defense Threat Reduction Agency

- Manages and coordinates the extensive technical expertise on chemical and biological defense within the Defense Department. Also involved in counterproliferation, Cooperative Threat Reduction activities, and special weapons technology.

Director of Military Support (DOMS)

- Located under the Secretary of the Army, within the office of the Assistant Secretary for Installations, Logistics, and Environment, this office serves as the central point for the coordination of military support to civilian authorities.

Reserve Component Consequence Management Program Integration Office

- The Reserve Component Consequence Management Program Integration Office has been established under the command of the Director of Military Support in order to integrate Reserve and Guard components into the national domestic preparedness strategy. This office will coordinate identification, training, equipping, and exercise of Reservists and Guard components.

DIRECTORATE OF CENTRAL INTELLIGENCE (DCI)

- The DCI's mission is to gather timely intelligence on terrorist groups abroad in order to prevent and prepare for terrorist attacks.

Interagency Intelligence Committee on Terrorism

- More than 40 federal agencies, bureaus, and offices are members of this committee.
- The Committee shares information between agencies on activities of terrorist groups and countries sponsoring terrorism in order to assess terrorist threats.
- Another element of this project is the detailing of staff between organizations, including representatives of many intelligence agencies to the Counterterrorist Center.

Counterterrorist Center

- This center is a hub for interagency intelligence sharing to further efforts to combat terrorism. The center has representatives from all major facets of the intelligence community, as listed below.
- According to a speech by President Clinton in 1995, "an FBI official serves as the deputy director of the Counterterrorist Center."

Contributing Agencies

- The agencies contributing to the Counterterrorist Center are as follows: Federal Bureau of Investigation, National Security Agency, Defense Intelligence Agency, Bureau of Intelligence and Research of the State Department, and the Central Intelligence Agency.

DEPARTMENT OF JUSTICE

- In conjunction with the Secretary of State and the Secretary of the Treasury may designate foreign terrorist organizations.
 - reestablishing the operational capability of an office or facility damaged or destroyed as a result of domestic or international terrorist incidents

- providing support to counter, investigate or prosecute domestic or international terrorists, including payment of rewards in connection with these activities
- conducting a terrorism threat assessment of Federal agencies and their facilities
- ensuring the continuance of essential Government functions during a time of emergency
- activities related to the protection of the Nation's critical infrastructure

Criminal Division

- Is tasked with all criminal investigations not specifically given to another division.
- Investigates incidents of computer-related crime and cyber-terrorism.

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI)

- Plays a role in training of first responders
 - counterterrorism investigations, foreign counterintelligence, and other activities related to our national security
 - expenses arising out of contractual or reimbursable agreements with state and local law enforcement agencies while engaged in cooperative activities related to violent crime, terrorism, organized crime, and drug investigations

National Security Division

- This division manages the Awareness of National Security Issues and Response (ANSIR) Program, a means of distributing unclassified threat information on terrorism and other national security threats to corporate security workers, law enforcement, and other government agencies.

National Domestic Preparedness Office

- Newly chartered program of the FBI for training and equipping local first responders.
- The program hopes to provide 'one-stop-shopping' for localities seeking federal assistance in domestic preparedness. It will provide planning assistance and exercise support.
- Will establish national training and equipment standards.
- Currently funded by Defense Department allocations under the Nunn-Lugar Act. Future funding is expected to be through a regular appropriations process.

International Terrorism Operations

- According to a speech by President Clinton in 1995, "A CIA official serves as the deputy chief of the International Terrorism Section at the FBI."
- This office works to investigate acts of international terrorism and foreign terrorists within the borders of the United States and abroad.

Domestic Terrorism/Counterterrorism Planning

- This office contains the domestic terrorism operations unit, which monitors militias; the special events management unit; the weapons of mass destruction countermeasures unit; and the domestic terrorism analysis unit.

- Serves as the "program manager for WMD threats and incidents, including the coordination of the threat credibility assessment process."
- Provides a point of contact for assistance to the field and to other agencies. Helps staff the FBI HQ Strategic Information Operations Center (SIOC) during exercises and actual incidents.
- Works in conjunction with DOE's Office of Safeguards and Security to ensure that FBI, DOE, and local elements know their responsibilities and roles during a terrorist incident at a DOE site.

Domestic Emergency Support Teams (DEST)

- Though the composition of this rapid deployment team will vary case-by-case and include members of several agencies, overall policy coordination rests with the Domestic Terrorism/Counterterrorism Planning office under the weapons of mass destruction unit.
- The role of the DEST is to provide expert advice and guidance to the FBI's On-Scene Commander (OSC) for the event, and to coordinate follow-on response assets.

Computer Investigation and Infrastructure Threat Assessment Center

- "A resource for investigations of computer crimes and attempts to disrupt or disable the national information infrastructure.... We are acquiring computers that will provide us access to classified intelligence computer networks and databases so that we can exchange information with our partners and access their data. Efforts are underway to update the database of key asset information."
- Defends against acts of cyber-terrorism including: illegal electronic intrusion into computer networks, terrorist attacks on infrastructure, white-collar criminals, economic espionage agents, organized crime groups, and foreign intelligence agents.

Criminal Investigative Division

- This Division heads the FBI's Legal Attache Program to conduct law enforcement investigations abroad, including those pertaining to terrorist acts.
- Has a broad mandate for conducting investigations into organized crimes.
- "Responsible for contacts with other Executive Branch agencies; Interpol; foreign police and security officers based in Washington, D.C.; and national law enforcement associations."

DEPARTMENT OF ENERGY

- Maintains the Radiological Assistance Program (RAP) which provides 24 hour access to personnel and equipment for radiological emergencies.
- Maintains the Radiation Emergency Assistance Center/Training Site (REAC/TS) which provides around-the-clock direct and consultative assistance in the area of human health effects of radiological hazards. The program also trains Emergency Medical Technicians, physicians, and nurses. This program works closely with DOD's Domestic Preparedness Program.

- Another element of DOE's anti-terror effort is the Atmospheric Release Advisory Capability (ARAC) which does computer-based predictive monitoring for tracking atmospheric dispersions of radiation and hazardous materials.

Office of Nonproliferation and National Security

- Coordinates DOE activities in nonproliferation, nuclear safeguards and security, and emergency management.

Office of Emergency Management

- Single point of contact for all DOE emergency management and threat assessment-related activities.
- Operates the Headquarters Emergency Operations Center (EOC), Communications Center, and Departmental emergency communications network.
- "Ensures a viable technical response is in place for any type of radiological or nuclear accident or incident including radiological releases, U.S. nuclear weapons accidents, or a malevolent event involving an improvised nuclear device or radiological dispersal device."

Office of Defense Programs

- Ensures the safety, reliability, and performance of nuclear weapons without underground nuclear testing.

Office of Emergency Response

- Mission Statement is in revision process.
- Ability to immediately respond to radiological accidents or incidents anywhere in the world. Directs seven emergency response capabilities, including Nuclear Emergency Search Teams.

Nuclear Emergency Search Teams (NEST)

- Consists of engineers, scientists, and other technical specialists from DOE's national laboratories and other contractors. Deployable within 4 hours of notification with specially trained teams and equipment to assist the FBI in handling nuclear or radiological threats.
- NEST assets include intelligence, communications, search, assessment, access, diagnostics, disablement, operations, containment/damage limitations, logistics, and health physics capabilities.

FEDERAL EMERGENCY MANAGEMENT AGENCY

- The Federal Emergency Management Agency (FEMA) acts in support of the FBI in Washington, DC, and on the scene of the crisis until the Attorney General transfers the lead to FEMA.
- Though state and local officials bear primary responsibility for consequence management, FEMA is in charge of the federal aspects of consequence management to a terrorist act. Consequence management includes protecting public health and safety and providing emergency relief to state governments, businesses, and individuals.

- Chairs the Senior Interagency Coordination Group for consequence management policy issues and initiatives (includes representatives from DOD, DOJ, DOE, HHS, DOT, Agriculture, EPA, and General Services Administration).
- FEMA's Emergency Management Institute and National Fire Academy have both instituted new courses in first responder training.

Preparedness, Training, and Exercises Directorate

- This office trains emergency managers, firefighters, and elected officials in consequence management through the Emergency Management Institute and the National Fire Academy at the National Emergency Training Center in Emmitsburg, MD.
- Conducts exercises in WMD terrorism consequence management through the Comprehensive Exercise Program (CEP). These exercises provide the opportunity to investigate the capability of the Federal Response Plan to effectively deal with consequence management and test the ability of different levels of response to interact.

United States Fire Administration

- Provides training to firefighters and other first responders through the National Fire Academy in conjunction with the Preparedness, Training, and Exercises Directorate.

Response and Recovery Directorate

- Manages the Rapid Response Information System (RRIS) to inventory physical assets and equipment available to state and local officials and provides a database of chemical and biological agents and safety precautions.

DEPARTMENT OF TRANSPORTATION

- acquisition, installation, and related activities supporting the deployment of bulk and trace explosives detection systems and other advanced security equipment at airports in the United States, to remain available until September 30, 2001

Federal Aviation Administration (FAA)

- In cases of air piracy, the FAA is responsible for coordination of all law enforcement activity

DEPARTMENT OF HEALTH AND HUMAN SERVICES/ PUBLIC HEALTH SERVICES

- May be called upon for on-scene support with a medical response team.

Centers for Disease Control (CDC)

- The federal agency responsible for protecting the public health of the country through prevention and control of diseases and other preventable conditions and responding to public health emergencies. The CDC also works with national and international agencies to eradicate or control communicable diseases and other preventable conditions.

Office of Emergency Preparedness

- Coordinate the health and medical response of the Federal government, in support of state and local governments, in the aftermath of terrorist acts involving chemical or biological agents.

Metropolitan Medical Strike Teams (MMST)

- Provides initial on-site response and safe patient transportation to hospital emergency rooms, provide medical and mental health care to victims and will move victims to other regions should local health care resources be overrun during a terrorist attack.
- Prototypes of the MMST were established in Washington, DC and in Atlanta, GA during the 1996 Summer Olympic Games. Approximately twenty-five cities have been chosen to begin development of the teams.

National Institutes of Health (NIH)

- Federal focal point for biomedical research, including extensive vaccine research.

UNITED STATES TREASURY

- In conjunction with the Secretary of State and Attorney General may designate foreign terrorist organizations.

Office of Foreign Assets Control

- Jurisdiction over and ability to stop all financial transactions between U.S. and any group, country, or person believed to pose a risk of furthering terrorist activity.

United States Secret Service

- The Secret Service is developing chemical and biological detection, mitigation, and decontamination support for all Presidential movements. The Service is constructing a chemical and biological detection and protective program which combines multiple systems: fixed detectors, collective protection systems, and portable detection equipment.

United States Customs

- In FY97 DOD allocated \$9,100,000 to Customs to assist in acquisition of equipment for WMD detection and interdiction.

Bureau of Alcohol, Tobacco, and Firearms (ATF)

- Lead federal agency in investigating armed violent crime, arson, and explosions. ATF has four National Response Teams that can arrive within 24 hours to major bombing and arson sites. The bureau is also researching the effects of large car bombs along with the US Army Corps of Engineers and the Defense Technical Research Agency.

ENVIRONMENTAL PROTECTION AGENCY

- Responsibility over preparation and response to emergencies with oil, hazardous substances, and certain radiological materials.
- Assist in the Domestic Preparedness Program on hazmat identification and with environmental cleanup.
- Develop community response plans to deal with accidental or deliberate releases of hazardous substances and participate in the first responder training program.

Office of Solid Waste and Emergency Response

Chemical Emergency Preparedness and Prevention Office (CEPPO)

- The primary office within the Office of Solid Waste and Emergency Response that coordinates preparedness and prevention of chemical accidents and oil spills.
- Overall management and coordination of EPA's activities involving accident prevention, preparedness, and response for natural and manmade disasters. Also oversees the EPA's Counter-Terrorism Planning Preparedness Program and the National Security Emergency Preparedness Program.

DEPARTMENT OF THE INTERIOR

National Park Service

- construction for emergency security related expenses

NATIONAL COMMISSION ON TERRORISM

- A 15 member commission to review laws, regulations and policies relating to counterterrorism and the "prevention and punishment" of international terrorism. The commission will produce a report that will include information on the following:
 - Evidence of a terrorist infrastructure in the western hemisphere.
 - Efforts by the executive branch to coordinate counterterrorism activities at Federal, State, and local levels, and internationally.
 - Efforts by the executive branch to prevent terrorist use of weapons of mass destruction.
 - Recommended changes.
- The commission will have five members appointed by the President from within the executive branch or private sector, not more than three of whom belong to the same political party; five members appointed by the majority leader of the Senate from among members of the Senate or private citizens, not more than three of whom belong to the same political party, and not fewer than three of whom are Senators; and five members appointed by the Speaker of the House in consultation with the House Minority Leader from among members of the House or private citizens, not more than three of whom belong to the same political party, and not fewer than three of whom are members of the House.